

Slavery in Africa

Knowledge and Openings

L'esclavage en Afrique

Savoirs et décloisonnements

Programme de la Conférence
Conference Schedule

Université de Yaoundé I, Cameroun
University of Yaoundé I, Cameroon
19-21/04/2022

Free Entrance / entrée libre
<http://slafco2.sciencesconf.org>
slafco2@sciencesconf.org



SLAFNET - This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement N°734596
AFRAB - This project has received funding from the European Research Council research (ERC) under grant agreement N° 885-418



Poster mis en page par Hervé Andrès (CNRS / URMIS / Université Côte d'Azur) à partir d'un dessin original de Nicholus, un artiste de Mtwapa sur la côte kényane. Merci à Okoko Ashikoye et George Ghandi, Musée de Fort-Jesus, National Museums of Kenya, Mombasa.

Poster designed by Hervé Andrès (CNRS / URMIS / Université Côte d'Azur) from an original drawing made by Nicholus, an artist from Mtwapa on the Kenyan coast. Thanks to Okoko Ashikoye and George Ghandi, Fort-Jesus Museum, National Museums of Kenya, Mombasa.

Sommaire / Contents

I. PRESENTATION GENERALE / GENERAL PRESENTATION	5
1. Présentation du thème de la conférence / Outline of the theme of the conference	5
2. Comité d'organisation / Organizing Committee.....	8
3. Comité de parrainage / Supporting Committee	8
4. Comité scientifique / Scientific Committee.....	8
5. SLAFNET: Institutions membres / SLAFNET: Member Institutions	9
6. Projets et centres de recherche associés / Associated projects and Research centers.....	9
7. Institutions organisatrices / Organising Institutions	10
II. HORAIRES / SCHEDULE	11
III. INTERVENTIONS PLENIERES / PLENARY INTERVENTIONS	13
1. Allocutions de bienvenue / Welcome Address	13
2. Conférences / Keynotes	13
3. Tables-rondes / Round-tables	14
IV. PANELS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.5
Panel 1. Abolitionnisme et autres approches africaines pour mettre fin à l'esclavage/ African abolitionisms and approaches to ending slavery.....	15
Panel 2. Genre et servitude / Gender and servitude.....	Erreur ! Signet non défini.8
Panel 3. Retours, réparations, restitutions I / Return, reparations, restitutions I	20
Panel 4. Abolitions légales africaines au 19ème siècle / African legal abolitions of the 19th century	24
Panel 5. Institutions sociales et religieuses / Religious and social institutions.....	27
Panel 6. Retours, réparations, restitutions II / Return, reparations, restitutions II	32
Panel 7. Abolitions légales européennes et stratégies africaines / European Legal abolitions and African strategies	37
Panel 8. Statuts sociaux & Citoyenneté I / Social status & citizenship I	41
Panel 9. Au croisement de l'histoire et de la mémoire / Where history and memory meet.....	45
Panel 10. Abolitions post-coloniales: défis et réussites / Post-colonial legal abolitions: achievements and challenges	49
Panel 11. Enseignement et histoire publique de l'esclavage / Teaching and the public history of slavery ..	53
Panel 12. Statuts sociaux & Citoyenneté II / Social status & citizenship II	57
Panel 13. Jeune recherche / Upcoming research	62
Panel 14. Statuts sociaux & Citoyenneté III / Social status & citizenship III	68
Panel 15. Questions contemporaines / Contemporary questions.....	72
Panel 16. Sites de l'esclavage / Sites of slavery	76
V. INDEX DES PARTICIPANTS / INDEX OF PARTICIPANTS	80

I. Présentation générale / General Presentation

1. Présentation du thème de la conférence / Outline of the theme of the conference

Les recherches sur l'esclavage en Afrique ont bénéficié ces dernières années d'un dynamisme certain, soutenu en partie par des programmes de recherche internationaux ainsi que par la publication de nombreux ouvrages et dossiers de référence. Des régions auparavant peu étudiées ont fait l'objet de nouveaux travaux de recherche (comme le Cameroun, l'Éthiopie et la Corne de l'Afrique), des thématiques autrefois secondaires sont devenues centrales (comme les abolitions de l'esclavage ou la stigmatisation sociale héritée de l'esclavage), des perspectives comparatistes ont été soulevées sur l'ensemble du continent et des îles adjacentes (Zanzibar, Comores, Madagascar, Maurice) et des domaines spécifiques ont pris une nouvelle ampleur (comme la muséographie de l'esclavage, la reconnexion ou la question des réparations). L'importance historique de l'esclavage en Afrique, son poids dans les relations entretenues par les différentes composantes de la société et la construction des États-nations contemporains, ne sont plus à démontrer. Mais ces questions ont souvent un caractère sensible et très contemporain, elles sont parfois objet de polémiques publiques, ou réduites au silence. Au vu du dynamisme de la production des savoirs sur l'esclavage en Afrique, il s'agit ici de faire le point sur les avancées les plus récentes, afin de pouvoir par la suite les transmettre au plus grand nombre, dans les enseignements scolaires et universitaires, et dans les actions partagées avec la société civile.

La conférence internationale à laquelle nos institutions invitent les chercheur.e.s et enseignant.e.s a pour ambition de contribuer à ce bilan des savoirs sur l'esclavage en Afrique et à faire le point sur les avancées scientifiques significatives les plus récentes. Huit ans après la conférence « L'esclavage en Afrique : histoire, héritages, actualité » (SLAFCO) tenue à la Catholic University of Eastern Africa (Nairobi, 2014), cette initiative bénéficie des travaux développés dans le cadre du projet européen « Slavery in Africa: A dialogue between Europe and Africa » (SLAFNET, H2020 RISE, 2017-2022), ainsi que d'un écosystème scientifique riche de plusieurs initiatives collectives. Avec une approche favorisant le dialogue scientifique interdisciplinaire (histoire, anthropologie, sociologie, muséologie) et le dialogue avec la société civile (à travers la présence d'associations anti-esclavagistes, la projection de films, et la présentation d'ouvrages), l'ambition est ici de poursuivre les efforts visant au décloisonnement entre les différentes régions du continent africain, leurs historiographies et leurs acteurs

1. Citoyenneté, marginalisation et injustices

L'analyse comparative des expériences sociales, politiques et économiques des descendants d'esclaves dans les sociétés africaines contemporaines révèle la stigmatisation, la marginalisation et la sous-représentation politique dont ils sont tributaires. Bien des conflits encore vivaces trouvent leurs origines dans l'histoire de l'esclavage et l'altérité (ethnique, raciale ou autre) qui y est associée. Dans certains pays, l'activisme des descendants d'esclaves permet de faire évoluer les pratiques, mais dans d'autres, le silence continue de recouvrir des traumatismes devenus intergénérationnels. L'idéal d'une citoyenneté partagée est parfois mis à mal par des revendications de justice et de réparation qui exposent les fractures sensibles au cœur du tissu social et des politiques nationales et internationales.

2. Sources, mémoires sociales et récits de soi

Documenter la prégnance de l'esclavage, les discontinuités de ses pratiques autant que ses séquelles est une préoccupation centrale des chercheurs. La collecte et la préservation des sources orales, l'archéologie, les sources écrites et iconographiques, et les récits de vie sont autant d'éléments qui permettent la mise en production du travail scientifique. Mais ce sont également des éléments qui structurent ou influencent les mémoires sociales, les façons dont les individus et les sociétés représentent leurs perceptions du travail

(genré, forcé, migrant), de l'ancestralité (comme rapport aux origines familiales), de l'autochtonie (comme rapport au territoire et aux origines géographiques) et de l'appartenance (comme rapport à un groupe ou une nation).

3. Enjeux patrimoniaux, musées et restitutions

Les sites, les objets et les cultures liés à l'esclavage sont parfois marginalisés dans la mémoire nationale ; ils sont parfois intégrés dans les musées et participent (ou pas) d'une expérience commune. Deviennent-ils des outils de sensibilisation favorisant le dialogue entre anciens maîtres et esclaves ou leurs descendants ? Les artefacts servent de supports de dialogue entre les générations et entre des mémoires divergentes, mais ils sont aussi au cœur de revendications persistantes et d'enjeux politiques qui parfois les dépassent.

4. Humanités numériques et esclavage

Plusieurs bases de données relatives à l'esclavage et à la traite négrière en Afrique, dans l'océan Indien occidental et dans l'Atlantique existent déjà. L'inventaire des sources (noms de personnes et des lieux, des histoires de vie, la variabilité linguistique et économique, les terminologies) mobilisées par ces bases de données, leur accessibilité et les questions techniques liées à leur utilisation (presse, confidentialité, conditions générales, mentions légales, etc.) sont autant de questions centrales. Il s'agit aujourd'hui de développer des outils facilitant une analyse complète des données et d'élaborer des politiques communes de gestion de ces données afin de les exploiter au mieux

Research on slavery in Africa has benefited from a clear dynamism in recent years, supported, partly, by international research programmes as well as by the publication of many works of reference. Some previously little-studied regions (such as Cameroon, Ethiopia and the Horn of Africa) have been the subject of new research; themes which had previously been secondary (such as the abolition of slavery or the social stigmatisation inherited from slavery) have become central; comparative perspectives have been raised across the whole continent and the adjacent islands (Zanzibar, Comoros, Madagascar, Mauritius) and specific fields have taken on a new dimension (such as the museography of slavery, reconnection or the question of reparations). The historic importance of slavery in Africa, its weight in the social relations maintained by various sectors of society and in the construction of contemporary nation states are well established. But these questions are often sensitive and very contemporary, they are sometimes the subject of public controversy, or reduced to silence. In the light of the momentum behind this knowledge produced on slavery in Africa, the issue here is to take stock of the latest advances, so that they can be transmitted to the general public, in school and academics teachings, and in activities led with the civil society.

The international conference to which our institutions invite researchers and teachers is intended to contribute to this assessment of knowledge about slavery in Africa and to take stock of the most recent significant scientific advances. Eight years after the conference "Slavery in Africa: Past, Legacies and Present," (SLAFCO) held at the Catholic University of Eastern Africa (Nairobi, 2014), this initiative benefits from the work developed in the European project, "Slavery in Africa: A Dialogue Between Europe and Africa," (SLAFNET, H2020 RISE, 2017-2022), as well as from a scientific ecosystem enriched by several collective initiatives. With an approach promoting interdisciplinary scientific dialogue (history, anthropology, sociology, museology) and dialogue with civil society (through the attendance of anti-slavery associations), the ambition here is to continue efforts to break down barriers between the various regions of the African continent, their historiographies and their stakeholders.

1. Citizenship, Marginalisation and Injustices

The comparative analysis of social, political and economic experiences of the descendants of slaves in

contemporary African societies reveals the stigmatisation, marginalisation and political under-representation from which they suffer. The origins of many current conflicts are found in the history of slavery and otherness (ethnic, racial or else) associated with them. In some countries, the activism of descendants of slaves contributes to a change of attitudes, but in others, silence continues to cover trauma which has become intergenerational. The ideal of shared citizenship is sometimes undermined by demands for justice and compensation which expose the fractures located at the heart of the social fabric and of national and international policies.

2. Sources, Social Memories and Self-Narratives

Documenting the pervasiveness of slavery, the discontinuities in its practices as well as its consequences is a central concern for researchers. Collecting and preserving oral sources, archaeology, written and iconographic sources, and life stories are all elements which allow scientific work to be produced. But these are also elements which structure or influence social memories, the ways in which individuals and societies represent their perceptions of work (gendered, forced, migrant), of ancestry (such as relation to family origins), autochthony (such as the relationship with territory and geographical origins) and a sense of belonging (such as the relationship with a group or nation).

3. Heritage Issues, Museums and Restitutions

Sites, objects and cultures linked to slavery are sometimes marginalised in national memory; they are sometimes on display in museums and form part (or not) of a shared experience. Are they becoming tools to raise awareness, promoting dialogue between former masters and slaves or their descendants? Artifacts are used as a means for starting dialogue between generations and between divergent memories, but they are also at the heart of persistent demands and political issues which sometimes go well beyond them.

1. Digital Humanities and Slavery

Several databases on slavery and the slave trade in Africa, the Western Indian Ocean and the Atlantic already exist. The inventory of sources (names of people and places, life stories, linguistic and economic variability, terminologies) deployed by these databases, their accessibility and technical questions related to their use (press, confidentiality, general conditions, legal notices, etc.) are all central questions. Today's issue is about developing tools which facilitate a complete analysis of data and the development of common policies for managing this data so it can be put to best use.

2. Comité d'organisation / Organizing Committee

- Marie Pierre Ballarin (URMIS – IRD, UCA, Nice)
- Edouard Bokagne Betobo (Département d'Histoire, Université Yaoundé 1)
- Giulia Bonacci (URMIS – IRD, UCA, Nice)
- Klara Boyer-Rossol (Ciresc Paris- Bonn Center for Dependency and Slavery Studies Bonn)
- Stephan Conermann (Bonn Center for Dependency and Slavery Studies, Bonn)
- Myriam Cottias (CNRS- CIRESC, Paris)
- Colette Essono (IRD Yaoundé)
- Alban Fournier (URMIS-CNRS, Nice)
- Joseph Fumtim (IRD Yaoundé)
- Moussa II (Département d'Histoire, Université de Yaoundé 1)
- Adèle Nivière (URMIS – IRD, UCA , Nice)
- Benedetta Rossi (AFRAB project, University College London)
- Ahmadou Sehou (CERPETA – Centre d'Études et de recherches Pluridisciplinaires sur les Traites en Afrique, Université de Maroua)
- Joseph Jules Sinang (CERPETA – Centre d'Études et de recherches Pluridisciplinaires sur les Traites en Afrique, Université de Yaoundé 1)
- Vijaya Teelock (CRSI - Centre for Research on Slavery and Indenture, Université de Mauritius, Le Réduit)

3. Comité de parrainage / Supporting Committee

- Catherine Coquery-Vidrovitch, Professeure émérite, Université de Paris, France
- Chouki El Hamel, State Arizona University, USA
- Martin Klein, Professeur Émérite, Université de Toronto, Canada
- Paul Lovejoy, York University, Canada
- Iftikhar Malik, Bath Spa University, Grande Bretagne
- Alioum Idrissou, Université de Maroua, Cameroun
- Maurice Aurelien Sosso, Université de Yaoundé 1, Cameroun
- Ibrahima Thioub, Recteur Honoraire de l'Université Cheik Anta Diop, Dakar, Sénégal

4. Comité scientifique / Scientific Committee

- Patrick Abungu, National Museums of Kenya, Mombasa, Kenya
- Antonio Almeida Mendes, Université de Nantes, France
- Myriam Cottias, CIRESC-CNRS, Paris, France
- Marie Pierre Ballarin, IRD, Urmis, Nice, France
- Edouard Bokagne Betobo, Université Yaoundé 1, Cameroun
- Giulia Bonacci, IRD, Urmis, Nice, France
- Klara Boyer-Rossol, Ciresc Paris- Bonn Center for Dependency and Slavery Studies Bonn
- Cecile Dolissane Ebose, Université Yaoundé 1, Cameroun
- Abdourahman Halirou, Université de Ngaoundéré, Cameroun
- Ahmed Hassan, Institute of Ethiopian Studies, Addis Ababa University, Ethiopie
- Herman Kiriama, Kisii University, Kenya
- Chétima Melchisedek, York University, Canada / Université de Maroua, Cameroun
- Alexander Meckelburg, University College London, Grande Bretagne
- Henri Médard, AMU, Aix en Provence
- Takele Merid, Institute of Ethiopian Studies, Addis Ababa University, Ethiopie

- Joël Narcisse Meyolo, Université de Yaoundé 1, Cameroun
- Nadine Carole Ngon, Université de Bamenda, Cameroun
- Abderrahmane Ngaide, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal
- Samuel Nyanchoga, The Catholic University of Eastern Africa, Nairobi, Kenya
- Lotte Pelckmans, Faculty of Humanities, Centre for Advanced Migration Studies (AMIS), Copenhagen
- Olivette Otele, Bristol University, Bristol, Grande Bretagne
- Marie Rodet, SOAS, Londres, Grande Bretagne
- Eugenia Rodrigues, Centre for History of the University of Lisbon, Portugal
- José Damião Rodrigues, Centre for History of the University of Lisbon, Portugal
- Benedetta Rossi, University College London, Londres, Grande Bretagne
- Zacharie Saha, Université de Dschang, Cameroun
- Ahmadou Sehou, Université de Maroua, Cameroun
- Joseph Jules Sinang, Université de Yaoundé 1, Cameroun
- Dominique Somda, HUMA - Institute for Humanities in Africa, Cape -Town, South Africa
- Stéphanie Tamby, Intercontinental Slavery Museum, Port Louis, Maurice
- Vijaya Teelock, Université de Mauritius, Le Réduit Maurice
- Salah Trabelsi, Université de Lyon 2, France

5. SLAFNET : Institutions membres / SLAFNET: Member institutions

- Unité de Recherche Migrations & Sociétés (URMIS, Institut de Recherche pour le Développement/ Université Côte d'Azur / CNRS), France
- Centre d'Études et de Recherches Pluridisciplinaires sur l'Esclavage et les Traites en Afrique (CERPETA), Université de Yaoundé I - Université de Maroua, Cameroun
- Centre Africain de Recherches sur les Traites et les Esclavages (CARTE) – Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal
- Centre de recherches en histoire internationale et atlantique (CRHIA), Université de Nantes, France
- Centre for Research on Slavery and Indenture (CRSI), Le Réduit, University of Mauritius
- Centre International de Recherche sur les Esclavages (CIRES), CNRS, Paris, France
- Centre for History of the University of Lisbon, Lisbonne, Portugal
- Institute of Ethiopian Studies, Addis Ababa University, Addis Ababa, Ethiopie
- The Catholic University of Eastern Africa, Nairobi, Kenya
- The National Museums of Kenya, Mombasa, Kenya
- The University of Birmingham, Birmingham, Grande Bretagne
- Bath Spa University, Bath Spa, Grande Bretagne

6. Projets et centres de recherche associés / Associated projects and research centers

- **SLAFNET**, Slavery in Africa: A Dialogue between Europe and Africa (H2020, RISE, n°734596), Institut de Recherche pour le Développement, France
- **SLAMRANET**, Slavery, Memory and Race in Colonial and Post-colonial Worlds (International Research Network), CNRS/IRD/UCA, France
- **AFRAB**, African Abolitionism: The Rise and Transformations of Anti-Slavery in Africa (ERC n°885418), University College London, Grande Bretagne
- **SlafMig/EMiFo**, Slavery and Forced Migrations (UKRI- / GCRF), SOAS, Londres, Grande Bretagne
- **Center for Dependency and Slavery Studies**, Bonn, Allemagne

7. Institutions organisatrices / Organising institutions

- Université de Yaoundé 1, Cameroun
- Université de Maroua, Cameroun
- Institut de recherche pour le développement, France
- Représentation de l'Institut de recherche pour le développement, Cameroun
- Centre national de la recherche scientifique
- Institut français au Cameroun
- Service de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France au Cameroun
- Commission Européenne
- Université Côte d'Azur, IDEXjedi, France
- Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Afrique centrale et Grands Lacs
- University College London, Grande Bretagne
- SOAS, London, Grande Bretagne
- UKRI-Economic and Social Research Council / GCRF – Global Challenges Research Fund, Grande Bretagne

II. Horaires / Schedule

Mardi 19 avril / Tuesday 19 April			
8h30	<i>Accueil / Registration</i>		
9h30	Allocutions de bienvenue / Welcome Address		
11h	<i>Pause / Break</i>		
11h30	Conférence 1 / Keynote 1 Racisme & esclavage / Racism & Slavery		
12h30	<i>Déjeuner / Lunch</i>		
	<i>Salle / Room 1</i>	<i>Salle / Room 2</i>	<i>Salle / Room 3</i>
14h	1. Abolitionnisme et autres approches africaines pour mettre fin à l'esclavage / African abolitionisms and approaches to ending slavery	2. Genre et servitude / Gender and servitude	3. Retours, réparations, restitutions I / Return, reparations, restitutions I
15h30	<i>Pause / Break</i>		
16h	4. African legal abolitions of the 19th century / Abolitions légales africaines au 19ème siècle	5. Institutions sociales et religieuses / Religious and social institutions	6. Retours, réparations, restitutions II / Return, reparations, restitutions II

Mercredi 20 avril / Wednesday 20 April			
8h30	<i>Accueil / Registration</i>		
9h	Table-ronde 1 / Round-table 1 Livres collectifs & revues / Edited books & journals		
	<i>Salle / Room 1</i>	<i>Salle / Room 2</i>	<i>Salle / Room 3</i>
10h30	7. European Legal abolitions and African strategies / Abolitions légales européennes et stratégies africaines	8. Statuts sociaux & Citoyenneté I / Social status & citizenship I	9. Au croisement de l'histoire et de la mémoire / Where history and memory meet
12h30	<i>Déjeuner / Lunch</i>		
14h	10. Post-colonial legal abolitions: achievements and challenges / Abolitions post-coloniales: défis et réussites	11. Enseignement et histoire publique de l'esclavage / Teaching and the public history of slavery	12. Statuts sociaux & Citoyenneté II / Social status & citizenship II
16h	<i>Pause / Break</i>		
16h30 – 17h30	Conférence 2 / Keynote 2 Esclavage et traites dans l'espace camerounais (XV ^e - XXI ^e s.) / Slavery and trafficking in Cameroon (15 th to 21 st c.)		
19h	Conférence de Catherine Coquery Vidrovitch, Institut français		

Jeudi 21 avril / Thursday 21 April				
9h	<i>Accueil / Registration</i>			
	<i>Salle / Room 1</i>	<i>Salle / Room 2</i>	<i>Salle / Room 3</i>	<i>Salle / Room 4</i>
9h30	13. Jeune recherche / Upcoming research	14. Statuts sociaux & Citoyenneté III / Social status & citizenship III	15. Questions contemporaines / Contemporary questions	16. Sites de l'esclavage / Sites of slavery
11h30	<i>Lunch / Déjeuner</i>			
13h30	Table-ronde 2 / Round-table 2 Quelles stratégies de lutte contre l'esclavage ? / Which strategies of struggle against slavery ?			
16h	<i>Pause / Break</i>			
16h30 – 18h	Table-ronde 3 / Round-table 3 Avenir de la recherche et collaborations / Future of research & collaborations			

III. Interventions plénières / Plenary Interventions

1. Allocutions de bienvenue / Welcome Address

Mardi 19 avril / Tuesday 19 April, 10h-11h30

2. Conférences / Keynotes

Mardi 19 avril / Tuesday 19 April, 11h30-12h30

- Catherine Coquery Vidrovitch, Université Paris Cité, France

Racisme et esclavage / Racism and Slavery

Mercredi 20 avril / Wednesday 20 April, 16h30-17h30

- Ahmadou Sehou, Université de Maroua, Cameroun

Esclavage et traites dans l'espace camerounais (XVe - XXIe siècle) : dynamiques internes, connexions externes et enjeux mémoriels / Slavery and trafficking in Cameroon (15th-21st c.): external dynamics, external connexions and memorial issues.

3. Tables-rondes / Round-tables

Mercredi 20 avril / Wednesday 20 April, 9h-10h

- **Livres collectifs & revues / Edited books & journals**

Table-ronde plénière animée par Giulia Bonacci (IRD/URMIS) avec M.-P. Ballarin et K. Boyer-Rossol (Les esclavages en Afrique), M. Cottias (revue et collection du CIRESC), A. Meckelburg et Ahmed Hassen (Slavery and the slave trade in Ethiopian studies), B. Rossi (Les mondes de l'esclavage).

Plenary round-table chaired by Giulia Bonacci (IRD/URMIS) with M.-P. Ballarin and K. Boyer-Rossol (Les esclavages en Afrique), M. Cottias (CIRESC journal and collection), A. Meckelburg and Ahmed Hassen (Slavery and the slave trade in Ethiopian studies), B. Rossi (Les mondes de l'esclavage).

Jeudi 21 avril / Thursday 21 April, 14h-16h

- **Quelles stratégies de lutte contre l'esclavage ? / Which strategies of struggle against slavery ?**

Table-ronde plénière animée par Marie Pierre Ballarin (IRD/URMIS) et Ahmadou Séhou (U. Maroua), avec Ali Bouzou (Timidria Niger et G5 Sahel), Raichatou Walet Altanata (Temedt Mali), Salufu Kamara (Ganbanaaxu Fedde), Hon. Dah Abeid Biram (IRA-Mauritanie), Hon. Amadou Diemdioda Dicko (Festichams Burkina Faso), Alkoa Madjiyera Ngar (ARED Tchad), Marlyse Eteme, (ASCATP Cameroun), Diagly Kanouté (RMFP Gambana Mali).

Plenary round-table chaired by Marie Pierre Ballarin (IRD/URMIS) and Ahmadou Séhou (U. Maroua), with Ali Bouzou (Timidria Niger and G5 Sahel), Raichatou Walet Altanata (Temedt Mali), Salufu Kamara (Ganbanaaxu Fedde), Hon. Dah Abeid Biram (IRA-Mauritanie), Hon. Amadou Diemdioda Dicko (Festichams Burkina Faso), Alkoa Madjiyera Ngar (ARED Tchad), Marlyse Eteme, (ASCATP Cameroun), Diagly Kanouté (RMFP Gambana Mali).

Jeudi 21 avril / Thursday 21 April, 16h30-18h

- **Avenir de la recherche et collaborations / Future of research and collaborations**

Table-ronde plénière animée par Ibrahima Thioub (CARTE/UCAD), avec M.-P. Ballarin (IRD/URMIS), S. Conermann (BCDSS), M. Cottias (CIRESC), J. Sinang (CERPETA), V. Teelock (CRSI), B. Rossi (UCL/AFRAB).

Plenary round-table chaired by Ibrahima Thioub (CARTE/UCAD), with M.-P. Ballarin (IRD/URMIS), S. Conermann (BCDSS), M. Cottias (CIRESC), J. Sinang (CERPETA/Yaoundé 1), V. Teelock (CRSI), B. Rossi (UCL/AFRAB).

IV. Panels

Panel 1. Abolitionismes et autres approches africaines pour mettre fin à l'esclavage / African abolitionisms and approaches to ending slavery (AFRAB)

Modération / Chair : Benedetta Rossi, University College London, Royaume-Uni

La recherche sur l'abolitionnisme africain est axée principalement sur les activités anti-esclavagistes européennes en Afrique. Cela suppose que lorsque l'Europe a aboli l'esclavage en Afrique, les Africains sont devenus des abolitionnistes. Cette conclusion est injustifiée. De nombreuses questions doivent encore être examinées en détail : quand et où se sont développés les mouvements abolitionnistes africains ? Qui sont les principaux idéologues de l'abolitionnisme africain ? Comment l'abolitionnisme s'est-il propagé, parmi quels groupes ? À quelles formes de lutte politique l'anti-esclavagisme africain a-t-il donné lieu ? Ce panel, développé dans le cadre du projet « African Abolitionism » (AFRAB), contribue à répondre à ces questions en analysant trois contextes et en comparant différentes approches historiques africaines pour mettre fin à l'esclavage.

Research on African abolitionism is a narrow field focused primarily on European anti-slavery activities in Africa. It presupposes that when Europe abolished slavery in Africa, Africans became abolitionists. This conclusion is unwarranted. Many questions still have to be examined in detail: when and where did African abolitionist movements develop? Who are the main ideologues of African abolitionism? How did abolitionism spread, among which groups? What forms of political struggle did African anti-slavery give rise to? This panel, developed in the framework of the African Abolitionism (AFRAB) Project, contributes to answering these questions by analyzing three contexts and comparing different African historical approaches to ending slavery.

Emmanuel Saboro, University of Cape Coast, Ghana

On George Ferguson and Local Abolitionism in 19th century Northern Ghana

Using both archival and oral sources, this paper attempts to present George Ekem Ferguson – a Ghanaian colonial official and surveyor in the nineteenth century – as an anti-slavery campaigner and abolitionist. Conventional narratives and discourses on abolitionism have been centred largely on the role of Europeans in abolishing slavery and the slave trade. Even in instances where Africans were at the forefront of anti-slavery activism, their roles have either been ignored or underestimated. Recent scholarship is however beginning to shed light on the role of such individuals. George Ekem Ferguson helped the British through his surveying work to open some parts of the Northern territories to British influence. He is reported in popular press, archival documents and oral sources to have fought against the slave trade by helping to map out the routes used by the slave traders, an action that resulted in his death in Wa in 1897 at the hands of slave raiders. Yet, his role as an anti-slavery campaigner has been ignored. The Northern territories region of the then Gold Coast was a key supplier of slaves to the transatlantic slave trade. Salaga, for example, was one of the biggest Slave Markets in the Gold Coast where Northern captives were sold. In the heyday of domestic slavery, the Northern territories continued to serve as key suppliers of slaves to centralised states like Ashanti. This paper examines Ferguson's views and actions in his fight to end slave raiding and trading in northern Ghana.

Sur George Ferguson et l'abolitionnisme local dans le nord du Ghana au XIXe siècle

Utilisant à la fois des sources archivistiques et orales, cet article tente de présenter George Ekem Ferguson - un fonctionnaire colonial ghanéen et arpenteur au XIXe siècle - comme un militant anti-esclavagiste et abolitionniste. Les récits et discours conventionnels sur l'abolitionnisme se sont largement centrés sur le rôle des Européens dans l'abolition de l'esclavage et de la traite des esclaves. Même dans les cas où les Africains étaient à l'avant-garde de l'activisme anti-esclavagiste, leurs rôles ont été soit ignorés, soit sous-estimés. Des études récentes commencent cependant à faire la lumière sur le rôle de ces personnes. George Ekem Ferguson a aidé les Britanniques par son travail d'arpentage à ouvrir certaines parties des territoires du nord à l'influence britannique. Il est rapporté dans la presse populaire, des documents d'archives et des sources orales qu'il a lutté contre la traite des esclaves en aidant à tracer les itinéraires utilisés par les marchands d'esclaves, une action qui a abouti à sa mort à Wa en 1897 aux mains de pillards d'esclaves. Pourtant, son rôle de militant anti-esclavagiste a été ignoré. La région des territoires du nord de la Gold Coast de l'époque était un fournisseur clé d'esclaves pour la traite transatlantique des esclaves. Salaga, par exemple, était l'un des plus grands marchés aux esclaves de la Gold Coast où les captifs du nord étaient vendus. À l'apogée de l'esclavage domestique, les territoires du nord ont continué à servir de principaux fournisseurs d'esclaves aux États centralisés comme Ashanti. Cet article examine les opinions et les actions de Ferguson dans sa lutte pour mettre fin aux raids et au commerce des esclaves dans le nord du Ghana.

Samuel A. Nyanchoa, Catholic University of Eastern Africa, Kenya

The Bombay Africans and Local Abolitionism in Kenya

The purpose of this paper is to establish who the Bombay Africans were and how they settled in Rabai and Freretown; what their role in these settlements was in general and specifically in relation to slavery and its legacies. Further to that, the paper endeavors to establish the kind of relationship that developed between them, European missionaries, and (ex-)slaves. The paper also considers if abolitionism did feature among them and their descendants in Freretown and Rabai by examining the position and abolitionist agenda they may have advanced. The position of some of the key Bombay African families in the abolitionist agenda will be discussed. Finally the paper will establish if they undertook a local agenda to fight slavery or they perceived it as a white missionary idea.

Les « Bombay Africans » et l'abolitionnisme local au Kenya

Le but de cette présentation est d'établir qui étaient les « Bombay Africans » et comment ils se sont installés à Rabai et Freretown ; quel était leur rôle dans ces colonies en général et en particulier en relation à l'esclavage et ses legs. La présentation s'efforce d'établir le type de relation qui s'est développé entre eux, les missionnaires européens et les (ex-)esclaves. L'article considère également si l'abolitionnisme figurait parmi eux et leurs descendants à Freretown et Rabai en examinant la position et l'agenda abolitionniste qu'ils ont pu mettre en avant. La position de certaines des principales familles de «Bombay Africans» dans l'agenda abolitionniste sera discutée. Enfin, l'article établira s'ils ont entrepris un programme local de lutte contre l'esclavage ou s'ils l'ont perçu comme une idée missionnaire blanche.

Yonas Ashine, Addis Ababa University, Ethiopia

Legacy of Manumission on Political Reforms in Ethiopia

Anchoring on the genealogy of manumission in Ethiopian slavery, this paper explores how the praxis of manumission left its own legacy on the political development of modern Ethiopia. The paper reads comparatively two debates: the debate about manumission, if not abolition, in early 20th century Ethiopia and with debate on political reforms (the making of the constitution and) until 1974. In this diachronic and ethnographic navigation, archival documents, memoirs, newspapers will be used. The aim is to historicize the two debates and explore how manumission impacted the political reforms and development in Ethiopia. Manumission is conceptualized here as political reform where the freedom of slaves is born without problematizing the positions and power relations both of the géta and barāya in the géta-barāya (master-slave) power continuum. Mainly the power position of the géta remained intact even after manumission. Therefore, the political reforms hitherto implemented in Ethiopia used the template of manumission in which the privileges and powers of the political elite remained unchanged. Moreover, the justification for controlled, gradual, top-down, and paternalist political reforms in Ethiopia appear similar to the justification exhibited in the praxis of manumission in the country.

L'héritage de la manumission dans les réformes politiques en Éthiopie

Ancré dans la généalogie de la manumission dans l'esclavage éthiopien, cet article explore comment la pratique de la manumission a influencé le développement politique de l'Éthiopie moderne. L'article lit comparativement deux débats : le débat sur l'affranchissement, sinon l'abolition, au début du 20^e siècle en Éthiopie et le débat sur les réformes politiques (l'élaboration de la constitution et) jusqu'en 1974. Dans cette navigation diachronique et ethnographique, documents d'archives, mémoires, et journaux seront utilisés. L'objectif est d'historiciser les deux débats et d'explorer l'impact de l'affranchissement sur les réformes politiques et le développement en Éthiopie. L'affranchissement est conceptualisé ici comme une réforme politique où naît la liberté des esclaves sans problématiser les positions et les rapports de pouvoir tant du géta que du barāya dans le continuum de pouvoir géta-barāya (maître-esclave). La position de force du géta est restée intacte même après l'affranchissement. Par conséquent, les réformes politiques mises en œuvre jusqu'à présent en Éthiopie ont utilisé le modèle de l'affranchissement dans lequel les privilèges et les pouvoirs de l'élite politique sont restés inchangés. De plus, la justification des réformes politiques contrôlées, graduelles, descendantes et paternalistes en Éthiopie semble similaire à la justification exposée dans la pratique de l'affranchissement dans le pays.

Panel 2. Genre et Servitude/ Gender and Servitude

Modération / Chair : Armand Leka Essomba, Université de Yaoundé I, Cameroun

Astabarka Dadda, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Femmes esclaves et concubines dans le lamidat de Ngaoundéré (Cameroun) de 1854 à 1990

Fondé vers 1835 par Ardo Ndjjobdi, le lamidat de Ngaoundéré a connu en son sein diverses catégories des femmes. Ces dernières se distinguent selon leurs statuts en fonction de leur appartenance à la noblesse ou à la classe servile. C'est ainsi qu'on note entre autres : les *rimbé* (sing. *dimo* en *fulfulde*) ou les femmes libres, les *horbé* (sing. *kordo* en *fulfulde*) ou les femmes esclaves et les *culaabé* (sing. *culaado* en *fulfulde*) ou les concubines. A cet effet, notre étude s'inscrit sur l'axe de citoyenneté, marginalisation et injustices, et met en exergue le statut social marginal des femmes esclaves et concubines dans ce lamidat. Pour parvenir au bout de ce travail, nous adoptons une approche éclectique qui mobilise à la fois des données documentaires et empiriques dans une perspective analytique.

Slave Women and Concubines in the lamidat of Ngaoundéré (Cameroon) from 1854 to 1990

Founded in 1835 by Ardo Ndjjobdi, the lamidat of Ngaoundéré included different categories of women. These ones are distinguished according to their status, that depends on their belonging to the nobility or the servile class. Among them are found : rimbé (sing. dimo in fulfulde) or free women, horbe (sing. kordo in fulfulde) or slave women and culaabe (sing. culaado in fulfulde) or concubine. For this purpose, our study is part of the theme of citizenship, marginalization and injustices, and highlights the marginal social status of slave and concubine women in this lamidat. For this paper, both documentary and empirical data are mobilized as part of an eclectic approach, in an analytical perspective.

Adèle Nivière, Université Côte d'Azur, France

Être femme ancienne esclave dans les villages chrétiens, un parcours entre émancipation et coercition. Le cas de la mission catholique des spiritains de Bagamoyo (1890-1916)

Les spiritains, à l'image de nombreuses missions catholiques arrivées en Afrique de l'Est au 19^e siècle, fondent leur action apostolique sur le rachat d'esclaves constitués en familles nucléaires chrétiennes. Dans ce contexte, le parcours des femmes, particulièrement vulnérables dans une société esclavagiste, revêt une orientation particulière. Formatées dans un rôle de mère et d'épouse très codifié selon les normes catholiques, elles cherchent souvent à créer dans ce cadre les outils de leur émancipation à l'intérieur et aux marges du modèle familial missionnaire : en occupant des emplois particuliers, en échappant aux rôles qui leur sont assignés etc. Nous nous proposons ici d'interroger ces méthodes, dans le cas des villages chrétiens de Bagamoyo tout le long de la période coloniale allemande en Tanzanie actuelle, de 1890 à 1916.

Being a former slave woman in Christian villages, a journey between emancipation and coercion. The case of the Catholic mission of the Spiritans of Bagamoyo (1890-1916)

The Spiritans, like many of the Catholic missions that arrived in East Africa in the 19th century, based their apostolic action on the redemption of slaves constituted in Christian nuclear families. In this context, the path

of women, who were particularly vulnerable in a slave society, took on a particular orientation. Formatted in the role of mother and wife, highly codified according to Catholic norms, they often tried to create within this framework the tools of their emancipation within and at the margins of the missionary family model: by occupying particular jobs, by escaping their assigned roles, etc. This communication questions these methods in the case of the Christian villages of Bagamoyo throughout the German colonial time in German East Africa (present-day Tanzania), from 1890 to 1916.

Sothérie Rolande Tassi, Université de Yaoundé I, Cameroun

Regard sur la condition paradoxale des Brus dans les sociétés Fang-Béti : entre servitude et considération sociale

Le phénomène de servitude reste d'actualité dans les sociétés africaines malgré l'abolition de la traite négrière et de l'esclavage à la fin du XIXe siècle et sa condamnation par la conscience universelle. Il existe sous plusieurs formes larvées qui prennent le nom d'esclavage contemporain. Au rang de celles-ci, l'on peut citer la domination et l'exploitation des femmes dans leurs belles-familles dans les sociétés Fang Béti où la femme a un statut ambivalent. Cette communication se propose de présenter et d'analyser les ressorts de cette forme de servitude. Elle s'attelle à savoir si c'est la précarité économique ambiante qui est à l'origine de cette exploitation ou alors s'il s'agit de la continuité des pratiques culturelles locales qui faisaient de la femme une machine à produire les biens aussi bien dans sa famille d'origine que pour sa belle-famille. Pour ce faire, ce papier va s'appuyer sur les enquêtes de terrain menées par nos soins, aussi bien chez les Fang que les Bétis, et aussi sur la littérature anthropologique qui a été consacrée à ces peuples. La démarche adoptée est diachronique.

A look at the paradoxical condition of the Brus in Fang-Beti societies: between servitude and social consideration

The phenomenon of servitude remains relevant in African societies despite the abolition of the slave trade and slavery at the end of the 19th century and its condemnation by the universal conscience. It exists in several forms that are known as contemporary slavery. These include the domination and exploitation of women in their families-in-law in Fang Beti societies, where women have an ambivalent status. This paper aims to present and analyse the reasons for this form of servitude. It will try to find out whether it is the prevailing economic precariousness that is at the origin of this exploitation or whether it is the continuity of local cultural practices that made the woman a machine for producing goods both in her family of origin and for her in-laws. In order to do this, this paper will rely on the field surveys we conducted among both the Fang and the Betis, as well as on the anthropological literature devoted to these peoples. The approach adopted is diachronic.

Panel 3. Retour, réparations et restitutions I / Return, reparations, restitutions I

Modération / Chair : Giulia Bonacci, IRD, Université Côte d'Azur, France

Le retour en Afrique des descendants d'Africains asservis, les réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme, et les restitutions de biens culturels et de restes humains pillés lors des conquêtes européennes représentent des expériences distinctes mais néanmoins liées, qui participent directement à la constitution de notre monde contemporain. Ce panel invite à mettre en dialogue ces re-déplacements de personnes, de capitaux, d'objets et d'idées. Retours, réparations et restitutions font l'objet d'une attention croissante, notamment dans l'arène diplomatique ainsi qu'auprès du grand public. Alors que les milieux panafricains et militants ont souvent été précurseurs de ces demandes, les revendications émanant d'États africains se multiplient, et la recherche académique autour de ces sujets est en pleine croissance. Ce panel examine les liens entre recherches académiques, revendications sociales et culturelles, mobilisations populaires, demandes officielles et politiques patrimoniales. En privilégiant une réflexion à partir de l'Afrique, il s'agira d'éclairer les articulations entre approches méthodologiques et conceptuelles, ainsi que les actions institutionnelles, législatives et symboliques des divers acteurs aux prises avec les injustices du passé.

The return of descendants of enslaved Africans to Africa, reparations for slavery and colonialism, and the restitution of cultural artefacts and human remains looted during the European conquests represent distinct but related experiences that directly shape our contemporary world. This panel seeks to establish a dialogue between those re-displacements of people, capital, objects, and ideas. Returns, reparations, and restitutions have recently been the focus of growing attention, particularly in the diplomatic arena and among the larger public. While Pan African and militant circles have often initiated claims, requests on behalf of African states are multiplying, and academic research around those issues is in full expansion. This panel examines the ties between academic research, social and cultural claims, popular mobilization, official requests, and the politics of heritage. Centering such reflection on Africa will shed light on the articulation between methodological and conceptual approaches, as well as the institutional, legislative, and symbolic actions waged by various stakeholders reckoning with the injustices of the past.

Elvis Nkome Ngome, University of Buea, Cameroon

German Colonial Violence in Cameroon and Post-Colonial State's Claims for the Restitution of the Looted Cultural-Arts Objects

Provenance research on looted African arts or objects by the Europeans during the 19th century can offer new perspective into the already documented evidence of its hurtful impact on Africans or invoke new dynamics around it. This paper attempts to investigate the on-going debate on the restitution of artistic works that were acquired from Cameroon during the German colonial era. Until recently, very few communities in Cameroon like the Kom, Nso, and Bangwa have raised the issue of restitution of their looted material culture back to Cameroon for obvious cultural reasons. Before now, very few communities ever made such claims demanding the restitutions of their looted arts. My participation in an on-going collaborative research on provenance of the objects in Max von Stetten's collection with a scientific team of researchers at the Museum Fünf Kontinente in Munich funded by the German Lost Arts Foundation and the Bavaria Ministry of Culture in Germany helped to open my vista of knowledge on the looted Cameroonian arts during the turbulent colonial era in Cameroon. The museum Fünf Kontinente alone harbours about 200 pieces of Cameroonian arts. It is obvious that the different ethnological objects were acquired by the Germans through the use of various methods. However, in most cases, researchers have not concluded on the specific methods of acquisition, the

supposed originating communities in Cameroon, the provenance of the objects and much more. In order to answer these questions, there is need for intensive research to be carried out in the field to obtain the relevant data with which to establish the colonially problematic acquisition context, the true owners of the objects, and their perspectives about future restitution and thereafter.

La violence coloniale allemande au Cameroun et les réclamations de l'Etat postcolonial pour la restitution des objets d'art et objets culturels pillés

La recherche sur la provenance des arts ou des objets africains pillés par les Européens au cours du 19^{ème} siècle peut offrir une nouvelle perspective sur les preuves déjà documentées de leur impact douloureux sur les Africains. Elle peut également invoquer de nouvelles dynamiques. Cet article tente d'examiner le débat en cours sur la restitution des œuvres artistiques acquises au Cameroun pendant l'ère coloniale allemande. Jusqu'à récemment, très peu de communautés au Cameroun, comme les Kom, Nso et Bangwa, ont soulevé la question de la restitution de leur culture matérielle pillée, pour des raisons culturelles évidentes. Jusqu'à présent, très peu de communautés ont fait de telles demandes de restitution de leurs arts pillés. Ma participation à une recherche collaborative en cours sur la provenance des objets de la collection de Max von Stetten avec une équipe scientifique de chercheurs du musée Fünf Kontinente de Munich, financée par la Fondation allemande des arts pillés et le ministère bavarois de la culture en Allemagne, a contribué à ouvrir mon champ de connaissances sur les arts camerounais pillés pendant la turbulente ère coloniale au Cameroun. Le musée Fünf Kontinente abrite à lui seul environ 200 œuvres d'art camerounais. Il est évident que les différents objets ethnologiques ont été acquis par les Allemands en recourant à diverses méthodes. Cependant, dans la plupart des cas, les chercheurs ne se sont pas prononcés sur les méthodes spécifiques d'acquisition, les communautés d'origine supposées au Cameroun, la provenance des objets et bien d'autres choses encore. Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de mener des recherches intensives sur le terrain afin d'obtenir les données pertinentes qui permettront d'établir le contexte d'acquisition problématique du point de vue colonial, les véritables propriétaires des objets et leurs perspectives en matière de restitution et de ses conséquences.

Adjara Adeline Manounma Pefoura, Université de Douala, Cameroun

La France et l'Allemagne face à la restitution des objets culturels en Afrique : Une réflexion sur le cas de Mandu Yenu chez les Bamoun

Plusieurs actions ont marqué le passage des puissances coloniales au Cameroun parmi lesquelles le pillage de nombreux objets culturels. C'est le cas de Mandù Yenù, trône des rois de la dynastie de Nshare Yen dont un exemplaire se trouve actuellement au musée ethnographique de Berlin et un autre en France au musée Quai Branly-Jacques Chirac. En abordant le sujet portant sur la restitution des objets culturels en Afrique, nous essayons d'analyser le processus de restitution de Mandù Yenù au peuple camerounais en général et en particulier au peuple bamoun conjointement par l'Allemagne et la France. Cela étant, quel est l'historique de ce patrimoine ? Quel rôle jouait-il dans le royaume bamoun? Quel était son mode d'exportation vers l'Allemagne et la France? S'agissait-il d'un véritable cadeau ou d'une spoliation masquée? Quel est le processus de restitution de ce patrimoine adopté non seulement par le royaume bamoun mais également par le gouvernement camerounais ? Pour répondre à ces questions, l'approche que nous impose cette étude est diachronique et transdisciplinaire. Et c'est grâce aux sources écrites et orales que nous pourrons faire ce travail de recherche. Il en ressort que le trône royal Mandù Yenù qui est en Allemagne était l'œuvre du roi Mbouobouo (1754-1814), onzième roi de la dynastie de Nshare Yen. Par contre, s'agissant du trône qui est

en France, il avait été créé par le roi Njoya Ibrahim (1889- 1933), seizième roi de cette même dynastie. Ces objets patrimoniaux ne faisaient pas l'objet d'une quelconque vente. Il s'agissait d'une sorte de pillage masqué en « cadeau » que les rois auraient fait aux colons allemands et français. En tant qu'objets culturels, ces trônes, qui de par leur structure faisaient l'apologie de la polygamie en mettant en exergue l'entente entre deux coépouses nommées Mandù et Yenù, jouaient ainsi un rôle important notamment dans le processus d'intronisation des rois bamoun. Contrairement à certains pays africains comme le Bénin dont la procédure de restitution de leurs objets culturels est portée par le gouvernement béninois, le gouvernement camerounais ne se prononce pas encore et adopte une attitude prudente relativement à cette actualité. Néanmoins, il y a une initiative privée lancée par feu le sultan Ibrahim Mbombo Njoya qui est en cours depuis 2018 date à laquelle il a été invité à l'exposition de l'un des trônes au château de Versailles en France. Du côté de l'Allemagne, le trône est devenu le symbole d'une relation établie entre l'Allemagne et le Cameroun.

France and Germany Facing the Restitution of Cultural Objects in Africa : A Reflection on the Case of the Mandu Yenu of the Bamum

Several actions marked the passage of colonial powers in Cameroon like the looting of many cultural objects. This is the case with Mandù Yenù, throne of the kings of the Nshare Yen dynasty, one of which is currently found at the ethnographic museum of Berlin and the other at the Quai Branly-Jacques Chirac museum. By addressing the issue of the restitution of cultural objects in Africa, we attempt to analyze the restitution process of Mandù Yenù to the Cameroonian people in general and in particular to the Bamum people jointly by Germany and France. However, what is the history of this heritage? What role did it play in the Bamum kingdom? How was it exported to Germany and France? Was it a real gift or a hidden spoliation? What is the restitution process of this heritage that has been adopted by the Bamum kingdom and by the government of Cameroon? In order to answer these questions, the approach that has been used in this research is diachronic and transdisciplinary. Also, it is thanks to written and oral sources that we are able to do this research. It emerges that the Mandù Yenù royal throne found in Germany was the work of King Mbouobouo (1754 - 1814), the eleventh king of the Nshare Yen dynasty. Meanwhile, the throne found in France was created by king Njoya Ibrahim (1889 - 1933), sixteenth king of the same dynasty. These heritage objects were not intended for sale. Therefore, it was a kind of looting disguised as a "gift" from the kings to the German and French colonists. As cultural objects, these thrones, which by their structure made the apology of polygamy by highlighting the understanding between two co-wives named Mandù and Yenù, played an important role especially in the enthronement process of the Bamum kings. Unlike some African countries such as Benin whose procedure for the restitution of their cultural objects is carried out by the Beninese government, the government of Cameroon has not yet taken a decision and has adopted a cautious attitude concerning this issue. However, there is a private initiative that was launched by the late sultan Ibrahim Mbombo Njoya that has been underway since 2018, when he was invited to the exhibition of one of the thrones at the Palace of Versailles in France. As for Germany, the throne has become the symbol of an established relationship between Germany and Cameroon.

Klara Boyer-Rossol, BCDSS/CIRESC, Allemagne/France

Histoire des collections de restes humains d'Afrique et de Madagascar conservées dans des Musées en Europe (XIXe-XXIe siècles) - Les enjeux de la recherche de provenance et de l'identification dans les débats actuels sur les retours et restitutions d'objets spoliés

Au cours du XIXe siècle et jusqu'au milieu du XXe siècle, d'importantes collections « extra européennes » de crânes et autres restes humains ont été constituées dans un contexte à la fois d'expansion coloniale en Afrique et à Madagascar, et de développement de sciences à collections en Europe. La saisie et la déportation massive de restes humains d'Afrique en Europe se sont déroulées sur le temps long. Les collections coloniales de crânes aujourd'hui conservées dans des réserves muséales, ne sont pas ou peu exposées au grand public. L'héritage des collections anthropologiques d'Afrique est particulièrement sensible dans le cas des restes humains, notamment en raison de leur statut hybride (spécimens vivants, objets culturels, ancêtres...). Il demeure encore beaucoup de méconnaissance autour de telles collections, qui ont été souvent coupées de leurs sources de provenance et d'identité. La recherche de provenance qui se développe en Europe depuis une décennie - en particulier en Allemagne -, a montré l'importance de contextualiser l'épisode central de la collecte, et a mis en évidence la diversité des acteurs de la collecte et des modes d'acquisition en situation coloniale. Les identités individuelles ont été le plus souvent effacées au profit de catégories raciales hiérarchisées que ces restes humains étaient censés incarner. Or, l'identification est utilisée par les responsables de collections muséales en Europe comme un impératif préalable à toute restitution. Cette communication voudrait examiner les liens entre la recherche sur l'histoire de collections coloniales de restes humains, les revendications de restitution émanant des sociétés de provenance ou d'États africains, et les politiques de retour mises en place en Europe. Chercheurs, responsables des collections muséales, militants et politiques expérimentent des temporalités, des visées et des méthodes souvent très différentes. En outre, la spécificité des collections de restes humains a paradoxalement contribué à leur mise en marge du débat scientifique et politique sur les collections coloniales. Or, les trajectoires historiques des objets et des restes humains spoliés paraissent étroitement liées. Enfin, la question de leur retour en Afrique soulève des enjeux sociaux, juridiques et politiques globaux.

History of human remains collections from Africa and Madagascar held in Museums in Europe (19th- 21st centuries) - The challenges of provenance research and of identification in the current debates on the return and restitution of looted objects

During the nineteenth century and up to the mid-twentieth century, large « extra-European » collections of skulls and other human remains were accumulated in the context of colonial expansion in Africa and Madagascar, and of the development of collecting sciences in Europe. The seizure and mass deportation of human remains from Africa to Europe took place over a long period of time. Colonial collections of skulls, now kept in museum reserves, are currently not or hardly ever exposed to the general public. The legacy of African anthropological collections is particularly sensitive in the case of human remains, notably because of their hybrid status (living specimens, cultural objects, ancestors, etc.). There is still a great deal of ignorance about such collections, which have often been cut off from their sources of provenance and identity. Provenance research, which has developed in Europe over the past decade - particularly in Germany - shows the importance of contextualising the central episode of collection, and highlights the diversity of the actors involved in collection and modes of acquisition in a colonial situation. Individual identities were most often erased in favour of the hierarchical racial categories that these human remains were supposed to embody. Yet, identification is used by museum collections in Europe as a prerequisite for any restitution. This paper will examine the links between research on the history of human remains in colonial collections, the demands for restitution from provenance societies or African states, and the policies of return in Europe. Researchers, directors of museum collections, activists and politicians are experiencing very different temporalities, aims and methods. Moreover, the specificity of human remains collections has paradoxically contributed to their marginalisation in the scientific and political debate on colonial collections. However, the historical trajectories of the looted objects and human remains appear to be closely related. Finally, the question of their return to Africa raises global social, legal and political issues.

Panel 4. Abolitions légales africaines au 19e siècle / African Legal Abolitions of the 19th Century (AFRAB)

Modération / Chair : Ruth Abeduwah Quansah, University of Cape Coast, Ghana

Ce panel contient trois présentations portant sur les décrets d'abolition de l'esclavage, respectivement, en Tunisie, à Zanzibar et en Éthiopie. Ces abolitions du XIXe siècle ont été élaborées par des dirigeants africains musulmans et chrétiens qui étaient en contact avec les principaux abolitionnistes de l'époque et ont décidé de s'aligner avec le bloc de puissances internationales qui soutenaient les idéologies anti-esclavagistes. Les contributions à ce panel explorent les visions, concepts, motivations et stratégies spécifiques des acteurs tunisiens, zanzibarites et éthiopiens qui ont soutenu l'abolition dans leurs pays.

This panel contains three presentations focusing on decrees for the abolition of slavery that were passed, respectively, in Tunisia, Zanzibar, and Ethiopia. These nineteenth century abolitions were developed by Muslim and Christian African rulers who were in contact with the leading abolitionists of the times and decided to align themselves with a bloc of international powers that supported anti-slavery ideologies. Contributions to this panel explore the specific visions, concepts, motivations, and strategies of the Tunisian, Zanzibari, and Ethiopian actors who supported abolition in their countries.

Ismael M. Montana, Northern Illinois University, USA

Ahmad Bey's 1846 Abolition Decree: Its Legislative Framework and Socio-Cultural Context

On April 26, 1846, Ahmad Bey signed a historic emancipation decree making the Regency of Tunis the first in the modern Islamic world to formally abolish the longstanding institution of slavery. While the decree marked the first of such an unprecedented measure, attracting a barrage of compliments from anti-slavery societies around the globe, it conflicted with the local notions of enslaving practices and thus prompted an earnest process of legitimation for the formal abolition of slavery before the Majlis al-Shari (Sharia Council for Judicial Ordinance), without which abolition would have remained culturally and politically contentious. The paper will assess the socio-cultural context and the plural Islamic legal framework that informed both Ahmad Bey's argument favouring abolition and the divergent responses and attitudes of the religious establishment towards the abolition decree.

Le décret d'abolition de 1846 d'Ahmad Bey : son cadre législatif et son contexte socioculturel

Le 26 avril 1846, Ahmad Bey a signé un décret d'émancipation historique faisant de la régence de Tunis la première dans le monde islamique moderne à abolir officiellement l'ancienne institution de l'esclavage. Alors que le décret était sans précédent, attirant un déluge de réactions positives de la part des sociétés anti-esclavagistes du monde entier, il était en conflit avec les notions locales de pratiques d'asservissement et a ainsi suscité un sérieux processus de légitimation pour l'abolition formelle de l'esclavage par le *Majlis al-Shari* (Conseil de la charia pour le domaine judiciaire), sans lequel l'abolition serait restée culturellement et politiquement controversée. L'article évaluera le contexte socioculturel et le cadre juridique islamique pluriel qui ont informé à la fois l'argument d'Ahmad Bey en faveur de l'abolition et les réponses et attitudes divergentes de l'institution religieuse envers le décret d'abolition.

Michelle Liebst, University College London, United Kingdom

Sultans of Zanzibar and the abolition of slavery in East Africa

In 1890 Sultan Ali of Zanzibar declared in writing that ‘we wish by every means to stop the slave trade’. Statements like these, in addition to the actual passing of anti-slavery legislation, call into question the generally accepted scholarly understanding that the sultans of Zanzibar only agreed to pass and enforce anti-slavery legislation because they were under duress from European, mainly British, powers, who negotiated favourable political and economic benefits in return for (gradual) abolition. A close analysis of the sources tells a more complicated story of both collaboration and conflict between the Zanzibari sultans, their subjects, and the British agents. Moreover, each sultan had distinctive political and religious beliefs, as well as individual personal experiences and outlooks. To date, not enough evidence has been found to conclude that the sultans and their advisors were devoid of any ideological interest in ending slavery. Equally, we must not remake the same mistakes of earlier accounts of British agents and explorers in the region who were all too hastily hailed as abolitionists. This paper explores the anti-slavery legislation passed under three sultans of Zanzibar: Barghash bin Said (1870-1888) who prohibited the transport of slaves by sea in 1873, Ali bin Said (1890-1893) who passed the Slave Trade Prohibition Decree of 1890, and Hamoud bin Mohammed (1896-1902) who passed the Abolition Decree of 1897. By analysing draft treaties and correspondence before and after the passing of legislation, this paper will determine the roles and perspectives of these sultans in relation to abolishing slavery.

Les sultans de Zanzibar et l'abolition de l'esclavage en Afrique de l'Est

En 1890, le sultan Ali de Zanzibar déclara par écrit : « nous souhaitons par tous les moyens mettre fin à la traite négrière ». Des déclarations comme celles-ci, en plus de l'adoption effective d'une législation anti-esclavagiste, remettent en question l'idée savante généralement acceptée selon laquelle les sultans de Zanzibar n'ont pas accepté d'adopter et d'appliquer une législation anti-esclavagiste que parce qu'ils étaient sous la contrainte des Européens, principalement britanniques, qui ont négocié des avantages politiques et économiques favorables en échange d'une abolition (progressive). Une analyse approfondie des sources raconte une histoire plus compliquée de collaboration et de conflit entre les sultans de Zanzibar, leurs sujets et les agents britanniques. De plus, chaque sultan avait des croyances politiques et religieuses distinctes, ainsi que des expériences et des perspectives personnelles individuelles. À ce jour, on n'a pas trouvé suffisamment de preuves pour conclure que les sultans et leurs conseillers étaient dépourvus de tout intérêt idéologique à mettre fin à l'esclavage. De même, nous ne devons pas refaire les mêmes erreurs des récits antérieurs d'agents et d'explorateurs britanniques dans la région qui ont été trop hâtivement salués comme abolitionnistes. Cet article explore la législation anti-esclavagiste adoptée sous trois sultans de Zanzibar : Barghash bin Said (1870-1888) qui a interdit le transport d'esclaves par mer en 1873, Ali bin Said (1890-1893) qui a adopté le Décret d'interdiction de la traite des esclaves de 1890, et Hamoud bin Mohammed (1896-1902) qui a adopté le décret d'abolition de 1897. En analysant les projets de traités et la correspondance avant et après l'adoption de la législation, cet article déterminera les rôles et les perspectives de ces sultans par rapport à l'abolition de l'esclavage.

Takele Merid, Addis Ababa University, Ethiopie et **Alexander Meckelburg**, University College London, Royaume-Uni

Abolitionist Decrees in Ethiopia: Development of Legal Categories from Menelik to Haile Selassie, 1889-1974.

Historically, slavery and the slave trade were important, culturally rooted economic institutions in Ethiopia. The abolition of these institutions was a long and complex process which is evident from multiple anti-slavery and anti-slave trade laws and decrees over time. This paper looks at the development of anti-slavery laws under different rulers. We analyze changing national and international contexts and examine changes and continuities in judicial and legal approaches in consecutive Ethiopian governments, with a focus on the Christian kingdom and its successor empire. While slavery existed in all the various societies integrated in the Abyssinian empire since the second half of the nineteenth century and took different forms under different legal traditions, in this paper we focus specifically on the Christian legal tradition. We take the Christian law code, the Fetha Nagast, as a starting point to discuss the main legal concepts, religious connotations, and practical applications in the anti-slavery legislation of governments. We then consider the developments of consecutive edicts and laws enacted by Christian emperors.

Les décrets abolitionnistes en Ethiopie : Développement des catégories juridiques de Ménélik à Haïlé Sélassié, 1889-1974.

Historiquement, l'esclavage et le commerce des esclaves étaient des institutions économiques importantes et culturellement enracinées en Ethiopie. L'abolition de ces institutions a été un processus long et complexe, comme en témoignent les multiples lois et décrets anti-esclavagistes et anti-traite des esclaves adoptés au fil du temps. Cet article examine l'évolution des lois anti-esclavagistes sous différents souverains. Nous analysons l'évolution des contextes nationaux et internationaux et examinons les changements et les continuités dans les approches judiciaires et juridiques des gouvernements éthiopiens consécutifs, en nous concentrant sur le royaume chrétien et l'empire qui lui a succédé. Bien que l'esclavage ait existé dans toutes les sociétés intégrées à l'empire abyssin depuis la seconde moitié du XIXe siècle et qu'il ait pris différentes formes sous différentes traditions juridiques, nous nous concentrons ici spécifiquement sur la tradition juridique chrétienne. Nous prenons le code de loi chrétien, le *Fetha Nagast*, comme point de départ pour discuter des principaux concepts juridiques, des connotations religieuses et des applications pratiques dans la législation anti-esclavagiste des gouvernements chrétiens. Nous examinons ensuite les développements des édits et des lois consécutifs promulgués par les empereurs chrétiens.

Panel 5. Institutions sociales et religieuses I / Religious and social institutions I

Modération / Chair : Marie-Pierre Ballarin, IRD/Université Côte d'Azur, France

Edouard Betobo Bokagné, Université de Yaoundé I, Cameroun

Église chrétienne européenne et traite négrière transatlantique : contreforts d'une mécanique historique perverse (XVe – XVIe s.)

La traite atlantique des Noirs, intimement reliée à l'expansion portugaise vers l'Afrique en 1415 et espagnole vers l'Amérique en 1492, eut lieu en une période où l'esclavage, la traite des hommes et l'Afrique, consistaient en des réalités totalement inconnues de l'Europe des XV^e – XVI^e siècles. Ces siècles s'avéraient dominés par la prégnance des idéaux chrétiens et la prédominance de l'Église catholique romaine. Pourtant, cette Europe chrétienne finit par mettre en branle, sur le continent noir, la plus horrible saignée humaine de la Terre ; qu'elle poursuivra pendant des siècles, l'adossant sur les importantes dispositions pontificales pour l'organiser et l'encadrer. L'institution chrétienne qui l'a mise en place existe encore de nos jours et possède toujours la même disposition organisationnelle. Cela pose la question de comprendre comment, à partir d'une idéologie et d'une philosophie de vie aussi altruistes que le christianisme, l'Occident chrétien en est venu à des déportations, des massacres et des asservissements d'une aussi grande amplitude, sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Cette étude pose pour question centrale, le rôle joué par l'Église chrétienne. Il amène à visualiser la structure institutionnelle propice à un tel dessein, la mécanique opératoire qui en a assis la justification morale par encadrement de ses dispositions légales et les acteurs historiques l'ayant matérialisé dans l'espace et le temps. À travers une reconstruction analytique et diachronique basée sur des sources de première main consultées aux archives du Vatican, l'étude visualise les actes cruciaux pour la mise en branle de la mécanique esclavagiste transatlantique pour comprendre l'état d'esprit et la réceptivité d'une population à ce type d'asservissement, de massacre et de déportation à grande échelle.

European Christian Church and Transatlantic slave trade: contours of a perverse historical mechanism (15th-16th c.)

The Atlantic slave trade, intimately connected to expansion of the Portuguese towards Africa in 1415 and of the Spanish towards America in 1492, took place at a period in which slavery, slave trade and Africa were realities totally unknown to 15th-16th c. Europe. These centuries appeared impregnated by Christian ideals and the predominance of the Roman Catholic Church. Yet, the very Christian Europe ended up setting in motion, on the black continent, the most hideous bleeding of humanity; which continued during centuries, leaning on important pontifical measures in order to frame and organize it. This Christian institution still exists nowadays and has the same organizational structure. This lays the question to understand how, from an ideology and philosophy of life as altruist as Christianity, the Christian West came to deport, slaughter, and enslave on such a large scale, unique in mankind's history. This study questions mainly the role played by the Christian Church. It frames the institutional structure and the operational mechanism that justified it morally thanks to its legal provisions, and the historical actors who materialized the scheme in space and in time. Through an analytical and diachronic reconstruction based on primary sources consulted in the Vatican archives, this study scrutinizes the crucial acts that set in motion the Atlantic slave trade; so as to understand the state of mind and the receptivity of a population to such a type of enslavement, of slaughter and large-scale deportation.

Djiguate Amédé Bassene, EHESS, France

Entre captivité et liberté : école pénitentiaire et pensionnat de la mission de Sainte-Anne de Thiès, les spiritains et les mineurs affranchis 1886-1903

L'étude de la traite et de l'esclavage des enfants en Sénégambie entre le début du XIX^e et le début du XX^e siècle est étroitement liée au passé des missionnaires chrétiens présents dans cet espace. En effet, dès la fondation de la mission de Sainte-Anne de Thiès en 1886, les missionnaires y ont reçu un lot d'enfants rachetés de la captivité et qu'ils nommaient sous le vocable d'« orphelins » ou de « pensionnaires ». Ils ont reçu également des détenus mineurs affranchis de la captivité dans la mission entre 1888 et 1903. Par ces acquisitions progressives, la mission de Thiès devenait à l'image de plusieurs missions installées dans cette région un véritable laboratoire de formation, d'éducation et de réinsertion de la jeunesse en difficulté. D'ailleurs, sa fondation fut la solution à deux équations auxquelles étaient confrontées l'administration coloniale et l'Eglise. Elle a permis au Gouverneur de trouver une issue salubre à l'épineuse question de la prise en charge des captifs mineurs affranchis et de fournir aux pères une main d'œuvre bon marché, terreau dans lequel ils espéraient tirer les futurs chrétiens. Ainsi, le but de la communication est d'examiner le contexte, le processus de la prise en charge des mineurs affranchis par les pères missionnaires et les autorités coloniales, de comprendre comment ces deux acteurs ont pu tirer profit des enfants issus de l'esclavage pour la réalisation de leurs ambitions respectives et enfin de revisiter le passé d'un site historique du patrimoine sénégalais à savoir la mission Sainte Anne de Thiès.

Between captivity and freedom: Prison school and boarding school of the mission of Sainte-Anne de Thiès, the Spiritans put to the test of care of freed minors 1886-1903

The study of child trafficking and slavery in Senegambia between the beginning of the 19th century and the beginning of the 20th century is closely linked to the past of the Christian missionaries present in this area. Indeed, from the foundation of the mission of Sainte-Anne de Thiès in 1886, the missionaries received there a lot of children redeemed from captivity and whom they called under the term of "orphans" or "boarders". They also received minor detainees freed from captivity in the mission between 1888 and 1903. Through these progressive acquisitions, the mission of Thiès became, like several missions established in this region, a veritable laboratory of training, education and reintegration of young people in difficulty. Moreover, its foundation was the solution to two equations faced by the colonial administration and the Church. It allowed the Governor to find a salutary solution to the thorny question of the care of freed minor captives and to provide the fathers with cheap labor, a breeding ground in which they hoped to draw future Christians. Thus, the purpose of the communication is to examine the context, the process of the care of freed minors by the missionary fathers and the colonial authorities, to understand how these two actors were able to take advantage of children from slavery for the realization of their respective ambitions and finally to revisit the past of a historic site of Senegalese heritage, namely the Sainte Anne de Thiès mission.

Darice Malabon, Université de Dschang, Cameroun

Institution Tè *ɲkap* comme héritage de l'esclavage dans le système de parenté Yemba : origine et évolution (XVIe-XXe siècle)

L'institution *Tè ŋkap* (litt. père de l'argent) est selon Jean Pierre Warnier (1989, p.23) un système d'« échange différé » dans la structure de parenté des peuples *Grassfields*. Dans l'ensemble de cette aire culturelle et notamment chez les Yemba, cette institution stipule qu'un homme donne sa femme en mariage sans prendre de dot et qu'en retour, les enfants nés de ce mariage lui appartiennent et ont envers lui des redevances matrimoniales et rituelles (Brain R, 1969, p.22). Cette définition ne présente en réalité que la façade fonctionnelle contemporaine de l'institution. En effet, Jean Hurault remarque déjà en 1962 que le *Tè ŋkap* n'était en fait qu'une survivance de l'esclavage. Il fut initié à l'époque pour permettre, selon le droit coutumier, le mariage des esclaves au sein d'une société dans laquelle le culte des ancêtres occupe une place primordiale (Fouellefak Kana C.C, 2010) et où la possession du pouvoir dépend de l'ascendance concrète sur les hommes et sur l'espace (Delarozière R, 1950). Le *Tè ŋkap* était donc le fondateur du lignage ayant pris pour femme une esclave. De fait tous les enfants nés de la descendance de cette dernière devenaient la propriété incontestable de son acheteur-époux, devenu ainsi le *Tè ŋkap* (litt. père de l'argent) de ses enfants. Ceci sans rupture tout au long des générations et transmis à la descendance des deux acteurs. Face à la baisse des tractations esclavagistes à la fin du XVIIIe siècle (Saha Z, 2001, p.110), l'institution est réorientée. Le *Tè ŋkap* devenait alors tout homme ayant donné une femme en mariage sans percevoir de dot et dont les enfants nés de cette union lui revenaient de droit et sans rupture pendant plusieurs générations. Ainsi organisé, le *Tè ŋkap* est très vite devenu l'apanage des chefs et des notables. Le but était pour eux d'agrandir leur village et d'étendre leur influence. Depuis le début de la colonisation, cette institution a connu des mutations importantes. Entre un abandon total, une persistance dans les grandes familles royales et une possibilité de rupture de lien par un rite, elle permet de retracer un pan de l'histoire de l'esclavage chez les Yémba. De ce fait quelle conception socio-anthropologique de l'esclavage se dégage de cette institution Yémba datant du XVIe siècle et quel rapport mémoriel établir de sa perception actuelle ? Initier une étude du *Tè ŋkap* comme institution ancestrale et mémorielle nécessite l'adoption d'une méthode pluridisciplinaire et systémique. Elle permettra de mettre en rapport critique les données orales et écrites à travers des techniques d'analyse structuro-anthropologiques et ethnolinguistiques. L'objectif étant de ressortir le fondement idéologique et historique de cette institution tout en établissant son évolution et sa réappropriation en tant que mémoire de l'esclavage par les Yémba.

The institution Tè ŋkap as a legacy from slavery in the kinship system of the Yemba: origin and evolution (16th-20th c.)

The institution Tè ŋkap (lit. father of money) is according to Jean Pierre Warnier (1989, p.23) a system of "deferred exchange" in the kinship structure of the Grassfields peoples. Throughout this cultural area and particularly among the Yemba, this institution stipulates that a man gives his wife in marriage without taking a dowry and in return, the children born of that marriage belong to him and owe him matrimonial and ritual royalties (Brain R, 1969, p.22). This definition actually presents only the contemporary functional dimension of the institution. Indeed, Jean Hurault already noticed in 1962 that Tè ŋkap was in fact only a survival of slavery. It was initiated at the time to allow, according to customary law, the marriage of slaves within a society in which the cult of ancestors occupies a primordial place (Fouellefak Kana CC, 2010) and where the possession of power depends on the concrete ascendancy over men and over space (Delarozière R, 1950). The Tè ŋkap was therefore the founder of the lineage having taken a slave as his wife. In fact, all the children born from the descendants of the latter became the indisputable property of her buyer-husband, who thus became the Tè ŋkap (lit.: father of money) of her children. This without interruption throughout the generations and transmitted to the descendants of the two actors. Faced with the decline in slave trade at the end of the 18th century (Saha Z, 2001, p.110), the institution was reoriented. The Tè ŋkap then became any man who gave a woman in marriage without receiving a dowry and whose children born of this union belong to him by right and without rupture for several generations. Organized in this way, Tè ŋkap very quickly became the

prerogative of chiefs and notables. The goal was for them to enlarge their village and extend their influence. Since the beginning of colonization, this institution has undergone significant changes. Between a total abandonment, a persistence in the great royal families and a possibility of breaking the bond with a ritual, it makes it possible to trace a part of the history of slavery among the Yémba. Therefore, which socio-anthropological conception of slavery does emerge from this Yémba institution dating from the 16th century and what memorial relationship can be established from its current perception? Initiating a study of Tè ŋkap as an ancestral and memorial institution requires the adoption of a multidisciplinary and systemic method. It will make it possible to critically relate oral and written data through structural-anthropological and ethno-linguistic analysis techniques. The objective is to highlight the ideological and historical foundation of this institution while establishing its evolution and its appropriation as a memory of slavery by the Yemba.

Alexis Tague Kakeu, Université de Yaoundé I, Cameroun

Le sacré et les pratiques esclavagistes chez les peuples dits Bamiléké de l'Ouest Cameroun

Si nous nous en tenons aux propos d'un certain nombre d'auteurs qui se sont penchés sur la vie religieuse des peuples de l'Afrique noire, on peut dire que les Africains, bien avant les rencontres déformantes, étaient profondément religieux. Chez eux, il était difficile de faire la part entre le sacré et le profane. Si tel est le cas, il est loisible d'interroger l'impact de leur ancrage dans le sacré sur les pratiques esclavagistes qui leur sont régulièrement attribuées depuis leur antiquité égyptienne jusqu'à la veille des dominations arabomusulmane et occidentalochrétienne. Cette étude cherche à évaluer la profondeur de l'influence des croyances et de l'expérience religieuses des Noirs Africains en général, des Egyptiens de la période pharaonique et des peuples dits Bamiléké en particulier, sur ces pratiques inhumaines. Elle montre que de tout temps, le sacré chez ces peuples a constitué non seulement un facteur de rejet du phénomène, mais aussi de son atténuation, voire de sa dénaturation. L'expression esclavage domestique peut renvoyer ainsi à un phénomène correspondant à la difficulté qu'ont éprouvé de nombreux peuples africains, et en particulier les anciens Egyptiens et les Bamiléké, à rompre le lien les unissant à Dieu, aux dieux et aux ancêtres, synonyme de rupture avec la norme divine, condition nécessaire pour pouvoir traiter l'être humain, créature sacrée de Dieu, comme une chose, ou un animal.

The Sacred and Slavery Practices in Negro-Culture: the case of the Ancient Egyptians and the peoples called Bamileke of West Cameroon.

From the writings of some authors who studied the religious life of the peoples of black Africa, the Africans can be said to be deeply religious long before the distorting encounters. In their societies, it was difficult to separate the sacred from the profane. If this was the case, it is therefore reasonable to question the impact of their anchorage in the sacred on slavery practices which are regularly considered as aspects of their culture since Pharaonic Egyptian antiquity till the era of the Arab Muslim and the Western Christian domination. This study seeks to evaluate the deep influence of the beliefs and the religious experiences of the black Africans in general, the Egyptians of the Pharaonic period and the peoples called the Bamileke in particular, on these inhuman practices. It shows that throughout their life, the sacred in the societies of these peoples represented not only a factor of rejection of slavery but also a factor of its attenuation and maybe its denaturation. The expression "domestic slavery" can therefore refer to a phenomenon which testifies to the difficulties experienced by many African peoples, particularly the Ancient Egyptians and the Bamileke to interrupt the link that unified them with God, with the gods and with the ancestors. This interruption therefore means

renunciation to the divine norms, a necessary condition to be able to treat a human being, the sacred creation of God, like an object or like an animal.

Panel 6 : Retours, réparations, restitutions II/ Return, reparations, restitutions II

Modération / Chair: Klara Boyer-Rossol, BCDSS/CIRESC, Allemagne

Giulia Bonacci, IRD, Université Côte d'Azur, France

La promesse de l'Afrique Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993

Cette contribution étudie la dimension africaine du mouvement global pour les réparations, et donne une attention particulière à l'engagement de Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). Riche homme d'affaires nigérian, Abiola a défendu l'idée que des réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme devaient être accordées à l'Afrique et à ses diasporas. Ses conférences aux États-Unis, entre 1987 et 1990, lui permettent d'articuler une relation de causalité entre l'esclavage atlantique et la situation sociale et économique du continent, et d'appeler à la solidarité entre Afro-Américains et Africains. Surtout, Chief Abiola a financé et organisé la première conférence mondiale sur les réparations, à Lagos en 1990, suite à laquelle des comités pour les réparations sont établis dans plusieurs pays, dont le Royaume-Uni et la Jamaïque. Avec le soutien du Général-Président Babangida du Nigéria, Abiola a présidé le Groupe d'éminentes personnalités (GEP) établi par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en 1992 ; et il a porté la première conférence panafricaine sur les réparations tenue à Abuja en 1993. En mobilisant à la fois des états africains et des acteurs du mouvement panafricain comme Dudley Thompson (Jamaïque), Bernie Grant (Guyana, Royaume-Uni) ou Abdulrahman Babu (Zanzibar, Tanzanie), l'engagement d'Abiola a contribué à institutionnaliser la cause des réparations et à la placer dans l'agenda diplomatique international. Il sort victorieux des élections présidentielles de juin 1993 au Nigéria, mais celles-ci sont annulées et suite au coup d'état qui porte le Général Sani Abacha au pouvoir, Abiola est emprisonné. La promesse de l'Afrique, formulée dans cet engagement politique au côté des diasporas pour obtenir des réparations, se voit brisée. À partir de sources d'archives et d'imprimés, cette présentation éclaire les enjeux politiques et idéologiques de la cause des réparations dans le contexte changeant du début des années 1990. Abiola, mort en détention en 1998, est mémorialisé comme un « martyr de la démocratie », mais il est aussi une des figures africaines méconnues du panafricanisme de la fin du 20ème siècle.

Africa's promise. Chief M. K. O. Abiola and reparations for slavery and colonialism, 1990-1993

This contribution studies the African dimension of the global movement for reparations, and gives particular attention to the engagement of Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). A successful Nigerian businessman, Abiola defended the idea that reparations for slavery and colonialism were due to Africa and its Diaspora. In his talks in the United States between 1987 and 1990, he established a relation of causality between Atlantic slavery and the social and economic condition of the continent, and called for solidarity between African-Americans and Africans. Furthermore, Abiola funded and organised the first world conference on reparations in Lagos, in 1990. Following this meeting, committees for reparations were set up in various countries, including in the United Kingdom and in Jamaica. With the support of General-President Babangida of Nigeria, Abiola presided over the Group of Eminent Personalities (GEP) created by the Organisation of African Unity (OAU) in 1992; and he led the first Pan African conference on reparations held in Abuja in 1993. By rallying the support of African states and figures of the Pan African movement such as Dudley Thompson (Jamaica), Bernie Grant (Guyana, United Kingdom) and Abdulrahman Babu (Zanzibar, Tanzania), Abiola contributed to institutionalise reparations and to place them on the international diplomatic agenda. Chief Abiola won the June 1993 presidential elections in Nigeria, which were cancelled, and was jailed following the coup d'état by General

Sani Abacha. Africa's promise, namely the political commitment to work with the Diaspora towards reparations, was broken. This presentation is based on archival and printed sources and sheds light on the political and ideological issues at stake with reparations within the changing context of the early 1990s. Chief Abiola died in jail in 1998 and while he is primarily memorialised as a "martyr of democracy," he is also a neglected African figure of Pan Africanism in the late 20th century.

Ismael Mfossi, Université de Yaoundé I, Cameroun

Voyage initiatique et reconfiguration identitaire des descendants d'esclaves : une lecture culturelle d'*Un Billet d'avion pour l'Afrique* de Maya Angelou

Après l'abolition de la traite des esclaves, les Africains transplantés dans les Amériques ont été déboussolés et se retrouvent jusqu'à présent dans l'errance identitaire. C'est-à-dire que leur appartenance culturelle est devenue floue, opaque car le lavage de cerveau imposé par les maîtres esclavagistes a abouti à la perte de leurs identités raciniques, mieux, de leurs valeurs primaires. Bien qu'étant citoyens américains étiquetés sous le nom « afro-américains », certains décident d'effectuer les voyages-retours sur leur terre-mère afin de renouer avec leurs valeurs ancestrales perdues. Le roman *Un Billet d'avion pour l'Afrique* de Maya Angelou rend compte de cette réalité à travers un récit à caractère historique, autobiographique et engagé, qui pose avec pertinence, la problématique de la mobilité identitaire des descendants d'esclaves en présentant l'Afrique comme cette béquille avec laquelle la narratrice Maya circule pour célébrer sa double appartenance. Il s'agit dans ce travail de montrer comment les Afrodescendants conçoivent leur identité-rhizome par le voyage rituel pour trouver ce qu'il y a d'Afrique en eux afin de mieux s'assumer dans cette société multiculturelle. Pour ce faire, les *Cultural studies*, dans la perspective d'Armand Mattelart et Erik Neveu, sont sollicitées comme outil d'analyse.

***Journey of Initiation and Identitary Reconfigurations of the Slave Descendants : A Cultural Interpretation of All God's Children Need Traveling Shoes* written by Maya Angelou**

After the abolition of the slave trade, the Africans transplanted to the Americas were confused and found themselves, until now, in a restless identity wandering. That is to say that their cultural belonging has become blurred, opaque because the brainwashing imposed by the slave masters has resulted in the loss of their roots identities, better still, of their primary values. Although being American citizens labelled as "African-Americans", some decide to travel back to their motherland in order to reconnect with their lost ancestral values. The novel All God's Children Need Traveling Shoes by Maya Angelou reflects this reality through a historical, autobiographical and committed narrative, which poses with relevance the issue of the mobility of the descendants of slaves' identity by presenting Africa like a crutch with which the narrator Maya circulates to celebrate her dual belonging. This work aims to show how Afro-descendants conceive their rhizome identity through a ritual journey to find what is of Africa in them in order to better assume themselves in this multicultural society. To do this, I use cultural studies as an analytical tool, following Armand Mattelart and Erik Neveu.

Anita M. Diop, Hopkinsville Community College / African Roots and Heritage Foundation

Reclaiming and the Establishment of the Culture and Identity of Cameroon's Historical Diaspora

« Let the roots of your motherhood caress your body, Let the naked skins absorb the home sun and shine ebony. » Tsegaye G. Medhen, "Home-coming Son," in *Black African Voices*, 1975.

In the 1980s an Ethiopian independent film director by the name of Haile Gerima produced a film entitled "Sankofa". Sankofa is a Twi word spoken by the Akan people of Ghana. Sankofa is symbolised by a bird flying with its head facing backward, a precious egg held by its beak and its legs facing forward. SAN translates to return, KO translates to Go, FA translates to look, seek and take. For many African Americans and other lost children of Cameroon scattered throughout the Diaspora it simply means to return to your roots. The call of the Ancestors has gone out for all its children in the Diaspora to return back home. With the aid of DNA tests, African Americans are discovering and returning to their roots in Cameroon. The list of famous Americans with Cameroon roots is growing. And the not so famous people such as I am also DNA verified as a lost daughter of Cameroon. Dr. Lisa Aubrey's, "In Search of Bimbia: Transatlantic Slavery and African Diasporan Rememory in Cameroon" sheds light into this dark, hidden and least talked about slave port that transported millions of Cameroonians into the New World as they were enslaved by the Europeans. My ancestors, the original Cameroons in the New World, carried my culture, my spirituality, my quirky ways, my food patterns, rituals and much more with them. Though separated through time, space, land, sea, and language we are clearly Cameroon biologically, and spiritually, and therefore we come to reclaim and establish the culture and identity of Cameroon's Historical Diaspora. In this essay, I will look at ways that can facilitate and repair the breach of the Africans in the Diaspora and Cameroon.

Récupération et établissement de la culture et de l'identité de la diaspora historique du Cameroun

« Let the roots of your motherhood caress your body, Let the naked skins absorb the home sun and shine ebony. » Tsegaye G. Medhen, "Home-coming Son," in *Black African Voices*, 1975.

Dans les années 1980, un réalisateur éthiopien indépendant du nom de Haile Gerima a produit un film intitulé *Sankofa*. *Sankofa* est un mot twi parlé par le peuple Akan du Ghana. *Sankofa* est symbolisé par un oiseau volant, la tête tournée vers l'arrière, un œuf précieux tenu dans son bec et ses pattes tournées vers l'avant. SAN signifie "retour", KO signifie "aller", FA signifie "regarder, chercher et prendre". Pour de nombreux Africains Américains et autres enfants perdus du Cameroun dispersés dans la diaspora, cela signifie simplement le retour aux racines. Les ancêtres ont lancé un appel à tous leurs enfants de la diaspora pour qu'ils retournent chez eux. Avec l'aide des tests ADN, les Africains Américains découvrent et retrouvent leurs racines camerounaises. La liste des Américains célèbres ayant des racines camerounaises s'allonge, de même que celle des personnes moins célèbres, comme moi, dont l'ADN montre également que je suis une fille perdue du Cameroun. L'ouvrage de Lisa Aubrey, *In Search of Bimbia : Transatlantic Slavery and African Diasporan Rememory in Cameroon* met en lumière le port négrier sombre, caché et dont on parle si peu, Bimbia, qui a transporté des millions de Camerounais vers le Nouveau Monde où ils ont été réduits en esclavage par les Européens. Mes ancêtres, les Camerounais d'origine ont emporté avec eux ma culture, ma spiritualité, mes manières excentriques, mes habitudes alimentaires, mes rituels et bien plus encore au Nouveau Monde. Bien que séparés par le temps, l'espace, la terre, la mer et la langue, nous sommes clairement Camerounais biologiquement et spirituellement, et nous venons donc réclamer et établir la culture et l'identité de la diaspora historique du Cameroun. Dans cet essai, j'examinerai les moyens qui peuvent faciliter et réparer la brèche entre les Africains de la diaspora et le Cameroun.

Samson Mengolo Mbel, Université de Buea, Cameroun

Le retour des afro-descendants au Cameroun : Entre la construction d'une citoyenneté commémorative de l'oubli et l'accomplissement d'une prophétie biblique

L'entreprise mémorielle associée à l'esclavage, officiellement amorcée au Cameroun depuis 2010, avec le premier pèlerinage collectif de plus d'une cinquantaine d'afro-américains, sous l'impulsion de l'organisation de la société civile Ark Jammers, soutenue par l'État du Cameroun, se déroule sur fond d'une opposition conceptuelle au retour de cette descendance diasporique au Cameroun. Contrairement à l'État du Cameroun, resté silencieux et inactif malgré son adhésion théorique au concert mémoriel international, matérialisé entre autres par le projet de la Route de l'esclave de l'UNESCO ; la réconciliation entre les descendants d'esclaves et le Cameroun comme patrie de leurs ancêtres a été initiée en 2007 par les chefs traditionnels de l'Ouest Cameroun. Bien que stigmatisée par la culpabilité présumée de leurs ancêtres dans la réglementation de la traite des êtres humains, cette initiative des chefs traditionnels a poussé le curseur de l'entrepreneuriat mémoriel ou patrimonial du centre vers la périphérie. Cette démarche avant-gardiste d'une communauté dans un domaine de souveraineté étatique remet ainsi en cause l'interprétation/signification que les différents acteurs mémoriels -État et chefs traditionnels- associent à ce retour d'ascendance diasporique. Envisagé sous le double prisme de considérations politiques et culturelles, cet article examine la réception locale et les différentes perceptions que ces rapatriés en quête d'origines véhiculent au Cameroun. Basée essentiellement sur une analyse de l'observation de la technologie mémorielle de ce passé désastreux, d'un corpus discursif qui exprime la conception de l'esclavage et de la déportation dans un contexte socio-politique où les élites traditionnelles, historiquement accusées d'être complices de la vente de leurs concitoyens, cette étude postule que le retour des afro-descendants au Cameroun est perçu à la fois comme la construction d'une citoyenneté commémorant l'oubli et l'accomplissement d'une prophétie biblique. La construction de cette citoyenneté, marquée contre toute attente par une implication forte et polymorphe des autorités étatiques depuis le premier pèlerinage des Afro-américains, et leur adoption par leur intégration dans les institutions socioculturelles des communautés, s'appuie localement sur une justification prophétique de l'esclavage. Officiellement présentés comme les rejets des victimes expiatoires du cannibalisme sorcier pour un certain nombre, dont les ancêtres seraient originaires des Grassfields, les descendants des esclaves de l'Ouest Cameroun symbolisent plutôt dans la mémoire culturelle ancestrale, un retour prophétique construit sur le personnage biblique de Joseph.

Return of Afro-Descendants to Cameroon: Between the Construction of a Commemorative Citizenship of Oblivion and the Fulfilment of a Biblical Prophecy

The memorial enterprise associated with slavery, officially undertaken in Cameroon since 2010 with the first collective pilgrimage of more than fifty African-Americans, at the instigation of the civil society organisation Ark Jammers, and supported by the State of Cameroon, takes place against the backdrop of a conceptual opposition to the return of this diasporic descent to Cameroon. Unlike the State of Cameroon, which has remained silent and inactive despite its theoretical adherence to the international memorial concert, materialised, among other things, through the UNESCO Slave Route project, the reconciliation between the descendants of the enslaved and Cameroon as the home of their ancestors was initiated in 2007 by the traditional rulers of West Cameroon. Though stigmatised by the presumed guilt of their ancestors in the regulation of human trafficking, this initiative by traditional rulers pushed the cursor of memorial or patrimonial entrepreneurship from the centre to the periphery. This avant-garde approach of a community in a domain of state sovereignty thus challenges the interpretation/meaning that the different memorial actors -State and traditional rulers- associate with this return of diasporic offsprings. This paper uses a double prism of political and cultural considerations, and studies the local reception and the different perceptions that these returnees in search for origins convey in Cameroon. Based essentially on an analysis of the observation of the

memorial technology of this disastrous past, of a discursive corpus that expresses the conception of slavery and deportation in a socio-political context in which the traditional elites are historically accused of being complicit in the sale of their fellow citizens, this study postulates that the return of Afro-descendants to Cameroon is perceived as both the construction of a citizenship commemorating oblivion and the fulfilment of a biblical prophecy. The construction of this citizenship, marked against all odds by a strong and polymorphous involvement of State authorities since the first pilgrimage of African-Americans, and their adoption through their integration into the socio-cultural institutions of the communities, is based locally on a prophetic justification of slavery. Officially presented as the offspring of the expiatory victims of witchcraft cannibalism for those whose ancestors are said to have originated from the Grassfields, the descendants of the enslaved in West Cameroon rather symbolise, in the ancestral cultural memory, a prophetic return constructed on the biblical character of Joseph.

Panel 7. Abolitions légales européennes et stratégies africaines / European Legal Abolitions and African Strategies (AFRAB)

Modération / Chair : Monsuru Muritala, University of Ibadan, Nigeria

This panel consists of four presentations that examine the strategies of different African actors confronted with the ideas and practices of legal abolition introduced by Europeans in their countries. Presenters focus, respectively, on the dynamics surrounding the French abolition of 1848 in Saint Louis and Gorée; the political strategies of the deposed Oba Akitoye of Lagos, also in the mid-19th century; the positions of Fante intellectuals in relation to British abolition in the Gold Coast; and the ways in which formerly enslaved persons in western Tanganyika used local legal institutions to try and influence colonial abolitionism in their favour.

Ce panel se compose de quatre présentations qui examinent les stratégies de différents acteurs africains confrontés aux idées et pratiques d'abolition légale introduites par les Européens dans leurs pays. Les présentateurs se concentrent respectivement sur la dynamique entourant l'abolition française de 1848 à Saint Louis et Gorée ; les stratégies politiques du déposé Oba Akitoye de Lagos, également au milieu du XIXe siècle ; les positions des intellectuels fantis par rapport à l'abolition britannique en Gold Coast ; et la manière dont les personnes autrefois réduites en esclavage dans l'ouest du Tanganyika ont utilisé les institutions juridiques locales pour tenter d'influencer l'abolitionnisme colonial en leur faveur.

Cheikh Sene, Institut des Mondes Africains, France

Le décret de l'émancipation des esclaves de 1848 : une application difficile

« *Le sol de France affranchit l'esclave qui le touche* ». Tel fut l'article 7 du décret du 27 avril 1848 abolissant l'esclavage dans les colonies françaises. Ce décret fut enregistré au Sénégal le 23 juin 1848, pour prendre effet à compter du 23 août 1848. Au Sénégal, Saint-Louis et l'île de Gorée sont considérés comme des territoires français. Les propriétaires d'esclaves de Saint-Louis et de l'intérieur du pays (les maures, marchands de gomme) réclament à ce que l'article 7 soit suspendu en ce qui les concerne. Le principe du sol libérateur risquerait de provoquer un afflux d'esclaves en quête de liberté à Saint-Louis et à Gorée. L'application de l'article 7, tel qu'il était formulé, posait pour les comptoirs commerciaux du Sénégal la question même de leur existence. Les autorités coloniales justifient l'impossibilité d'appliquer l'article 7 du décret du 27 avril 1848 par la nécessité de ne pas heurter les susceptibilités locales et de préserver les intérêts français ainsi que les alliances avec les chefs africains. Cette communication permettra de comprendre les raisons qui font que le décret du 27 avril 1848 n'a jamais été appliqué entièrement au Sénégal. Il permet de saisir les formes de dépendances des acteurs vis à vis de l'esclavage et de comprendre comment le décret du 27 avril 1848 a été instrumentalisé par l'administration coloniale dans l'unique but de protéger son entreprise économique.

The decree of the emancipation of slaves of 1848: a difficult application

"The soil of France frees the slave who touches it." Such was article 7 of the decree of April 27, 1848 abolishing slavery in the French colonies. This decree was registered in Senegal on June 23, 1848, to take effect from August 23, 1848. In Senegal, Saint-Louis and the island of Gorée were considered French territories. The slaves owners in Saint-Louis and in the interior of the country (the Moors, gum merchants) demanded that article 7 be suspended as far as they were concerned. The principle of the liberating soil would risk provoking an influx of slaves in search of freedom in Saint-Louis and Gorée. The application of Article 7, as it was formulated,

posed for Senegal's trading posts the very question of their existence. The colonial authorities justified the impossibility of applying article 7 of the decree of April 27, 1848 by the need not to offend local sensibilities and to preserve French interests as well as alliances with African leaders. This communication helps us to understand the reasons why the decree of April 27, 1848 was never fully implemented in Senegal. It allows us to grasp the forms of dependency of the actors vis-à-vis slavery and to understand how the decree of April 27, 1848 was instrumentalized by the colonial administration with the sole aim of protecting its economic endeavours.

Olutayo C. Adesina, University of Ibadan, Nigeria

Oba Akitoye of Lagos (1841-1845 & 1851-1853) and the Dialectics of Exile, Legality and Abolitionism in a 19th Century African City-State

The deposition of Oba Akitoye as the political and natural ruler of Lagos, his life in exile, and his eventual restoration became central to the narrative on abolitionism in Lagos and the hinterland. This paper probes the vexing questions of abolitionism and exile in an African city-state. It traces an imaginative response by Oba Akitoye to deposition, exile, alliances, and abolitionism. Nineteenth-century Lagos was an African city-state well known for its profitable participation in the trans-Atlantic slave trade. Akitoye reigned in Lagos first from 1841-1845, after which Kosoko deposed him. He then fled to Abeokuta and later to Badagry. At Badagry, after mounting offensives to reclaim his throne in Lagos, Akitoye turned to the British for help with a promise to conform to the abolition of the slave trade. How was this done from a position of exile and as a deposed king? What locus standi did he have to still speak for the Lagos throne at that point in time? What were the implications of the fight for abolitionism for the future of Lagos? This is a historical review of how abolitionism gained support from unlikely sources in a domain that had continued to surreptitiously carry on with the obnoxious trade in slaves several years after the abolition of the trade by Great Britain. This work is a particularly significant reconstruction of how the events in Lagos from deposition to exile and eventual restoration metamorphosed into an issue of strategic importance for abolitionists.

Oba Akitoye de Lagos (1841-1845 & 1851-1853) et la dialectique de l'exil, de la légalité et de l'abolitionnisme dans une cité-État africaine du XIXe siècle

La déposition d'Oba Akitoye en tant que dirigeant politique et naturel de Lagos, sa vie en exil, et sa restauration éventuelle est devenue un élément central du récit sur l'abolitionnisme à Lagos et dans l'arrière-pays. Cet article explore les questions épineuses de l'abolitionnisme et de l'exil dans une cité-État africaine. Il retrace une réponse imaginative d'Oba Akitoye à la déposition, à l'exil, aux alliances et à l'abolitionnisme. Lagos au XIXe siècle était une cité-État africaine bien connue pour sa participation fructueuse à la traite transatlantique des esclaves. Akitoye a d'abord régné à Lagos de 1841 à 1845, après quoi Kosoko l'a destitué. Il s'enfuit ensuite à Abeokuta et plus tard à Badagry. À Badagry, après avoir monté des offensives pour récupérer son trône à Lagos, Akitoye s'est tourné vers les Britanniques pour obtenir de l'aide avec une promesse de se conformer à l'abolition de la traite des esclaves. Comment cela a-t-il été fait à partir d'une position d'exil et en tant que roi révoqué ? Quel *locus standi* avait-il par rapport au trône de Lagos à ce moment-là ? Quelles ont été les implications de la lutte pour l'abolitionnisme pour l'avenir de Lagos ? Il s'agit d'un examen historique de la façon dont l'abolitionnisme a obtenu le soutien d'alliés improbables dans un contexte où le commerce odieux des esclaves avait continué à se perpétuer subrepticement plusieurs années après l'abolition du commerce par la Grande-Bretagne. Ce travail est une reconstruction particulièrement

significative de la façon dont les événements de Lagos, de la déposition à l'exil et à la restauration éventuelle, se sont métamorphosés en une question d'importance stratégique pour les abolitionnistes.

Michael Odijie, University College London, United Kingdom

Local Abolitionism in 19th and early 20th century Gold Coast

This paper draws on a variety of primary sources to first illustrate the rise of African abolitionism in the Fanti region in the mid-19th century and then situate this trend in the context of legal (colonial) abolition in the Gold Coast. The legal abolition of slavery in the Gold Coast in 1874 coincided with an evolving local anti-slavery movement among the Fanti, which was anchored on a dialectic process of identity formation fashioned against the “barbaric” Ashanti (as well as the rise of Christian teaching). Due to their different visions of emancipation, tension arose between the flag bearers for the local movement (Fante intelligentsia) and British colonial elites, disrupting the legal abolition process. This paper shows that the 1874 abolition was initially opposed by members of the anti-slavery Fante “movement” (an opposition often misread as indicating that the latter were pro-slavery or against the idea of abolition). The paper also situates these local abolition efforts in the second age of colonial abolition in the Gold Coast, from 1928 onward. It examines, in turn: the rise of local abolitionism among the coastal Fante – tracing ideas, individuals and events; local abolitionism in the “first age” of colonial abolition in the Gold Coast, 1874–1900; and local abolitionism in the “second age” of colonial abolition in the Gold Coast, 1928–1960.

Abolitionnisme local au 19^{ème} et début 20^{ème} siècle en Gold Coast

Cet article s'appuie sur une variété de sources primaires pour d'abord illustrer la montée de l'abolitionnisme africain dans la région Fanti au milieu du 19^e siècle, puis situer cette tendance dans le contexte d'abolition légale (coloniale) de la Gold Coast. L'abolition légale de l'esclavage en Gold Coast en 1874 a coïncidé avec l'évolution d'un mouvement anti-esclavagiste local parmi les Fanti, qui était ancré sur un processus dialectique de formation identitaire façonné contre les Ashanti « barbares » (ainsi que la montée de l'enseignement chrétien). Du fait de leurs visions différentes de l'émancipation, des tensions surgissent entre les porte-drapeaux du mouvement local (Fante intelligentsia) et les élites coloniales britanniques, perturbant le processus d'abolition légale. Cet article montre que l'abolition de 1874 a été initialement opposée par des membres du « mouvement » anti-esclavagiste Fante (une opposition souvent interprétée à tort comme indiquant que ces derniers étaient pro-esclavagistes ou contre l'idée de l'abolition). L'article situe également ces efforts d'abolition locale dans le deuxième âge de l'abolition coloniale de la Gold Coast, à partir de 1928. Il examine tour à tour : la montée de l'abolitionnisme local chez les Fante côtiers – en retraçant les idées, les individus et les événements ; l'abolitionnisme local au « premier âge » de l'abolition coloniale en Gold Coast, 1874-1900 ; et l'abolitionnisme local au « deuxième âge » de l'abolition coloniale en Gold Coast, 1928-1960.

Salvatory S. Nyanto, University of Dar es Salaam, Tanzania / University of Ghent, Belgium

In Pursuit of Freedom: Legal Abolition of Slavery, Tensions, and Creation of Mission Communities in Western Tanzania, 1905-1930

This paper centers on primary and secondary sources to examine ways in which individual slaves and missions used public declarations and witnesses to carve out a separate space of legal procedures as a prerequisite for certification of emancipation in German East Africa (Tanzania mainland). The preconditions for emancipation

demonstrated slaves' intellectual creativity in shaping the German and British legal system in western Tanzania. Colonial administrators relied on public declarations and witnesses as requirements for certification of freedom to slaves who desired to leave their owners at will. Statements of assurance and witnesses avoided tensions which would arise between owners and slaves, and between slave owners and missions. In the end, the paper intends to show that the legal abolition of slavery in German East Africa was a long drawn-out process involving struggles between slaves and their owners, individual initiatives, and slaves' own creation of a legal procedure which had bearing on shaping colonial states' legal system. In weaving through the legal abolition of slavery in western Tanzania, I will rely on public declarations of slaves and witnesses at Tabora mission between 1907 and the 1920s to show ways in which they had effect on the legal system of Tanganyika. In 1920, following the persistent use of public declarations and witnesses as preconditions for certification of emancipation, the British colonial state enacted Evidence Act, and Oaths and Affirmations Act. The laws were followed by the enactment of the Involuntary Servitude (Abolition) Ordinance of 1922 which legally ended slavery in Tanganyika.

À la poursuite de la liberté : abolition légale de l'esclavage, tensions et création de communautés missionnaires dans l'ouest de la Tanzanie, 1905-1930

Cet article se concentre sur des sources primaires et secondaires pour examiner la manière dont des esclaves et des missions ont utilisé des déclarations publiques et des témoins pour créer un espace séparé de procédures juridiques servant de préalable à la certification de l'émancipation en Afrique orientale allemande (Tanzanie continentale). Les conditions préalables à l'émancipation ont démontré la créativité intellectuelle des esclaves pour façonner le système juridique allemand et britannique dans l'ouest de la Tanzanie. Les administrateurs coloniaux se sont appuyés sur des déclarations publiques et des témoins comme conditions pour certifier la liberté des esclaves qui souhaitaient quitter leurs propriétaires. Les déclarations d'assurance et les témoins limitaient les tensions qui surgissent entre propriétaires et esclaves, et entre propriétaires d'esclaves et missions. Enfin, l'article entend montrer que l'abolition légale de l'esclavage en Afrique orientale allemande a été un processus de longue haleine impliquant des luttes entre les esclaves et leurs propriétaires, des initiatives individuelles et la création par les esclaves eux-mêmes d'une procédure légale qui a eu une incidence sur la formation du système juridique des États coloniaux. En retraçant l'abolition légale de l'esclavage dans l'ouest de la Tanzanie, je m'appuierai sur les déclarations publiques d'esclaves et de témoins à la mission de Tabora entre 1907 et les années 1920, pour montrer comment elles ont eu un effet sur le système juridique du Tanganyika. En 1920, à la suite de l'utilisation persistante de déclarations publiques et de témoins comme conditions préalables à la certification de l'émancipation, l'État colonial britannique a promulgué le Evidence Act et le Oaths and Affirmations Act. Les lois ont été suivies par la promulgation de l'ordonnance sur la servitude involontaire (abolition) de 1922 qui a mis fin légalement à l'esclavage au Tanganyika.

Panel 8. Statuts sociaux & Citoyenneté I / Social status & citizenship I

Modération / Chair : Valérie Pietri, Université Côte d'Azur, France

Alvine Henriette Assembe Ndi, Université de Douala, Cameroun

Une citoyenneté pour les marginaux? Esquisse d'analyse des droits des esclaves du royaume Bamoun ancien

En tant qu'ensemble des éléments qui permettent à un individu d'être reconnu comme membre d'une société, la citoyenneté dans le royaume bamoun n'était pas ouverte à tous les membres de ce peuple. Les esclaves par exemple, faisaient partie des exclus de la citoyenneté car il ne leur était reconnu aucun droit. Dans le cadre de la modernisation de ce royaume impulsée par le roi Ibrahim Njoya, une citoyenneté fut reconnue aux esclaves bamoun à travers certaines libertés. Cette réflexion pose le problème de la citoyenneté marginale qu'elle oppose à celle des hommes libres. Il s'agit ici d'analyser à quoi renvoyaient ces nouveaux droits des esclaves et de voir leur impact dans la construction de la société bamoun. En s'inscrivant dans la mouvance des *subaltern studies*, elle présente à travers un commentaire des nouvelles dispositions juridiques du Roi Njoya les droits énoncés en faveur de cette catégorie vulnérable qui renvoyait à une forme de citoyenneté de seconde zone.

A Citizenship for the marginalized? Preliminary analysis of the slaves' rights in the ancient Bamoun Kingdom

As a set of elements that allow an individual to be recognized as a member of a society, citizenship in the Bamoun kingdom was not open to all members of its people. Slaves, for example, were among those excluded from citizenship because they were not granted any rights. As part of the modernization of this kingdom driven by King Ibrahim Njoya, citizenship was recognized for Bamoun slaves through certain freedoms. This reflection poses the problem of marginal citizenship in contrast with that of free men. The aim here is to analyze what these new slave rights referred to and to see their impact in the construction of Bamoun society. Following subaltern studies, it presents through a commentary on the new legal provisions of King Njoya the rights set out in favour of this vulnerable category, associated to a form of second-class citizenship.

Zacharie Saha, Université de Dschang, Cameroun

Captifs de traite et esclaves sur les terres camerounaises : deux statuts, un destin (18e-début 20e siècle)

La littérature sur la traite des personnes et l'esclavage en Afrique ne fait guère de différence entre captifs comme objets marchands et esclaves proprement dits, mis au service d'un maître. Les manuels scolaires ont contribué à entretenir cette confusion ou erreur d'appréciation. Pourtant, il s'agit d'une réalité qui mérite d'être clarifiée d'autant plus que la catégorie de captif de traite et celle d'esclave leur conféraient un statut juridique et social spécifique qui n'était pas sans conséquences sur leur sort au quotidien. La présente communication se propose de dégager d'une part la différence fondamentale entre l'esclave et le captif objet marchand, ce qu'il convient d'appeler captifs de traite, et d'autre part, de montrer qu'en fin de compte, les deux statuts ont conduit les deux catégories au même destin funeste, celui d'une humanité volée. Cette étude s'appuiera sur des éléments de linguistique et d'anthropologie culturelle et sociale et sur diverses sources primaires, ainsi que sur des travaux académiques ou scientifiques sur l'histoire et les phénomènes

de traite des personnes et d'esclavage. Le volet traitant de la différenciation entre les concepts de captif et d'esclave se veut théorique. En revanche, celui relatif au postulat de destin funeste partagé par les uns et les autres sera sous-tendu par des faits historiques.

Trade Captives and Slaves on the Lands of Cameroon: Two Statuses, One Fate (18th-early 20th Century)

The literature on human trafficking and slavery in Africa makes little difference between the captives as commodities and the actual slaves, who are at the service of a master. School textbooks have contributed to maintaining this confusion or error of judgement. However, this is a reality which deserves to be clarified, especially since the category of trade captives and that of slaves conferred to them a specific legal and social status which was not without consequences on their daily fate. This communication aims at identifying on the one hand, the fundamental difference between a slave and a captive as a commodity, whom by convenience should be called trade captive, and on the other hand, to show that the two status ultimately led the two categories to the same disastrous fate, that of a stolen humanity. This paper will be based on linguistic evidences and cultural and social anthropology, and on various primary sources as well as academic or scientific works on the history and phenomena of human trafficking and slavery. The section dealing with the distinction between the concepts of captive and slave is intended to be theoretical while that relating to the postulate of a fatal destiny shared by both sides will be supported by historical facts.

Simon Pierre Bela Nyebe, Université de Yaoundé II, Cameroun

Le Tchinda à l'Ouest Cameroun, entre esclave et personnalité privilégiée

La relation qui lie l'esclave en général, le Tchinda en particulier, à son maître, place d'office ceux-ci dans un lien de hiérarchie, voire d'appartenance. En tant que relation, l'esclavage constitue une forme de négation de l'humanité dans l'humain du Tchinda. En effet, la technostruture de certaines sociétés, le statut du Tchinda le prédisposent, pourrait-on dire à cette négation. Elle est institutionnalisée, affichée et acceptée comme étant l'expression de l'infériorité sociale. Elle s'accompagne d'effets variés, les uns positifs notamment pour le Roi ou le Chef, les autres négatifs pour la personne de l'esclave. Il s'agit d'un statut maintenu au nom des valeurs traditionnelles, en violation des règles juridiques nationales et internationales. Cet état de choses met en exergue la difficile articulation entre le droit traditionnel ou anté colonial et les droits hérités des puissances impériales. Cette vision, quoique plus répandue, n'est pas la seule qui mérite d'être analysée. Il importe d'examiner une autre dimension, très souvent méconnue, niée ou occultée, volontairement ou non, mais qui est bien réelle dans les sociétés lignagères au Cameroun. Le statut de Tchinda devrait également être considéré comme un titre honorifique voilé. Il permet de préserver les honneurs du Roi/Chef d'une part, mais également permet au Tchinda et dans une certaine mesure à sa famille, de bénéficier de certains privilèges qui ne sauraient être étendus au reste du peuple. L'esclavage prend la forme d'une munificence à double sens, qui vient non pas effacer le lien de subordination voire d'appartenance, mais le niveler en procédant à une repersonnification du Tchinda. En somme, l'ambivalence du statut du Tchinda permet de se rendre compte qu'il est certes l'esclave du Roi/Chef, mais il est une personnalité dans le reste de la société, dont les privilèges sont incontestables. Cette approche, combinant positivisme institutionnel et sociologique, se nourrira d'arguments juridiques, anthropologiques et sociologiques pour alimenter une compréhension différente du statut d'esclave à l'Ouest du Cameroun.

The Tchinda in Western Cameroon, between slave and privileged personality

The relationship between slaves in general, the Tchinda in particular, and their masters is one of hierarchy and belonging. This relationship, although traditionally institutionalised, deprives the Tchinda of his humanity. At first glance, it is accompanied by several positive effects for the Chief and negative effects for the Tchinda. This status, though in accordance with traditional law, is contrary to Cameroonian positive law. Thus, this known and accepted vision of him as a servant conceals another dimension that deserves to be brought to the limelight. The status of the Tchinda should also be considered as an honorary title. In fact, he occupies a strategic position and exercises important functions in the chieftaincy. As such, he benefits from certain privileges that are not extended to the rest of the community. Hence, the Tchinda is a very important figure in the chieftaincy. To sum up, the ambivalence in the perception of the Tchinda makes him a servant of the Chief and a « lord » close to the Chief, with known privileges.

Protais Pamphile Patrice Medjo, Université de Dschang, Cameroun

Le « natif-servile », une catégorie à évacuer ou à réhabiliter dans la mémoire des royaumes du *grassland* à l'Ouest-Cameroun : réalité ou fiction ?

Dans la version répandue de l'histoire des royaumes du *grassland*, les sources condamnent les natifs au statut d'asservi. L'infériorité du génie endogène aurait donné aux fondateurs, allogènes, l'avantage de soumettre les autochtones sans alternative. La réduction des termes natif et servile en un substantif procède du souci de ressortir le lien nécessaire établi entre le natif et la servitude selon le paradigme classique de la reconstitution de la mémoire des royaumes concernés. Cette contribution questionne l'objectivité d'une telle catégorisation et ses implications. Elle problématise la fiabilité des sources dans un contexte où la conscience des enjeux hégémoniques de la fabrication et la communication de la mémoire constitue une réalité. Cette réflexion fait l'hypothèse selon laquelle, la sous-représentation du « natif-servile » dans la mémoire matérielle des musées royaux et les allusions paradoxalement récurrentes dans la littérature orale et écrite s'expliquent comme une intention de biais ou de fiction. Il s'agit de discuter l'approche diffusionniste de l'explication des origines des chefferies à l'Ouest-Cameroun à travers le triple filtre d'un regard endogéniste, micro-historique et dialectique. Le résultat d'une analyse qualitative et quantitative des données de terrain aidera à éprouver la version disponible de l'histoire avant d'envisager éventuellement le procès de la réhabilitation soit de la figure du natif ou de la mémoire du « natif-servile ».

The « native-servile », a category to expunge from or rehabilitate into the memories of Grassland Kingdoms of Cameroon: Reality or Fiction

In the most popular version of the history of grassfield kingdoms of Cameroon, the natives are portrayed as a people under servitude. According to this version of history, the inferiority of the indigenous know-how has enabled exogenous founders to come and subjugate the local population. The fusion of the terms "native" and "servile" into a compound word in this article, aims to underline the tendency among local commentators, to associate the natives with servitude whenever they delve into the reconstitution of the collective memory of grassfield kingdoms. This paper examines the objectivity and implications of the above categorization. Mindful of the fact that the construction and diffusion of the collective memory has hegemonic implications, the paper interrogates the credibility of sources that support the native-servile myth. The paper is based on the hypothesis that the under-representation of the « native-servile » in the material memory of royal museums as well as in allusions that are paradoxically recurrent in oral and written literature could be viewed as an overstatement or a fiction. The author examines the diffusionist approach to the explanation of the origins of West Cameroon kingdoms, using three filters that include endogenist, micro-historic and dialectic

perspectives. On the basis of quantitative and qualitative data collected through fieldwork, the paper critiques the available version of the local people's history before proposing a model for the rehabilitation of the native's image or the collective memory around the "native-servile".

Panel 9. Au croisement de l'histoire et de la mémoire / Where history and memory meet

Modération / Chair : Myriam Cottias, CNRS/CIRESC, France

Herman Kiriama, Kisii University, Kenya

Mentalscapes of Slavery in Eastern Africa

The wresting of the control of the Indian Ocean from the Portuguese by the Omanis in the mid-17th century, opened the way for Oman merchants to start engaging on a large scale in Indian Ocean trade and to invest their profits into date production. This development of agricultural production created a demand for agricultural slaves from East Africa to produce dates for export to India. Further, the overstocking of the French Mascarenes and the declining profitability of the West African slave trade, saw an immense demand for slaves from East Africa from the Atlantic region as from the 1770s. Accordingly, in the late eighteenth century, the East African coast, which hitherto was producing goods for direct local consumption, started producing slaves for the international market. Villages and urban centres on the interior as well as along the mainland coast and the offshore Islands not only became major international slave trading centers but they also became landscapes of slavery. These East African landscapes that were affected by slavery included coastal trading entrepôts, interior caravan trade routes, coastal plantation complexes, European mission stations, freed slave, and runaway slave settlements. These landscapes are not only the physical places, but they also encompass the memories associated with them. This paper will look at the East African slavery, its landscapes, and their legacy. In particular, it looks at how runaway slaves constructed their landscapes mentally and how this has impacted the perception and construction of the slave heritage and identity in Eastern Africa.

Paysages mentaux de l'esclavage en Afrique de l'Est

La reprise du contrôle de l'océan Indien aux Portugais par les Omanais au milieu du XVII^e siècle a permis aux marchands omanais de s'engager à grande échelle dans le commerce de l'océan Indien et d'investir leurs bénéfices dans la production de dattes. Ce développement de la production agricole a créé une demande en esclaves agricoles venus d'Afrique de l'Est pour produire des dattes destinées à l'exportation vers l'Inde. En outre, le surpeuplement des Mascareignes françaises et la baisse de la rentabilité du commerce d'esclaves en Afrique de l'Ouest ont entraîné, dans l'espace atlantique à partir des années 1770, une immense demande d'esclaves d'Afrique de l'Est. En conséquence, à la fin du XVIII^e siècle, la côte est-africaine, qui produisait jusqu'alors des biens destinés à la consommation locale directe, a commencé à fournir des esclaves pour le marché international. Les villages et les centres urbains de l'intérieur, du long de la côte continentale et des îles au large ne sont pas seulement devenus d'importants centres internationaux de commerce d'esclaves, mais aussi des paysages de l'esclavage. Ces paysages d'Afrique de l'Est affectés par l'esclavage comprenaient des entrepôts commerciaux côtiers, des routes commerciales caravanières intérieures, des complexes de plantations côtières, des stations de mission européennes, des colonies d'esclaves affranchis et d'esclaves en fuite. Ces paysages ne sont pas seulement des lieux physiques, mais ils englobent également les souvenirs qui leur sont associés. Cet article examine l'esclavage en Afrique de l'Est, ses paysages et leur héritage. Il examine en particulier comment les esclaves fugitifs ont construit mentalement leurs paysages et comment cela a eu un impact sur la perception et la construction de l'héritage et de l'identité des esclaves en Afrique de l'Est.

Cassimir Tchudjing, Université de Yaoundé I, Cameroun

Traite des esclaves et pratiques serviles à Bamendjou : histoire et mémoire

Le village de Bamendjou situé à l'Ouest-Cameroun a connu la traite des esclaves et des pratiques serviles autour du XIX^e siècle et première moitié du XX^e siècle d'après les sources les plus fiables. À travers principalement quelques récits (sources orales), nous retraçons l'organisation de la traite et des pratiques serviles à Bamendjou. Notre objectif est de sonder la mémoire, l'opinion et la perception des descendants actuels des populations serviles et libres. Pour ce faire, nous analysons d'une part le déroulement de la traite et de la servilité à Bamendjou. Il en ressort que la servilité était organisée ou pratiquée par le Fo (chef) et certains notables qui fixaient les conditions d'utilisation et de commerce des populations serviles ainsi que leur statut interne. Les pratiques serviles avaient une finalité économique, sécuritaire et matrimoniale tout en laissant une marge de liberté et d'ascension sociale aux victimes. De notre analyse, il ressort d'autre part, que des pratiques serviles à Bamendjou sont nées des stigmates, des pratiques culturelles (mémorielles ou réparatrices) et folkloriques représentant de véritables témoignages de nos jours. Ces témoignages résident dans les notions de *pouk* (esclave), de *kouop* (échange de femmes), dans les pratiques de *keu touo* (crâne artificiel) et de *nekup* (bracelet), et dans les danses folkloriques (*seugouong* des serviteurs du chef).

Slave Trade and servile practices in Bamendjou: History and memory

The Bamendjou village located in West Cameroon experienced the slave trade and servile practices around the 19th century and first half of the 20th century according to the most reliable sources. Mainly through a few accounts (oral sources), we retrace the organization of the slave trade and servile practices in Bamendjou. Our goal is to probe the memory, opinion and perception of the current descendants of servile and free populations. To do this, we first analyze the course of the slave trade and servility in Bamendjou. It appears that servility was organised or practised by the Fo (chief) and certain notables who set the conditions for the use and trade of servile populations as well as their internal status. The servile practices had economic, security and matrimonial purposes while leaving a margin of freedom and social advancement to the victims. From our analysis, it emerges as well that servile practices in Bamendjou gave birth to stigmata, cult (memorial or restorative) and folk practices representing real testimonies nowadays. These testimonies reside in the notions of pouk (slave), kouop (exchange of women), in the practices of keu touo (artificial skull) and nekup (bracelet), and in folk dances (seugouong of the chief's servants).

Ernest Effim Luluh, Université de Buea, Cameroun

Mémoires et identité contestées dans une société Ejagham post-esclavagiste du sud-ouest du Cameroun entre les 20^e et 21^e siècles

Cet article étudie le lien entre l'esclavage et les relations intra-communautaires dans la société post-esclavagiste Ejagham, où les descendants des anciens esclaves sont toujours perçus et traités comme des étrangers. En effet, le positionnement social au niveau individuel ou communautaire dans cette partie du Cameroun est largement défini par la discrimination des personnes d'origine servile, malgré l'ascension sociale de cette catégorie de citoyens, notamment dans les sphères publiques et élitistes modernes. Ce conflit idéologique et symbolique a ainsi conduit à une dichotomie communautaire entre les personnes d'origine servile et les personnes nées libres qui soutiennent l'idéologie dominante dans la société. Cet article

analyse donc le passé esclavagiste en termes d'impact sur l'espace politique et culturel de la société Ejagham. S'appuyant principalement sur des sources d'archives et des observations ethnographiques, cette étude postule que, malgré la persistance de cette dichotomie et de la stigmatisation des descendants des anciens esclaves dans la société, les relations intercommunautaires dans les villages Ejagham fluctuent, de la coopération au conflit ou à la distanciation sociale. La dynamique de coopération a souvent été initiée par les personnes nées libres qui contrôlent les institutions politiques traditionnelles pour mobiliser les ressources des projets de développement communautaire. Dans de tels cas, l'élite dominante, composée des personnes nées libres, invoque des questions d'intérêt général pour masquer ses tendances ségrégationnistes. Malheureusement, ces efforts sont dilués dans les villages Ejagham par la persistance d'une différence sociale entre les descendants des anciens esclaves et les personnes nées libres, fondée sur le refus de ces derniers d'intégrer les premiers dans la sphère sociopolitique et culturelle des communautés.

Memories and contested identities in a post-slavery Ejagham society of South West Cameroon in the 20th and 21th centuries

This paper investigates the link between slavery and intra-community relations in Ejagham post-slavery society where the perceptions and treatment of descendants of former enslaved persons as outsiders persist. Indeed, social positioning at the individual or community level in this part of Cameroon is largely defined by discrimination against persons of servile origins, in spite of the social ascendancy of this category of citizens, particularly in the modern public and elitist spheres. This ideological and symbolic conflict has thus led to a communal dichotomy between the persons of servile background and the freeborn who support the dominant ideology of the society. This paper therefore analyses the slavery past in terms of its impact on the political and cultural space in the Ejagham society. Drawing mainly on archival sources and ethnographic observations, this study postulates that, despite the persistence of this dichotomy and stigma of descendants of the former enslaved persons in the society, intercommunity relations in the Ejagham villages fluctuate from cooperation to conflict or social distancing. The dynamics for cooperation was often initiated by the freeborn who control the traditional political institutions and who mobilize resources for community development projects. In such instances, the dominant freeborn elite invokes issues of general interests to hide its segregationist tendencies. Unfortunately, these efforts are diluted in the Ejagham villages by the persistence of social difference between the descendants of former enslaved persons and freeborn based on the refusal of the latter to integrate the former into the mainstream socio-political and cultural sphere of the communities.

Armand Leka Essomba, CERESC-Université de Yaoundé I

Le fardeau de "l'Homme noir". Imaginations identitaires et mémoire de l'esclavage en sociétés africaines aujourd'hui

Bimbia, dans le sud-ouest Cameroun, vient d'être « découvert » comme port négrier d'où partirent des milliers d'esclaves de l'Afrique centrale. Les pèlerinages qui s'effectuent notamment par des noirs américains d'ascendance africaine, alimentent toutes sortes de fantasmes autour des « camericaïns ». Cette actualité coïncide avec un renouveau d'intérêt de la recherche en sciences sociales sur les usages de la mémoire, la construction sociale des généalogies identitaires et leurs implications dans le contexte des nouvelles formes d'altérité consécutives à l'intensification des rapports sociaux planétaires. À partir d'une perspective à la fois de sociologie historique et de sociologie (politique) des identités, la présente étude interroge à la fois les représentations et les usages que les Africains font aujourd'hui de la traite, en tant qu'élément majeur de

leur patrimoine *psychique* (ou identitaire), pour se parler à eux-mêmes, se définir, définir les *Autres* et produire des *utopies* ou des *fantasmes*.

The Burden of the "Black Man". Imaginations of identity and the memory of slavery in African societies today

Bimbia, in southwest Cameroon, has just been "discovered" as a slave port from which thousands of slaves from Central Africa left. The pilgrimages, which are carried out by black Americans of African descent, fuel all sorts of fantasies about the "Camericans". This current situation coincides with a renewed interest in social sciences research on the uses of memory, the social construction of identity genealogies and their implications in the context of new forms of otherness resulting from the intensification of global social relations. From a perspective of both historical sociology and the (political) sociology of identities, the present study questions both the representations and the uses that Africans make today of the slave trade, as a major element of their psychic (or identity) heritage, in order to speak to themselves, to define themselves, to define the Others and to produce utopias or fantasies.

Panel 10. Abolitions post-coloniales : défis et réussites / Postcolonial legal abolitions : Achievements and challenges (AFRAB)

Modération / Chair : Uzoamaka Nwachukwu, University of Ibadan, Nigeria

Les lois peuvent-elles mettre fin à l'esclavage ? Que se passe-t-il lorsque des lois sont votées mais ne sont pas appliquées ? Les trois présentations de ce panel commencent par une discussion des contraintes économiques pesant sur le processus d'abolition de l'esclavage en Éthiopie. Vient ensuite une discussion des politiques et les lois anti-esclavagistes adoptées par le premier président de la Guinée, Sekou Touré, qui, au début de la période postcoloniale, a pris une position ferme contre les hiérarchies traditionnelles et les héritages de l'esclavage. Enfin, une évaluation critique des résultats de la législation anti-esclavagiste au Niger est proposée, où l'esclavage est résilient malgré un appareil anti-esclavagiste développé.

Can laws end slavery? What happens when laws are passed but are not applied? The three presentations of this panel start with a discussion of the economic constraints weighting on the process of abolition in Ethiopia. This is followed by a discussion of the anti-slavery policies and laws passed by Guinée's first President Sekou Touré, who early in the postcolonial period took a firm stance against traditional hierarchies and legacies of slavery. Finally, a critical assessment of the consequences of Niger's anti-slavery legislation is proposed, where slavery has proven resilient in spite of a developed anti-slavery apparatus.

Ahmed Hassen, Addis Ababa University, Ethiopia

Economic Rationale for the Abolition of Slavery at Ankober and in Addis Ababa (Ethiopia) in the 1940s: A Historical Study

A slave is a person who is the property of others and forced to obey them. Slavery can be defined as a condition in which one human being owns another human being. A slave was considered by law as property, or chattel, and was deprived of most of the rights ordinarily held by free persons. In Ethiopia, slavery was practiced for centuries. Although Emperor Haile Selassie had already taken various measures to enforce existing anti-slavery laws, abolition took its real sense when he was restored Emperor of Ethiopia after the Italian occupation (1936-1941) and issued the Slavery (Abolition) Proclamation No. 22 of 1942 in August of that year. The legal, political, and diplomatic aspects of the abolition process in Ethiopia have been, and continue to be, studied. The objective of this article is to focus on the economic rationales of abolition in the country by focusing on Ankober and Addis Ababa in the course of the 1940s. The article discusses instances observed in the Ethiopian archives and oral memories that show that Ethiopian elites preferred wealth in money to having large number of slaves. The cost of keeping them at the domestic level and feeding them alarmed many of the slave owners of the day, as in the capital and main urban centers of Ethiopia the cost of food was skyrocketing. About one fifth of the workers employed in the plantations established by Europeans appear to have been runaway slaves. The social transformation that turned slave owners into landlords seems to have happened alongside the process of abolition. Furthermore, the development of infrastructure and public building led to commercial development. It seems that lorry, wheelbarrow and horse drawn carts replaced slave labor in the country. The presence of mineral prospectors sent by European investors in the country credibly reported to be making things more difficult for slave traders in some provinces. Both primary (archival, written and oral) and secondary sources (existing research outputs) will be examined and further bring to light the topic under consideration by employing alternative historical methods.

La justification économique de l'abolition de l'esclavage à Ankober et à Addis Abeba (Ethiopie) dans les années 1940 : une étude historique

Un esclave est une personne qui est la propriété d'autres personnes et qui est forcée de leur obéir. L'esclavage peut être défini comme une condition dans laquelle un être humain possède un autre être humain. Un esclave était considéré par la loi comme une propriété, ou un bien mobilier, et était privé de la plupart des droits habituellement détenus par les personnes libres. En Éthiopie, la pratique de l'esclavage s'est poursuivie pendant des siècles. Bien que l'empereur Haïlé Sélassié ait déjà pris diverses mesures pour faire appliquer les lois anti-esclavagistes existantes, l'abolition a pris son véritable sens lors de sa restauration sur le trône après l'occupation italienne (1936-1941) et de la proclamation intitulée Slavery (Abolition) Proclamation No. 22 de 1942. Les aspects juridiques, politiques et diplomatiques du processus d'abolition en Éthiopie ont été et continuent d'être étudiés. L'objectif de cet article est de se concentrer sur les raisons économiques de l'abolition dans le pays en se focalisant sur Ankober et Addis Abeba au cours des années 1940. L'article discute des exemples observés dans les archives éthiopiennes et les mémoires orales qui montrent que les élites éthiopiennes préféraient la richesse en argent à la possession d'un grand nombre d'esclaves. Le coût de leur maintien à domicile et de leur alimentation inquiétait bon nombre des propriétaires d'esclaves de l'époque, car dans la capitale et les principaux centres urbains d'Éthiopie, le coût de la nourriture montait en flèche. Environ un cinquième des travailleurs employés dans les plantations européennes semble avoir été des esclaves fugitifs. La transformation sociale qui a converti les propriétaires d'esclaves en propriétaires terriens semble avoir eu lieu parallèlement au processus d'abolition. En outre, le développement des infrastructures et des bâtiments publics a conduit au développement commercial. Il semble que les camions, les brouettes et les charrettes tirées par des chevaux aient remplacé le travail des esclaves dans le pays. La présence de prospecteurs de minerais envoyés par des investisseurs européens dans le pays aurait, de manière crédible, rendu les choses plus difficiles pour les marchands d'esclaves dans certaines provinces. Les sources primaires (archives, écrites et orales) et secondaires (résultats de recherche existants) seront examinées pour mettre en lumière le sujet à l'étude en utilisant des méthodes historiques alternatives.

Brahima Kaba, Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

Sékou Touré and abolitionism in Guinea from 1957 to 1984

The Southern Rivers (in the current Republic of Guinea) were between the 15th and 19th centuries a hotbed of the slave trade. Slavery lasted in Guinea until the beginning of the 20th century. The question of the abolition of slavery in this area has certainly been the subject of work which is for the most part scattered. The urgency is to collect and analyze, through archival research and from resource persons through oral inquiries, more detailed information on the issue of the abolitionist struggle within Guinean societies and national political structures. A man is featured in this struggle in Guinea, Sékou Touré. In fact, as early as 1957, in a speech, he took a stand for the liberation of the captives still exploited by the Guinean aristocracy. Once president of the young Guinean nation, in October 1958, he led a fight for abolitionism by putting in place both textual and oral mechanisms. This article examines this legislation, both written and oral, through such sources as the constitution, national laws, certain important speeches by Sékou Touré (and perhaps other politicians who were involved in the issue of slavery and its abolition), newspaper articles, and the oral testimonies of people with knowledge of the legal and political processes surrounding the issue of slavery in the first decades after decolonization.

Sékou Touré et l'abolitionnisme en Guinée de 1957 à 1984

Les Fleuves du Sud (en actuelle République de Guinée) ont été entre le XV^e et le XIX^e siècle un foyer de la traite négrière. L'esclavage a duré en Guinée jusqu'au début du 20^{ème} siècle. La question de l'abolition de l'esclavage dans ce domaine a certainement fait l'objet de travaux majoritairement épars. L'urgence est de collecter et d'analyser, à travers des recherches d'archives et auprès de personnes ressources à travers des enquêtes orales, des informations plus détaillées sur la question de la lutte abolitionniste au sein des sociétés guinéennes et des structures politiques nationales. Un homme est à l'honneur dans cette lutte en Guinée, Sékou Touré. En effet, dès 1957, dans un discours, il prend position pour la libération des captifs encore exploités par l'aristocratie guinéenne. Ancien président de la jeune nation guinéenne, en octobre 1958, il mène un combat pour l'abolitionnisme en mettant en place des dispositifs à la fois textuels et oraux. Cet article examine cette législation, à la fois écrite et orale, à travers des sources telles que la constitution, les lois nationales, certains discours importants de Sékou Touré (et peut-être d'autres hommes politiques impliqués dans la question de l'esclavage et de son abolition), des articles de journaux et les témoignages oraux de personnes connaissant les processus juridiques et politiques entourant la question de l'esclavage dans les premières décennies après la décolonisation.

Oumarou Moussa, Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger

The law against slavery in Niger: from the difficulty of adoption to the difficult implementation

In view of the latest reports from colonial administrators, the issue of slavery remains a concern on the eve of independence in the French colonies of West Africa. This is proof that colonial abolition was only partial. Thus, depending on the society, slavery continued to manifest itself in various ways in the newly independent States, including Niger. In the postcolonial history of this country, politicians and/or civil society actors imbued with humanitarian and religious values, or for other considerations, led the fight for the eradication of slavery, which necessarily passes through the adoption of a law. The need for such a law had been felt since the First Republic (1958-1974) but the process of its adoption did not come to an end until 2001. Since then, the fight against slavery has garnered results but in a timid way insofar as those who want to follow in the footsteps of Schoelcher have seen so many pitfalls in their path. This contribution aims to analyze the difficulties that plagued the process of adoption of the law and the effectiveness of its application. Particular emphasis will be placed on the role of the actors, the results obtained in relation to the fight against slavery, and the obstacles that hinder it.

La loi contre l'esclavage au Niger : de la difficulté de son adoption à sa difficile mise en oeuvre

Au regard des derniers rapports des administrateurs coloniaux, la question de l'esclavage demeure une préoccupation à la veille des indépendances dans les colonies françaises d'Afrique de l'Ouest. C'est la preuve que l'abolition coloniale n'a été que partielle. Ainsi, en fonction des sociétés, l'esclavage a continué de se manifester de diverses manières dans les Etats nouvellement indépendants dont le Niger. Dans l'histoire postcoloniale de ce pays des hommes politiques et ou acteurs de la société civile imbus de valeurs humanitaires, religieuses, ou pour d'autres considérations, ont mené le combat pour une éradication de l'esclavage qui passe nécessairement par l'adoption d'une loi. La nécessité d'une telle loi se faisait sentir depuis la Première République (1958-1974) mais le processus de son adoption ne connut son épilogue qu'au cours de l'année 2001. Depuis lors, le combat contre l'esclavage n'a obtenu que de timides résultats dans la mesure où ceux qui veulent suivre les traces de Schœlcher ont fait face à de nombreuses embûches sur leur chemin. Cette contribution vise à analyser les difficultés ayant émaillé le processus d'adoption de la loi et

l'efficacité de son application. Un accent particulier sera mis sur le rôle des acteurs, le résultat obtenu par rapport au combat contre l'esclavage et les obstacles qui le freinent.

Panel 11. Enseignement et histoire publique de l'esclavage / Teaching and the public history of Slavery

Modération / Chair : Ibrahima Thioub, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

René Bidias, Université Yaoundé II, Cameroun

La traite négrière et l'esclavage dans les curricula des enseignements primaire et secondaire du Cameroun : enjeux et pratiques pédagogiques

La traite négrière et l'esclavage figurent dans les contenus des curricula des enseignements primaire et secondaire du Cameroun, dans la discipline Histoire. L'observation desdits curricula montre que ces contenus ont évolué en fonction du changement d'approches pédagogiques. À cet effet, cette réflexion questionne les enjeux de cette évolution et analyse sa densité. Elle vise à comprendre et faire comprendre les ressorts et l'intérêt de l'enseignement de ces deux phénomènes aux jeunes camerounais. Pour ce faire, elle s'appuie sur le questionnement suivant : quels sont les enjeux de l'enseignement de l'esclavage et de la traite négrière au Cameroun ? Quelle appréciation peut-on faire de la densité et des aspects de ces deux phénomènes qui sont enseignés réellement aux élèves ? L'analyse du contenu des curricula et des pratiques pédagogiques en vigueur permettent d'appréhender les enjeux de l'enseignement de ces deux phénomènes au-delà du simple devoir de mémoire, et de les situer en rapport avec l'éducation aux droits de l'homme et au respect de la dignité humaine.

The Slave Trade and Slavery in Cameroon's Primary and Secondary School Curricula: Issues and Pedagogical Practices

The slave trade and slavery are included in the content of the primary and secondary school curricula in Cameroon, in the discipline of History. Observation of the said curricula shows that the contents have evolved because of changes in pedagogical approaches. To this end, this reflection questions the stakes of this evolution and analyses its density. It aims to understand and make the young Cameroonians understand the reasons for and interest in teaching these two phenomena. To this end, it is based on the following question: What is at stake in teaching about slavery and the slave trade in Cameroon? What assessment can be made of the density and aspects of these two phenomena that are actually taught to pupils? An analysis of the content of the curricula and of the pedagogical practices at use makes it possible to understand the challenges of teaching these two phenomena beyond the simple duty of memory, and to situate them in relation to human rights education and respect for human dignity.

Mireille-Clémence Mawa, Université de Bamenda, Cameroun

L'enseignement de l'esclavage et de la traite négrière au secondaire au Cameroun et les approches pédagogiques: quel impact sur la construction de la personnalité de l'élève (1990-2021) ?

Les programmes scolaires constituent un outil pédagogique essentiel dans tout système éducatif. Ils permettent de réifier le savoir et de véhiculer une idéologie. Supports didactiques importants, ils diffusent à la fois des images et des contenus conformes aux missions de l'éducation. La présente réflexion est centrée sur les méthodes d'enseignement de l'esclavage et de la traite négrière dans l'enseignement en histoire au secondaire. Elle se propose de ressortir l'impact des approches pédagogiques adoptées au cours de ces

enseignements sur la construction de la personnalité de l'apprenant. Cette recherche se veut qualitative, l'analyse des contenus montre que l'Approche par Objectifs renforce l'image dévalorisante du Noir et par ricochet celle de l'élève. Par contre, l'Approche par les Compétences favorise chez l'apprenant le développement de l'affirmation de soi face aux abus sociétaux.

Teaching slave trade and slavery at the secondary level in Cameroon and pedagogical approaches : What impact on the student's personality (1990-2021)?

School curricula are an essential pedagogical tool in any education system. They make it possible to reify knowledge and convey an ideology. Important teaching tools, they broadcast both images and content in accordance with the missions of education. This study is centered on the teaching methods of slavery and the slave trade in history at the secondary level. Its aim is to highlight the impact of the pedagogical approaches adopted during these lessons on the construction of the personality of the learner. This research is intended to be qualitative, the analysis of the contents shows that the Approach by Objectives reinforces the devaluing image of Black people and by extension that of the student. On the other hand, the Competency-Based Approach promotes in the learner the development of self-affirmation in the face of societal abuse.

Marie Rodet, SOAS University of London, **Mamadou Sène Cissé** et **Mariam Coulibaly**, Association Donkosira, Mali

Faire de la recherche-action et de l'histoire publique sur l'histoire de l'esclavage par ascendance au Mali

Bouillagui est un village soninké dans l'Ouest du Mali non loin de la frontière avec la Mauritanie. Les ancêtres de ses habitants se sont libérés de l'esclavage au début du vingtième siècle et ont fondé Bouillagui pour y vivre librement. Les habitants de Bouillagui sont très fiers de leur histoire. Ce qui contraste fortement avec le tabou souvent lié à l'histoire de l'esclavage au Mali et en Afrique de l'Ouest plus généralement. Plus récemment, la mobilisation contre les violences liées à l'esclavage par ascendance par le mouvement soninké Gambana depuis 2018 a ramené sur le devant de la scène le sujet de l'esclavage par ascendance au Mali. C'est dans ce contexte que depuis 2019 Marie Rodet et l'association malienne Donkosira mènent plusieurs projets de collecte avec les habitants de Bouillagui de l'histoire du village pour en faire un webdocumentaire, une bande-dessinée et un film d'animation. Ces projets d'histoire publique autour de la lutte contre l'esclavage par ascendance ont pour but de faire le lien entre luttes locales historiques et combat actuel contre les discriminations et les violences dues à l'esclavage historique et moderne au Mali et au-delà.

Doing action research and public history on the history of descent-based slavery in Mali

Bouillagui is a Soninke village in western Mali not far from the border with Mauritania. The ancestors of its inhabitants freed themselves from slavery in the early twentieth century and founded Bouillagui to live freely. The people of Bouillagui are very proud of their history. This contrasts sharply with the taboo often associated with the history of slavery in Mali and West Africa more generally. More recently, the mobilisation against descent-based slavery-related violence by the Soninke Gambana movement since 2018 has brought the subject of descent-based slavery in Mali back to the forefront. It is in this context that since 2019 Marie Rodet and the Malian association Donkosira have been carrying out several projects to collect the history of the village with the inhabitants of Bouillagui in order to make a webdocumentary, a comic strip and an animated film. These public history projects on the struggle against descent-based slavery aim to make the link between local historical struggles and the current fight against discrimination and violence due to historical and modern slavery in Mali and beyond.

Bertrand Iguigui, Université de Douala, Cameroun

Les mécanismes de réappropriation de l'histoire de l'esclavage à travers la lecture publique au Cameroun : enjeux, outils et défis en contexte de décentralisation

Cette contribution ambitionne de mettre en évidence les mécanismes de réappropriation de l'histoire de l'esclavage à travers des outils tels que la lecture publique au Cameroun dans un contexte marqué par la mise en oeuvre de la décentralisation au niveau communal. Elle postule que la lecture publique en tant que compétence dont bénéficient les communes peut contribuer à la vulgarisation et à la réappropriation de l'histoire de l'esclavage. Il s'agit d'une réflexion partant d'une expérience vécue dans certaines communes camerounaises en termes d'exercice de leurs compétences dans le domaine de la promotion culturelle à travers la création des centres socioculturels et des bibliothèques de lecture publique. L'histoire de l'esclavage aujourd'hui loin d'être un tabou encore moins un cancer social, doit être perçue comme un patrimoine que le Cameroun gagne à se réapproprier à travers ses communes. En tant que communautés humaines de base, les collectivités territoriales décentralisées, notamment les communes, ont bénéficié d'un transfert de compétences par l'Etat qui leur permet de promouvoir la culture et la lecture publique comme le stipule l'article 163 de la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées en République du Cameroun. La décentralisation constitue aujourd'hui un instrument important dans la gouvernance stratégique de l'Etat. Elle peut donc être capitalisée comme moteur dans la dynamique de réappropriation de l'histoire de l'esclavage à travers une double mission de formation et d'information. D'un point de vue méthodologique, cette recherche s'abreuve à une démarche de type mixte qui combine à la fois l'approche quantitative et qualitative. L'approche quantitative permet d'établir la corrélation entre la lecture publique et la réappropriation de l'histoire de l'esclavage au Cameroun. L'approche qualitative quant à elle permet d'évaluer la pertinence des politiques publiques de réappropriation et de conservation de la mémoire de l'esclavage à travers la mise en place des bibliothèques municipales au Cameroun. À travers la recherche documentaire et les enquêtes effectuées dans les communes de Douala IIème, Douala Vème, Yaoundé VI et Ombessa, cette étude tente modestement de jeter un regard synoptique et critique sur la lecture publique dans la réappropriation de l'histoire de l'esclavage par les Camerounais.

The mechanisms of reappropriating the history of slavery through public reading in Cameroon: issues, tools and challenges in a context of decentralisation

This contribution aims to highlight the mechanisms of reappropriation of the history of slavery through tools such as public reading in Cameroon, in a context marked by the implementation of decentralization at the municipal level. It postulates that public reading as a skill benefitting municipalities can contribute to the popularization and reappropriation of the history of slavery. This is a reflection based on an experience lived in some Cameroonian municipalities in terms of exercising their skills in the field of cultural promotion through the creation of socio-cultural centers and public reading libraries. The history of slavery today, far from being a taboo even less a social cancer, must be perceived as a heritage that Cameroon should benefit from, reclaiming it through its municipalities. As basic human communities, the decentralized territorial communities, in particular the municipalities, have benefited from a transfer of powers by the State which allows them to promote culture and public reading as stipulated in article 163 of law no. 2019/024 of December 24, 2019 on the General Code of Decentralized Territorial Communities in the Republic of Cameroon. Decentralization is today an important instrument in the strategic governance of the State. It can therefore be capitalized as a driving force in the dynamics of reappropriation of the history of slavery through

a dual mission of training and information. From a methodological point of view, this research uses a mixed-type approach that combines both quantitative and qualitative approaches. The quantitative approach makes it possible to establish the correlation between public reading and the reappropriation of the history of slavery in Cameroon. The qualitative approach makes it possible to assess the relevance of public policies for the reappropriation and conservation of the memory of slavery through the establishment of municipal libraries in Cameroon. Through documentary research and surveys carried out in the communes of Douala II, Douala V, Yaoundé VI and Ombessa, this study modestly attempts to take a synoptic and critical look at public reading in the reappropriation of the history of slavery by Cameroonians.

Panel 12. Statuts sociaux & Citoyenneté II / Social status & citizenship II

Modération / Chair : Antonio de Almeida Mendes, Université de Nantes, France

Martin Klein, University of Toronto, Canada

Slavery, Power and Elite Status in Africa

This paper looks at the role of slaves in the political and economic systems. It involves largely hypotheses and poses questions that may not be answerable. Slavery exists in almost all parts of world and almost certain existed in West Africa long before Muslim, Jewish and Christian merchants started to purchase people. It is probable that the emergence of chiefdoms and states involved the ability of "Big Men" to accumulate supporters. They were kin, clients, and slaves, but among them, slaves were probably the most important. As politics emerged, slaves remained important both as soldiers and as chiefs and administrators. A parallel, but less powerful structure existed in the harems of the rich and powerful, where harem women were influential both as mothers of potential heirs and sometimes as administrators. We also see that within merchant organizations, slaves could be entrusted with trading missions or serve as advisors to inexperienced younger sons. Then, there comes emancipation and colonisation and here, we have silences. There are a whole series of groups who emerge: the soldiers; petty traders who sometimes became big traders; military veterans; the mission-educated young men who become clerks; the truckers, taxi-drivers, and mechanics. Many came from slave origins. I say this not to shame, but honour them.

Esclavage, Pouvoir et Elites en Afrique

Cette communication étudie le rôle des esclaves dans les systèmes politiques et économiques. Elle propose en grande partie des hypothèses et pose des questions qui pourraient rester sans réponse. L'esclavage a existé dans presque toutes les régions du monde et presque certainement, en Afrique de l'Ouest, bien avant que les musulmans, les juifs et les chrétiens n'achètent des personnes. L'émergence des chefferies et des États a probablement nécessité que les "Big Men" puissent accumuler des soutiens. Ces derniers étaient des parents, des clients et enfin des esclaves, probablement les plus nombreux d'entre eux. Avec le développement de régimes politiques, les esclaves continuent d'occuper une place importante comme soldats, chefs et administrateurs. En parallèle, des structures de pouvoir moins puissantes existaient dans les harems des riches et des puissants, où les femmes exerçaient une influence comme mère des potentiels héritiers et parfois comme administratrices. De même, dans les organisations mercantiles, des postes de douanes pouvaient être confiées aux esclaves, qui servaient parfois également de conseillers. Par la suite sont venues l'émancipation et la colonisation et ici, il reste des silences. On voit alors de nouveaux groupes émerger : les soldats, les petits commerçants qui en devenaient parfois de gros, les anciens combattants, les jeunes hommes éduqués au sein des missions devenus des employés, les camionneurs, les chauffeurs de taxi et les mécaniciens. Beaucoup sont d'origine servile, et je précise cela non pas pour les déshonorer, mais pour leur rendre hommage.

Adam Mahamat, Université de Maroua, Cameroun

Les Dogari du lamidat de Rey-Bouba (Cameroun) et les Kamadja du Borkou-Tibesti (Tchad). Notes provisoires et discussions

Les Dogari du lamidat de Rey-Bouba au Nord-Cameroun et les Kamadja du Borkou-Tibesti du Tchad se caractérisent par leur identité basée sur l'esclavage. Dans leur vie de tous les jours, ils vivent différemment leur statut et les représentations socio-politiques auxquelles ils sont confrontés. Cet article examine le double comportement de ces communautés dans leurs interactions quotidiennes avec les autres entités. Il cherche à comprendre pourquoi un contexte historique similaire structure différemment leurs rapports au passé. Alors qu'en général les personnes de statut inférieur rejettent la mémoire de l'esclavage en faisant taire leurs origines, les Dogari bénéficient de positions privilégiées au sein du système lamidal et les transforment en une ressource de contrôle du pouvoir dans le cadre de relations complexes. Les témoignages locaux révèlent une certaine satisfaction à servir leur maître qui en retour leur concède d'énormes privilèges. Ils se présentent fièrement comme des fonctionnaires zélés et revendiquent publiquement leur identité d'ascendance basée sur l'esclavage. Les Kamadja, par contre, rejettent leur ascendance servile qui fait d'eux une catégorie inférieure au sein de la communauté des Tubu. La tradition dit qu'ils ont été initialement mis en esclavage dans le but de travailler dans les fermes de leurs maîtres. Ce statut et ses séquelles ont été rejetés en bloc, notamment sous le régime d'Idris Deby Itno, sous lequel ils accèdent à des positions politiques et administratives privilégiées. Des études de cas sont issues du Lycée Bilingue du Centre et du Collège Moderne de N'djamena où ont eu lieu de violentes émeutes des élèves Kamadja suivies d'interventions militaires après l'évocation des Kamadja comme des « anciens esclaves » des Tubu par certains enseignants.

The Dogari of the Rey-Bouba lamidate (Cameroon) and the Kamadja of Borkou-Tibesti (Chad). Provisional notes and discussions

Both the Dogari of the Rey-Bouba lamidate in Northern-Cameroon and the Kamadja of Borkou-Tibesti in Chad are characterized by their identity based on slave background. In their everyday life, they experience differently their status and their socio-political representations. This paper examines the dual behaviour of those communities in their day-to-day interactions with other entities. It seeks to understand why a similar historical background differently structures their way of life. While people of low status reject the memory of slavery by silencing their origins, the Dogari enjoy privileged positions inside the ruling system and transform it into a resource of power control within the framework of complex relationships. Local accounts reveal a certain amount of satisfaction among the low-status agents in serving as insiders benefitting from huge privileges. They proudly introduce themselves as zealous officials, and they publicly claim their slave-based descent identity. On the contrary, the Kamadja reject their position of low-status outsiders among the Tubu people. Tradition says that they were initially enslaved to work in the farms of their masters. This former status and its legacies were collectively rejected, especially under the regime of Idris Deby Itno when they obtained privileged political and administrative positions. Case studies are made on the Lycée Bilingue du Centre and the Collège Moderne of Ndjamen where violent riots of the Kamadja pupils were followed by military interventions after the evocation of the Kamadja as the "former slaves" of the Tubu by the teachers.

Joseph Jules Sinang, Université de Yaoundé I, Cameroun

La réinsertion sociale des anciens esclaves dans les sociétés lignagères du Cameroun méridional forestier après l'abolition

Le déclin et l'arrêt définitif de l'esclavage coutumier dans les sociétés lignagères du Cameroun méridional forestier, interviennent de manière spontanée dans le sillage des bouleversements socio-politiques apportés par la colonisation européenne dans la région durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. De fait, la paix coloniale imposée aux populations par les colons avait ébranlé les institutions locales avec pour corollaire, une reconfiguration de l'architecture des rapports sociaux naguère caractérisés entre autres, par l'esclavage et la servitude à la fois sur les plans intra et intercommunautaires. Ainsi, les esclaves qui faisaient l'objet d'un déclassement social, du fait de leur statut, sont du coup devenus les égaux de leurs maîtres, si tant est que tous étaient désormais soumis à une même autorité et aux mêmes règles. Les groupes assujettis tout comme les individus retenus en captivité, sont toutefois restés attachés aux familles de leurs anciens maîtres et dans leurs communautés d'assujettissement, alors même qu'ils n'étaient plus liés par une quelconque contrainte. La présente communication, issue des enquêtes de terrain, tente de décrypter la nouvelle vie des "esclaves libres" après l'abolition, ainsi que les positions sociales occupées de nos jours par leurs descendants, au sein des mêmes sociétés. Elle s'appuie sur une approche biographique, dans l'optique de rendre compte de la diversité des situations.

The social reintegration of former slaves in the lineage societies of southern Cameroon's forests after abolition

The decline and definitive end of customary slavery in the lineage societies of southern Cameroon's forests occurred spontaneously in the wake of the socio-political upheavals brought about by European colonization in the region in the second half of the 19th century. In fact, the colonial peace imposed on the populations by the colonialists had shaken the local institutions with, as a corollary, a reconfiguration of the architecture of social relations formerly characterized by intra- and inter-community slavery and servitude. Thus, slaves who were socially downgraded because of their status became the equals of their masters, and all were henceforth subject to the same authority and the same rules. The subjugated groups, just like the individuals held in captivity, remained attached to the families of their former masters and in their communities of subjugation, even though they were no longer bound by any constraint. The present paper, based on fieldwork, attempts to decipher the new life of "free slaves" after abolition, as well as the social positions occupied today by their descendants, within the same societies. It is based on a biographical approach, with a view to taking into account the diversity of situations.

Bosha Bombe Reta, Université de Pavia, Italie

From Slavery to Tenancy: the condition and status of former slaves in Wolaita, Southern Ethiopia, 1942-1975

The purpose of the present study is to examine the situation of former slaves in the post abolition period, some attempted radical reform programs to transform the condition of former slaves (slave-tenants) and the outbreak of the Great Ethiopian Revolution and the major impacts it brought on the lives of former slaves and their masters. The paper is part of my PhD study entitled "An Historical Anthropology of Slavery and Gabbar Servitude System in Wolaita of Southern Ethiopia from 1894-1975". In the post liberation period, Emperor Haile Sellassie issued a legal abolition of slavery in 1942 without providing livelihood opportunities for former slaves, and as a result, a majority of them remained with their former masters with a status of tenant but in a real sense they were in slavery. The transition of slaves into a tenant status was endorsed in the general context of Ethiopian feudalism that outweighed in the south following the emperor's agriculture and land policy in the post liberation period. In the state of tenancy the situation of former slaves remained unchanged,

and there was no significant structural change observed until the outbreak of the Great Ethiopian Revolution in 1974 and the subsequent agrarian land reform in 1975.

De l'esclavage à la dépendance : La condition et le statut des anciens esclaves au Wolaita du sud de l'Éthiopie, 1942-1975.

L'objectif de la présente étude est d'examiner la situation des anciens esclaves dans la période qui a suivi l'abolition, certaines tentatives radicales de réforme qui visaient à transformer la condition des anciens esclaves (esclaves-dépendants), et le déclenchement de la grande Révolution éthiopienne et ses principaux impacts sur la vie des anciens esclaves et de leurs maîtres. Cet article s'inscrit dans le cadre de ma recherche doctorale intitulée "An Historical Anthropology of Slavery and Gabbar Servitude System in Wolaita of Southern Ethiopia from 1894-1975". Après la libération, l'empereur Haïlé Sellassié a promulgué l'abolition légale de l'esclavage en 1942 sans offrir de moyens de subsistance aux anciens esclaves, ce qui fait que la majorité d'entre eux sont restés avec leurs anciens maîtres avec un statut de dépendant, mais en réalité, ils étaient toujours esclaves. La transition des esclaves vers le statut de dépendant s'est inscrite dans le contexte général du féodalisme éthiopien, qui s'est imposé dans le sud à la suite de la politique agricole et foncière de l'empereur dans la période suivant la libération. Avec le statut de dépendant, la situation des anciens esclaves est restée inchangée, et aucun changement structurel significatif n'a été observé jusqu'au déclenchement de la grande Révolution éthiopienne en 1974 et de la réforme territoriale agraire qui s'en est suivie en 1975.

Mohamadou Abba, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Djoulde Gadai : un esclave affranchi à Bélel (Adamaoua-Cameroun), 1928- 2018

L'objet de cette communication est de faire une présentation biographique d'un esclave affranchi. Djoulde Gadai nous servira de cas d'étude. Descendant d'esclaves des peuls qui se sont installés à Bélel, Djoulde Gadai serait né en 1928 à Ndouwar dans l'actuelle commune de Ngan-Ha et décédé à Bélel en 2018. Ayant servi tour à tour dans le harem pendant son jeune âge, par la suite dans les plantations, puis chef des esclaves, pour finir par être affranchi. Après de longues années au service de son maître, Djoulde Gadai accède à la liberté à la suite d'un affranchissement involontaire. Le neveu du maître ayant répudié sa femme, ne pouvant la reprendre selon la législation islamique qu'après avoir posé un acte expiatoire (donner l'aumône à soixante-dix familles pauvres, jeûner deux mois consécutifs ou affranchir un esclave), il choisira la libération de Djoulde Gadai. Bien qu'ayant acquis sa liberté, son statut ne semble pas avoir véritablement évolué vis-à-vis de la société. Ce travail a été réalisé grâce à la combinaison des sources écrites, des enquêtes orales auprès des personnes ressources qui se rapportent à la thématique, ainsi que des ressources audiovisuelles.

Djoulde Gadai: a freed slave in Belel (Adamaoua-Cameroon), 1928- 2018

The purpose of this paper is to present the biography of a freed slave. Djoulde Gadai will serve as a case study. A descendant of a Fulani slave who settled in Belel, Djoulde Gadai was born in 1928 in Ndouwar in the current commune of Ngan-Ha and died in Belel in 2018. Having served in turn in the harem at a young age, then in the plantations, then as head of the slaves, to finally be freed. After many years in the service of his master, Djoulde Gadai became free as a result of an involuntary emancipation. The nephew of the master having repudiated his wife, he could only take her back according to Islamic law after having performed an expiatory act (giving alms to seventy poor families, fasting for two consecutive months or freeing a slave). Although he gained his freedom, his status does not seem to have really changed with respect to society. This work was

carried out thanks to a combination of written sources, oral inquiries with resource persons related to the theme, and audiovisual resources.

Panel 13. Jeune recherche / Upcoming Research

Modération / Chair : Benedetta Rossi, University College London, United Kingdom

Michel Zoah Ottou, Université de Yaoundé I, Cameroun

Et si la notion de Sekher Ankh « prisonnier de guerre » dissimulait le statut ambivalent d'esclave en Egypte pharaonique ? Epistémologie de la perception statocratique de l'étranger captif durant la IV^e dynastie

En quatre millénaires de règne incomparablement génératif, la civilisation égypto-pharaonique ayant eu ses heures de gloire et de décomposition politique et sociale, a réussi durant l'Antiquité à rentrer simultanément aussi bien dans l'ère de la mémoire collective écrite que dans l'ère de la monumentalité des édifices de pierres. Ces édifices de pierre qui abritèrent la manifestation du divin sur la terre, prirent pour la plupart d'entre eux (Pyramides de Khoufou, Khaefrê et Menkaourê) la tournure d'un projet national de grande envergure. Seulement c'était sans compter que la construction de ces monuments "voués à l'exaltation de la fonction royale et de son caractère divin" (Goyon, 1998 : 32), et dont la durée s'étendait souvent sur "vingt années de travail" (Edwards, 1967 : 323) comme celui de Khéops, nécessitait absolument une mobilisation massive de travailleurs qualifiés et non qualifiés. Il est évident que le recrutement d'une main d'œuvre exclusivement locale n'aurait pas permis aux souverains de la IV^e dynastie, de mener efficacement jusqu'à son terminus la réalisation de constructions si fantasmagoriques. C'est la raison pour laquelle, afin de conjurer l'absence tant des matières premières (comme l'or et le bois de cèdre) que de ressources humaines si vitales pour l'accomplissement desdits projets, le souverain Snéfru, illustre fondateur de la IV^e dynastie, c'est-à-dire celle avec laquelle se matérialisa progressivement "l'Empire de pierre" (Zahi Hawass, 2004 : 37), élaborait avec acuité une politique expansionniste orientée vers les territoires méridionaux de l'Egypte, en l'occurrence la Nubie. Toutefois durant ses multiples expéditions militaires nubiennes à caractère préventif, le fondateur de la IV^e dynastie suivant la Pierre de Palerme (en tant que document archéologique de première importance), fit plus de deux millions de prisonniers de guerre auxquels s'ajouta incidemment un grand nombre de cheptels. Dès lors, si la main d'œuvre en Egypte comme l'affirme Menu, était essentiellement composée "d'étrangers captifs, immigrés volontaires, populations déplacées" (Menu, 2004 : 339), quel a été juridiquement parlant le statut accordé aux prisonniers de guerre à une période particulièrement psychédélique en termes d'innovations en génie civil ? Quels furent les traitements qui leur étaient réservés ? avaient-ils des droits comme d'autres composantes sociologiques rentrant dans la catégorisation de la main d'œuvre en Egypte ?

L'objectif de cette réflexion est d'analyser méthodiquement dans la complexification de l'économie-politique égyptienne durant l'Ère des pyramides, la perception étatique des captifs de guerre comme une force de production économique cumulative certes, mais incontournable dans la prospérité de la politique économique en général, et architectonique en particulier de la IV^e dynastie. Par ailleurs nous voulons présenter la singularité de cette catégorie de travailleurs en montrant comment l'absence juridiquement parlant, d'un protocole formel de normes (à cette période) régulant les peines et châtiments corporels, ainsi que toutes autres formes de sanctions infligées aux travailleurs captifs en cas d'infractions, devint en réalité le cadre de développement d'une informalité de normativités laissée à la discrétion du directeur des travaux. Celui-ci s'en référait théoriquement alors à la Maât en tant qu'idéologie politique "stabilisatrice" (Assman, 1989 : 33) et porteuse d'équilibre, qui réglementait assurément les conditions de travail des personnes inscrites juridiquement dans le registre amphigourique de la sujétion. Et dans cette perspective d'intelligibilisation de la notion de seker ankh, il va s'agir à partir d'une approche diachronique, d'investiguer

sur quelques colonnes hiéroglyphiques de la Pierre de Palerme surtout et du papyrus Harris I complémentaiement.

What if the concept of Sekher Ankh "war prisoner" dissimulated the dual status of slave in the Egypt of the Pharaohs? Epistemology of the statocratic perception of the foreing captive during the 4th dynasty

In four millennia of incomparably generous reign, the Egyptian-Pharaonic civilisation, which had its hours of glory and its political and social decay, succeeded during Antiquity in entering simultaneously the era of the written collective memory as well as the era of the monumentality of stone edifices. These stone edifices, which housed the manifestation of the divine on earth, took for most of them (the Pyramids of Khufu, Khaefre and Menkaure) the shape of a large-scale national project. However, this was without taking into account that the construction of these monuments "dedicated to the exaltation of the royal function and its divine character" (Goyon, 1998: 32), which often lasted "twenty years of work" (Edwards, 1967: 323), like that of Cheops, absolutely required a massive mobilisation of skilled and unskilled workers. It is obvious that the recruitment of an exclusively local workforce would not have allowed the rulers of the Fourth Dynasty to efficiently carry out such phantasmagorical constructions to their conclusion. This is the reason why, in order to ward off the absence of both raw materials (such as gold and cedar wood) and human resources so vital for the accomplishment of the said projects, the ruler Snufu, illustrious founder of the Fourth Dynasty, that is to say, the one with which the "Stone Empire" progressively materialised (Zahi Hawass, 2004 : 37), acutely elaborated an expansionist policy oriented towards the southern territories of Egypt, in this case Nubia. However, during his multiple preventive military expeditions to Nubia, the founder of the Fourth Dynasty, following the Palermo Stone (as an archaeological document of primary importance), took more than two million prisoners of war, to which a large number of livestock were incidentally added. Therefore, if the workforce in Egypt, as Menu states, was essentially composed of 'foreign captives, voluntary immigrants, displaced populations' (Menu, 2004: 339), what was the legal status granted to prisoners of war at a particularly psychedelic period in terms of civil engineering innovations? Did they have rights like other sociological components of the Egyptian labour force?

The aim of this reflection is to methodically analyse, during the complexification of the Egyptian political economy during the Pyramid Era, the state's perception of war captives as a cumulative economic production force, but one that was unavoidable in the prosperity of the economic policy in general, and the architectural policy in particular, of the Fourth Dynasty. Furthermore, we want to present the singularity of this category of workers by showing how the absence, legally speaking, of a formal protocol of norms (at that time) regulating corporal punishment and penalties, as well as all other forms of sanctions inflicted on captive workers in case of offences, actually became the framework for the development of an informality of normativities left to the discretion of the director of the works. He theoretically referred to the Maât as a 'stabilizing' political ideology (Assman, 1989: 33) and as the bearer of equilibrium, which certainly regulated the working conditions of those legally inscribed in the tangled register of subjection. And in this perspective of explanation of the notion of seker ankh, some hieroglyphic columns of the Palermo Stone in particular and of the Harris I papyrus in addition will be discussed with a diachronic approach.

Balkissou Halbo, University of Maroua, Cameroun

L'esclavage des femmes dans le sultanat du Wandala

Le sultanat du wandala représente le lieu de mémoire des captures des esclaves femmes. Ce thème met en exergue la marginalisation de la femme dans la société, particulièrement celle des " mandara". En effet, cette

forme de pratique est matérialisée par les traitements inhumains envers les servantes et concubines présentes dans le sultanat sous la tutelle du roi communément appelé "Mai". Les lieux ou sites de l'esclavage sont situés, entre autres, dans l'enceinte du sultanat, à savoir les quartiers des servantes, des concubines, voir même des femmes légitimes du Mai. On note également les monts Mandara car ces montagnes étaient les lieux par excellence de ravitaillement des esclaves. Au sortir de tout ce qui précède, on note que l'esclavage dans le sultanat du Wandala se caractérise par la présence des servantes et concubines qui subissent toutes formes de sévices corporels mais surtout mentaux et psychologiques. C'est pour ce fait qu'on assiste à la commémoration, au souvenir de ces pratiques qui continuent de nos jours, d'où la nécessité de faire appel à la concrétisation des lieux de mémoires pour l'esclavage.

Enslaved women in the sultanate of Wandala

The sultanate of Wandala represents the place of memory of the captive female slaves. This theme highlights the marginalisation of women in the society, particularly that of the "mandara". Indeed, this form of practice is materialized by the inhuman treatment towards the servants and concubines present in the sultanate under the tutelage of the king commonly known as "Mai". The places or sites of slavery are located among others within the enclosure of the sultanate, namely the quarters of servants, concubines or even legitimate wives of the Mai. Also, we can note the Mandara mountains because these mountains were the main place for supplying slaves. It is eventually noted that slavery in the Sultanate of Wandala is characterized by the presence of servants and concubines who suffered all forms of physical, and especially mental and psychological abuses. That is why we attend the commemoration, the memory of its practices which continues until now, hence the need to call for the concretization of places of memory for slavery.

Janvier Guidang-Tchibani, University of Maroua, Cameroun

L'esclavage dans le Wandala (XVIIIe-XXIe siècle)

Le royaume Wandala ou mandara est l'un des royaumes les plus anciennement constitués au sud du lac Tchad. Avec le Bornou et le Baguirmi, il domine la région avant l'invasion des foubé au XIXe siècle. Son hégémonie s'étend dans tout le Djamaré actuel Diamaré (Maroua, Mindif et une partie de Kaélé) jusqu'au Mayo-Kebi en pays Moundang si l'on s'en tient à la carte réalisée par Eldridge Mohammadou dans son ouvrage publié en 1982. Par ailleurs, toute la partie du massif du Mandara est peu ou prou sous le contrôle du Mandara jusqu'au niveau de l'actuel Mokolo. C'est dans cette zone et sur cette sphère d'influence que les Mandara ont mené leurs opérations esclavagistes. Des villages et des marchés d'esclaves (Mora, Pivou, Kourgui, Kouyapé, Gangawa) témoignent de la réalité de la pratique de l'esclavage. Les Wandala ont fait de l'islam un moyen de conquête, d'expansion et de fondement de l'idéologie esclavagiste. Toutefois, les souverains du Wandala se sont basés sur des raisons politico-hégémoniques et socio-économiques, pour justifier la chasse à l'homme. Les esclaves étaient capturés en territoires païens. Une fois acquis, ils occupaient des fonctions allant des plus méprisables besognes aux plus prestigieuses. À travers différentes sources collectées, nous analysons l'origine, le fondement et la pratique de l'esclavage dans le Wandala. À cet effet, nous allons orienter notre travail en trois articulations. Dans la première articulation, il s'agit de faire un bref aperçu historique sur le royaume Wandala. En effet, nous allons nous attarder sur quelques aspects de l'histoire de ce royaume. S'agissant de ses origines, il faut noter que ceux-ci ne sont pas établis avec certitudes car différentes thèses se distinguent à ce sujet. La formation du royaume fut l'aboutissement de deux phases, allant de la phase tribale et clanique, du regroupement des cités jusqu'à l'avènement du royaume. Dans la deuxième articulation, nous allons appréhender l'idéologie et les mobiles ayant contribué

à la chasse à l'homme. Parmi ces mobiles, figure en bonne place l'argument politico hégémonique notamment avec le désir des souverains d'étendre leur espace vital et le besoin de sécurité. Au sujet de l'argument socio-économique, les esclaves étaient recherchés pour les rôles qu'ils jouaient dans la société et l'économie de ce royaume reposait sur le commerce des esclaves. La dernière articulation quant à elle va aborder l'héritage de l'esclavage et les mémoires dans le royaume Wandala. En effet, à travers une approche empirique il ressort que l'esclavage est encore d'actualité au regard des préjugés, des discriminations et des mentalités qui n'ont guère changé au sujet de l'esclave et des descendants d'esclaves.

Slavery in the Wandala

The Wandala or Mandara Kingdom is one of the oldest established kingdoms in the south of Lake Chad. Along with Bornu and Baguirmi, it dominated the region before the Fulbe invasion in the 19th century. Its hegemony extended throughout the Djamaré, current Diamaré (Maroua, Mindif and part of Kaélé) to Mayo-Kebi in Moundang country, according to the map produced by Eldridge Mohammadou and published in 1982. In addition, all the parts of the massif of Mandara are more or less under the control of Mandara up to the level of the current Mokolo. It was in this area and sphere of influence that the Mandara conducted their slave operations. Villages and slave markets (Mora, Pivou, Kourgui, Kouyapé, Gangawa) bear witness to the reality of the practice of slavery. The Wandalas have made Islam a means of conquest, expansion and the foundation of slave ideology. However, the rulers of Wandala have relied on politico-hegemonic and socio-economic reasons to justify the manhunt. Slaves were captured in pagan territories. Once acquired, they occupied positions ranging from the most despicable jobs to the most prestigious. Through different sources collected, the origin, basis and practice of slavery in Wandala are discussed. To this end, we are going to orient our work in three articulations. In the first articulation, we give a brief historical overview of the Wandala kingdom. Indeed, we will focus on some aspects of the history of this kingdom. Regarding its origins, it should be noted that these are not established with certainty because of several divergent theories. Its formation was the culmination of two phases, ranging from the tribal and clan phase, from the regrouping of cities until the advent of the kingdom. In the second articulation, we will understand the ideology and the motives that contributed to the manhunt. Among these motives, the politico-hegemonic argument figures prominently, in particular with the desire of the sovereigns to extend their living space and the need for security. Turning to the socio-economic argument, slaves were sought after for the roles they played in society, and the economy of that kingdom was based on the slave trade. The final articulation will address the legacy of slavery and memories in the Wandala kingdom. Indeed, through an empirical approach it emerges that slavery is still relevant with regard to prejudices, discriminations and mentalities which have hardly changed about the slaves and the descendants of slaves.

Roukayatou Hamadou Hayatou, University of Maroua, Cameroun

Esclaves et serviteurs dans les Lamidats de Bibémi et de Tchéboa au Nord Cameroun : identités, perceptions et héritages

La présente communication se propose de faire le portrait-robot des esclaves et des serviteurs dans les Lamidats de Bibémi et de Tchéboa au Nord-Cameroun, afin de pouvoir déterminer la frontière sociale qui existe entre les autres et eux. Son objectif est d'aider à comprendre la structuration des rapports sociaux dans ces deux chefferies au sein desquelles la référence au statut des uns et des autres continue d'impacter le quotidien des individus. Il s'agit de présenter les caractéristiques communes aux esclaves et aux serviteurs, et de décrypter les rapports complexes qu'ils entretiennent entre eux d'une part, et avec les autres

populations d'autre part. Ceci passe par l'analyse de la manière dont ils se considèrent eux-mêmes, comment est-ce qu'ils considèrent les autres, et comment ces derniers les considèrent. Cette réalité est appréhendée sous le prisme des paroles et des actes. Elle est présentée sous forme de témoignages que nous avons collectés sur le terrain par le biais d'enquêtes orales, et aussi de données tirées des archives que nous avons consultées dans ces chefferies.

Slaves and servants in the Lamidats of Bibemi and Tcheboa in the northern Cameroon: Identities, perceptions and legacies

This communication suggests making the composite portrait of slaves and servants in the Lamidates of Bibemi and Tcheboa in Northern Cameroon, in order to determine the social borders that exists between the others and them. Its objective is to help understand the structure of social relations in these two chiefdoms in which the reference to the status of each other continues to impact the daily lives of individuals. It is a question of presenting their common characteristics to slaves and servants, and of deciphering the complex relationships that they maintain between themselves on the one hand, and with other populations on the other. This involves analyzing how they see themselves, how they see others, and how the latter see them. This reality is apprehended through the prism of words and deeds. It is presented in a form of testimonies that we have collected during the fieldwork via oral surveys, and also data from the archives of these two chiefdoms that we have consulted.

Fousseini Diabate, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, Mali

L'esclavage par ascendance au Mali : cas du milieu soninké et tamashek

Depuis des siècles, l'esclavage par ascendance persiste dans la communauté soninké et tamashek du Mali. À cet effet, les descendants d'anciennes victimes de l'esclavage subissent des atrocités, de violation grave à leur dignité et à leur intégrité physique, puisque, ces victimes s'opposent à la pratique dite coutumière à travers la mobilisation et le mouvement anti-esclavagiste, au Mali et partout ailleurs. Ainsi, dans le milieu soninké, toute victime qui refuse d'être ou d'être appelée esclave est discriminée, stigmatisée et de même forcée à quitter le village sous peine de répression collective. Au contraire, en milieu tamashek, les victimes sont formellement intégrées à la communauté. Mais, cette intégration n'est pas exhaustive car les victimes sont appelées sous la codification de l'appellation « frère ». Cette communication s'interroge sur la différence entre les pratiques de l'esclavage au nord et à l'ouest du Mali. En se fondant sur une méthodologie socio-anthropologique, historique et juridique. Nous allons démontrer dans une première partie l'organisation sociale comme facteur de l'esclavage par ascendance à laquelle les victimes sont assiégés socio-culturellement au sein des communautés. Dans une seconde partie nous étudierons les moyens de l'éradication de l'esclavage par ascendance, que l'Etat doit assumer. Ce dernier doit également garantir les principes sacro-saints des droits de l'homme. Ce qui aboutit à l'effectivité de la mise en œuvre des instruments juridiques (nationaux et internationaux) garantissant l'égalité, la liberté et la dignité de tous les citoyens lambda au Mali et partout en Afrique.

Slavery by Descent in Mali: Case of the Soninke and Tamashek Environments

For centuries, slavery by descent has persisted in the Soninke and Tamashek community of Mali. To this end, the descendants of former victims of slavery suffered atrocities, serious violations of their dignity and physical integrity. Since these victims oppose the so-called customary practice through the mobilization and the anti-slavery movement in Mali and everywhere else. Thus, in the Soninke environment, any victim who refuses to

be or to be called a slave is discriminated against, stigmatized and even forced to leave the village fearing collective repression. In contrast, in the Tamashek milieu, the victims are formally integrated into the community. But this integration is not exhaustive because the victims are called under the codification of the name "brother". Our communication questions the difference between the practices of slavery in the north and west of Mali. Based on a socio-anthropological, historical and legal methodology, we will demonstrate in a first part the social organization as a factor of slavery by descent to which the victims are socio-culturally besieged within the communities and in a second part the means of the eradication of slavery by descent. The State must assume this eradication and guarantee the sacrosanct principles of human rights. This leads to the effectiveness of the implementation of legal instruments (national and international) guaranteeing the equality, freedom and dignity of all citizens in Mali and everywhere in Africa.

Panel 14. Statuts sociaux & Citoyenneté III / Social status & citizenship III

Modération / Chair : Willybroad Dze-Ngwa, Université de Yaoundé I, Cameroun

Rafaël Thiébaud, Musée du Quai Branly – Jacques Chirac, France

Esclavage & traite des esclaves à Madagascar (XVIIe-XVIIIe siècles)

L'esclavage et la traite des esclaves à Madagascar sont étroitement liés, mais comment la demande croissante de la traite négrière européenne a exactement changé l'esclavage sur la Grande Ile reste inconnue. Des données quantitatives sur cette traite négrière sont nécessaires pour mieux évaluer ses conséquences. Cette communication présentera l'impact de la traite négrière européenne sur la vulnérabilité des Malgaches à être réduits en esclavage aux XVIIe et XVIIIe siècles. Grâce à des sources européennes sur l'esclavage à Madagascar et surtout la création d'une base de données sur la traite négrière à Madagascar, je présenterai les changements sociaux qui ont bouleversé la société malgache durant cette période.

Slavery & slave trade in Madagascar (17th-18th centuries)

Slavery and the slave trade in Madagascar are closely linked, but how the increasing demand of the European slave trade exactly changed slavery on the Big Island remains unknown. Quantitative data on this slave trade is necessary to better evaluate its consequences. This communication will present the impact of the European slave trade on the vulnerability of Malagasy people to enslavement during the 17th & 18th centuries. Thanks to European sources on slavery in Madagascar and especially the creation of a database on the slave trade in Madagascar, I will present the social changes that upset the Malagasy society during this period.

Julio Machele, Université Eduardo Mondlane, Mozambique

Ethnic legacies of slave trade in Mozambique

The slave trade in the territory that came to be modern Mozambique took advantage, in part, of the differences, tensions and ethnic hostilities that defined the places of origin of the slaves as well as the slavers. For example, the Yao, along the Lake Niassa valley, became notorious as slave traders from the hinterland to the coast including Macua captives, a population that terrified all who owned slaves, whether they were traffickers, traders, or simple residents. These ethnic tensions, which were partly exacerbated by the slave trade, were exploited in pacification campaigns and during colonial administration. Although the liberation struggle and independence sought to "kill the tribe", tensions forged in the past came to the surface, but reinterpreted and re-elaborated in the form of new loyalties to the new rebel movement, to later political parties and to current terrorists in the north of the country. The aim of this paper is to contribute to the understanding of the legacy of the slave trade under the prism of ethnicity with a focus on Northern Mozambique. I argue that the ethnic tensions explored during the slave trade were being reused, reinterpreted and re-elaborated in the modern history of Mozambique. The paper is based on existing sources in the archives of the Historical Archives of Mozambique, interviews, secondary sources and personal observations. The paper is situated within the social sciences and will privilege the comparative historical method.

Héritages ethniques et traite des esclaves au Mozambique

La traite des esclaves sur le territoire qui est devenu le Mozambique moderne a en partie tiré avantage des différences, des tensions et des hostilités ethniques qui définissaient les lieux d'origine des esclaves et des esclavagistes. Par exemple, les Yao, le long de la vallée du lac Niassa, se sont fait connaître en tant que trafiquants d'esclaves de l'arrière-pays à la côte; ainsi que les captifs Macua, une population qui terrifiait tous ceux qui possédaient des esclaves, qu'ils soient trafiquants, commerçants ou simples résidents. Ces tensions ethniques, en partie exacerbées par la traite des esclaves, ont été exploitées lors des campagnes de pacification et sous l'administration coloniale. Même si la lutte pour la libération et l'indépendance ont cherché à "tuer la tribu", les tensions forgées dans le passé sont remontées à la surface, mais réinterprétées et recréées sous la forme de nouvelles loyautés envers le nouveau mouvement rebelle, les partis politiques ultérieurs et les terroristes actuels dans le nord du pays. L'objectif de cet article est de contribuer à la compréhension de l'héritage de la traite des esclaves sous le prisme de l'ethnicité, en se concentrant sur le nord du Mozambique. Je soutiens que les tensions ethniques explorées pendant la traite des esclaves ont été réutilisées, réinterprétées et réélaborées dans l'histoire moderne du Mozambique. L'article est basé sur des sources existantes dans les Archives historiques du Mozambique, des entretiens, des sources secondaires et des observations personnelles. L'article se situe dans le cadre des sciences sociales et privilégie la méthode historique comparative.

Nkwiir Marina Mungfub, University of Buea, Cameroon

Historically migrant workers in the coastal region of Cameroon. Slave descendants between ideological hegemony and political powerlessness

This paper analyses the endogenous discriminatory perceptions to the Anglophone ethnic entity of Cameroon, where certain populations of the South-West, historically associated with the intermediation function between the coast and the Grassfields region in the Atlantic human traffic, represent their fellow citizens of the North-West region as descendants of slaves and therefore unfit for political leadership. The settlement of the coastal area of the South West region, historically made up of endogenous population groups and a diversity of migrant workers, mainly from the mountains of the West and North Cameroon, has been the subject of an ideological conflict for several decades, in which the natives of the North West have been discriminated against in terms of integration into the socio-political and political structures of the South West, whether at the community or the Anglophone ethnic level. Despite their spatial and economic investment, their demographic strength and the establishment of an established intellectual leadership, these North-Westerners continue to suffer from ostracism. Analyzing this inter-community relationship through the double prism of political and cultural considerations, this study attempts to highlight the basis for the paradoxical situation of a community group which, despite its dominant social position, remains voiceless in the socio-political and political sphere. Based on the method of engaged observation, as an Anglophone living in the South-West, and interacting with members of different communities, this study was conducted through interviews with about thirty Anglophones specifically from the South-West region. It postulates that the difficulty in creating an Anglophone political consensus, initially interpreted in previous studies as political manipulation by the central government, as well as the difficulty in integrating populations originating from the North-West into the socio-political structures of the South-West, resides in the persistence of the stigma attached to the slave trade, due to the presumed consubstantiality between their origins and the image of servile status that these populations carry.

Travailleurs migrants dans la région côtière du Cameroun. Les descendants d'esclaves entre hégémonie idéologique et impuissance politique

Ce papier analyse les perceptions discriminatoires endogènes à l'entité ethnique anglophone du Cameroun, où certaines populations du Sud-Ouest, historiquement associées à la fonction d'intermédiation entre la côte et la région des Grassfields dans le trafic humain atlantique, se représentent leurs concitoyens de la région du Nord-Ouest, comme descendants d'esclaves et par ricochet inaptes au leadership politique. Le peuplement de la zone côtière de la région du sud-ouest, historiquement constituée des souches de populations endogènes et d'une diversité des travailleurs migrants majoritairement issus des montagnes de l'Ouest et du Nord-Cameroun, est depuis plusieurs décennies l'objet d'un conflit idéologique où les originaires du Nord-Ouest sont victimes d'une discrimination en matière d'intégration dans les structures socio-politiques et politiques, que ce soit à l'échelle locale ou ethnique anglophone. En dépit de leur investissement spatial et économique, leur poids démographique et un leadership intellectuel reconnu, ces populations originaires du Nord-Ouest continuent de souffrir d'ostracisme. Analysant cette relation intercommunautaire sous le double prisme des considérations politiques et culturelles, cette étude tente de mettre en évidence les fondements de la situation paradoxale d'un groupe communautaire qui, en dépit de sa position sociale dominante, reste sans voix dans la sphère sociopolitique et politique. Fondée sur la méthode de l'observation engagée, en tant qu'anglophone vivant au Sud-Ouest et interagissant avec les membres des différentes communautés, cette étude a été conduite par le biais des entretiens avec une trentaine d'anglophones originaires spécifiquement de la région du Sud-Ouest. Elle postule que la difficulté à créer un consensus politique anglophone, initialement interprété dans les études antérieures comme étant la manipulation politique du pouvoir central, autant que la difficulté d'intégration dans les structures socio-politiques du Sud-Ouest des populations originaires du Nord-ouest, réside dans la persistance de stigmates liés au commerce des esclaves, du fait de cette consubstantialité présumée entre leurs origines et l'image du statut servile que ces populations subissent.

Sylvain Mbohou, Université de Dschang, Cameroun

Mobilité statutaire et déni de citoyenneté pour les descendants d'esclaves : cas du Royaume Bamum et du Lamidat de Banyo au Cameroun, XIXe-XXe siècles

Les pratiques esclavagistes ne sont pas étrangères à l'Afrique. Les traites exportatrices des Africains vers les terres de l'Islam (entre le VIIe et le XXe siècle) et les Amériques (du XVe au XIXe siècle) marquèrent un tournant décisif dans l'histoire de l'Afrique noire en général et celle du Cameroun avec le Royaume Bamum et le Lamidat de Banyo en particulier. Dans ce commerce, l'Afrique représentait la périphérie du système animé par les Européens et les Arabo-musulmans. Dans ce projet d'article, il est question d'interroger les ressorts de la mobilité statutaire des descendants d'esclaves dans le Royaume Bamum et dans le Lamidat de Banyo afin d'établir le lien avec certaines pratiques socioculturelles qui y sont observées depuis l'abolition de la traite et l'esclavage. L'objectif visé est de montrer que malgré l'abolition de la traite et de l'esclavage, les descendants d'esclaves sont victimes de certaines pesanteurs socio-culturelles des sociétés bamum et peules qui portent atteinte à certains de leurs droits, laissant entrevoir la rémanence et le camouflage des pratiques serviles ou esclavagistes qu'on croyait d'une autre époque. Cette étude s'appuie sur une variété de sources (écrites, archivistiques, orales, webographiques et iconographiques). Partant d'une observation empirique, nous avons opté pour une approche systémique et comparatiste avec comme réceptacle la théorie de la mobilité sociale. Il en ressort que l'abolition de la traite en 1815 et celle de l'esclavage en 1848 ne permettaient pas l'extinction définitives de la traite et des pratiques esclavagistes. Au Cameroun, les

efforts des différentes administrations coloniales européennes doublés des actions (de résistance) des esclaves eux-mêmes ainsi que l'accession à l'indépendance des pays africains dans les années 1960 ont porté un sérieux coup à l'esclavage et à la traite négrière. Cependant, les pesanteurs socio-culturelles des sociétés post-esclavagistes comme celles observées dans le Royaume Bamum et le Lamidat de Banyo constituent des marqueurs identitaires pour les esclaves affranchis ou leurs descendants. Ce qui soulève le problème de la citoyenneté et du respect des droits de l'Homme en contexte républicain.

Statutory mobility and denial of citizenship for descendants of slaves: the case of the Bamum Kingdom and of the lamidat of Banyo in Cameroon, 19th-20th centuries.

Slavery practices are not foreign to Africa. The export trades of Africans to the lands of Islam (between the 7th and the 20th c.) and the Americas (from the 15th to the 19th c.) marked a decisive turning point in the history of black Africa in general and that of Cameroon, in particular for the Bamum Kingdom and the Lamidat of Banyo. In this trade, Africa represented the periphery of the system led by Europeans and Arab Muslims. In this project of article, the sources of the statutory mobility of the descendants of slaves in the Bamum Kingdom and in the Lamidat of Banyo will be discussed in order to establish the link with some socio-cultural practices observed there since the abolition of the slave trade and slavery. The goal here is to show that despite the abolition of the slave trade and slavery, the descendants of slaves are victims of some socio-cultural constraints of Bamum and Fulani societies which violate some of their rights, suggesting the persistence and camouflage of servile or slavery practices that were believed to be from another era. This study draws on a variety of sources (written, archival, oral, webographic and iconographic). Starting from an empirical observation, we opted for a systemic and comparative approach with as receptacle, the theory of social mobility. It appears that the abolition of the 1815 slave trade and that of slavery in 1848 did not put an end to the slave trade and slavery practices. In Cameroon, the efforts of the various European colonial administrations coupled with the actions (resistance) of the slaves themselves as well as the accession to independence of African countries in the 1960s gave a serious blow to slavery and to the slave trade. However, the socio-cultural constraints of post-slavery societies such as those observed in the Bamum Kingdom and the Lamidat of Banyo constitute identity markers for freed slaves or their descendants. This raises the issue of citizenship and respect for human rights in a republican context.

Panel 15. Questions contemporaines / Contemporary questions

Modération / Chair : Virginie Wanyaka, Université de Yaoundé I, Cameroun

Alain Abondo, Université de Yaoundé I, Cameroun

Les Organisations de la Société Civile (OSC) face aux phénomènes de traite et de trafic des personnes au Cameroun : contribution de l'Association des Femmes et filles de L'Adamaoua (AFFADA) dans la lutte contre la traite et le trafic des personnes

Plusieurs types d'organisations à l'instar des partis politiques, des syndicats, des coopératives, des organisations intergouvernementales (OIG) et des organisations non gouvernementales (ONG) contribuent à l'animation de divers secteurs de la vie des pays à travers le monde. C'est notamment le cas des organisations de la Société civile (OSC) qui occupent une place de choix dans la gouvernance nationale et internationale. En travaillant aux côtés des institutions nationales et internationales, elles contribuent à la lutte contre les fléaux en promouvant certaines valeurs. Régie par la loi du 19/12/1990 relative aux associations et partis politiques et reconnue par l'administration publique par le récépissé N° 0087/RDA/J06/BAPP du 04 mai 2000 de la Préfecture de Mfoundi à Yaoundé, l'ONG dénommée Association des Femmes et filles de L'Adamaoua (AFFADA) œuvre pour l'émancipation de la jeune fille et de la femme des régions septentrionales du Cameroun par la dénonciation et la lutte pour l'élimination/éradication des pratiques sociales, culturelles et communautaires néfastes/nocives à l'égard de la jeune fille et de la femme. A la faveur de la mise en œuvre en 2010-2011, d'un projet de lutte contre les Mutilations Génitales féminines dans le Nord-Cameroun, l'AFFADA a fait le constat amer et odieux de l'existence, en 2012, des esclaves/servants dans les cours des chefferies traditionnelles peuhles du Cameroun. L'objectif de cette communication est de présenter la contribution de l'AFFADA à la lutte contre la traite des personnes au Cameroun en général et dans les régions septentrionales du pays en particulier. Ainsi, quelles ont été les actions menées par l'AFFADA en matière de lutte contre la traite et le trafic des personnes au Cameroun de manière générale et dans les régions septentrionales du pays en particulier? Pour y parvenir, nous avons exploité les données collectées à travers les enquêtes de terrain menées entre 2014 et 2015 dans les lamidats de Tibati, Ngaoundéré et Maroua avec l'appui de certains enseignants de l'Université de Maroua, ainsi que l'exploitation des rapports de la Police camerounaise et de l'Organisation internationale des Migrations (OIM). Ces actions visaient la rupture de la chaîne d'offre et d'exploitation servile des personnes au service des chefs et des princes à travers la formation, l'instruction, l'éducation et l'information des enfants des servants tout en donnant une opportunité concrète d'émancipation aux femmes des servants par les activités génératrices de revenus localement porteuses. Aussi, pour attendre le grand public, l'AFFADA a réussi à organiser deux colloques nationaux (2014 et 2017) et un colloque international (2021) sur la traite et le trafic des personnes.

Civil Society Organizations (CSO) facing the phenomenon of human trafficking and smuggling in Cameroon: contribution of the Association des Femmes et filles de l'Adamaoua (AFFADA) (Association of the women and girls from the Adamoua) in the fight against human trade and trafficking

Several types of organisations such as political parties, unions, cooperatives, intergovernmental organisations (IGOs) and non-governmental organisations (NGOs) contribute to the animation of various sectors of the life of countries around the world. This is particularly the case of civil society organisations (CSOs) which occupy a prominent place in national and international governance. By working alongside

national and international institutions, they contribute to the fight against scourges by promoting certain values. Governed by the law of 19/12/1990 relating to associations and political parties and recognized by the public administration by the receipt N° 0087/ RDA / J06 / BAPP of 4 May 2000 from the Prefecture of Mfoundi in Yaoundé, the NGO called Association des Femmes et filles de L'Adamaoua (AFFADA) works for the emancipation of young girls and women in the northern regions of Cameroon by denouncing and fighting for the elimination / eradication of social, cultural and community practices harmful to young girls and women. Thanks to the implementation in 2010-2011 of a project to fight against Female Genital mutilation in North Cameroon, AFFADA made the bitter and odious observation of the existence, in 2012, of slaves/servants in the courts of traditional Fulani chiefdoms of Cameroon. The objective of this communication is to present AFFADA's contribution to the fight against trafficking in persons in Cameroon in general and in the northern regions of the country in particular. So what have been the actions taken by AFFADA in the fight against human trafficking and smuggling? To achieve this goal, we used the data collected through the field surveys carried out between 2014 and 2015, in particular in the lamidats of Tibati, Ngaoundéré and Maroua with the support of some teachers from the University of Maroua as well as the exploitation of reports from the Cameroonian Police and the International Organization for Migration (IOM). These actions aimed at breaking the chain of supply and servile exploitation of people in the service of chiefs and princes through the training, instruction, education and information of the children of servants while giving a concrete opportunity for the women of servants to emancipate through locally promising income-generating activities. Also, to await the general public, AFFADA has managed to organise two national conferences (2014 and 2017) and an international conference (2021) on the trafficking and smuggling of persons.

Willy Didié Foga Konefon, Université de Douala, Cameroun

Sur les routes de la Méditerranée : les migrants subsahariens face aux nouvelles formes d'esclavages en Libye. Témoignages et récits de vie des rapatriés camerounais.

Décliné sous maintes désignations au long de plusieurs siècles, l'esclavage est un phénomène social et culturel majeur qui a marqué le sceau de l'histoire des sociétés africaines. L'analyse de cette tendance lourde dans le champ discursif des historiens, sociologues, anthropologues, littéraires et juristes a été particulièrement confinée au commerce négrier des esclaves entre (ex-)colonies et (ex-)métropoles ; à la traite arabo-islamique ; aux *slaves stories* et ses corollaires comme la violence raciale, les tortures et les cruautés les plus inhumaines dans les plantations aux Amériques, dans l'océan indien et les Caraïbes. Pourtant, en observant de très près l'« anthropologie des mondes contemporains », l'un des événements historique qui a suscité tant de questionnements philosophique et politique sur notre capacité à habiter le monde, faire monde et être dans le monde mais faiblement analysés est le racisme nègre déguisé sous le manteau de la servilité et la servitude qu'ont vécu les migrants subsahariens en Lybie lors de leurs passages, transit ou refoulement des frontières de la Méditerranée en direction de l'Europe. Cette réflexion déchire le rideau sur les silences, les non-dits, l'indicible inhumanité de cette nouvelle forme d'esclavage à partir des témoignages oraux et récits de vies des rapatriés camerounais qui ont fait l'expérience de la circulation transsaharienne et du séjour carcéral en Lybie dans les années 2018-2019.

On the roads of the Mediterranean: sub-Saharan migrants facing new forms of slavery in Libya. Testimonies and life stories of Cameroonian returnees

Declined under many names over several centuries, slavery is a major social and cultural phenomenon that has marked the history of African societies. The analysis of this heavy trend in the discursive fields of historians, sociologists, anthropologists, writers and jurists has been particularly confined to the slave trade between (ex-)colonies and (ex-)metropoles, to the Arabic slave trade, to slave stories and their corollary, inhuman racial violence, tortures and cruelties on plantations in the Americas, the Indian Ocean and the Caribbean. However, by paying close attention to the "anthropology of contemporary worlds", one of the historical events that has raised so many philosophical and political questions about our capacity to inhabit the world, to make the world and to be in the world, but which has been poorly analysed, is the racism against Black people, disguised under the cloak of servility and servitude experienced by sub-Saharan migrants in Libya as they crossed, transited or were turned back at Europe's Mediterranean border. This reflection tears the curtain on the silences, the unsaid, the unspeakable inhumanity of this new form of slavery from the oral testimonies and life stories of Cameroonian returnees who have experienced the trans-Saharan circulation and Libya's jails in the years 2018-2019.

Melanie Horstead, University College London, Royaume-Uni

Formation ou traite ? Évolution des hiérarchies et migrations éducatives des talibés au Sénégal.

Au Sénégal, une forme particulière de migration d'enfants visant à poursuivre une formation religieuse est souvent désignée sous le nom de « phénomène talibé ». Environ 100 000 enfants talibés (étudiants coraniques) vivent dans la rue. Cet article suggère que si le récit ahistorique de la traite des enfants promu par certains acteurs politiques est trop simpliste et potentiellement trompeur, il est également vrai que le phénomène est profondément influencé par les séquelles de l'esclavage historique. J'examine le contexte culturel et historique de certaines des trajectoires talibés *Futanke* et analyse comment la structure sociale hiérarchique rigide du Fouta Tooro affecte la façon dont les talibés de statut social différent se déplacent. Mes résultats suggèrent que la compréhension des trajectoires éducatives des talibés nécessite la prise en compte des hiérarchies régionales. Les trajectoires des *talibe maccube* (d'ascendance servile) au Fouta Tooro sont plus précaires que celles des *jiyaa6e* (esclaves libérés) et des groupes libres. Non seulement certaines trajectoires (et modalités de formation) ne sont accessibles qu'aux talibés de rang supérieur, mais le recrutement des talibés peut influencer la réputation des maîtres coraniques et, vice-versa, le placement hiérarchique des maîtres peut influencer sur l'avancement des talibés. Ainsi, bien que, de manière générale, les voyages des talibés ne soient pas mieux compris comme des formes de traite des enfants, les logiques hiérarchiques qui les façonnent reproduisent des schémas de marginalisation de groupes qui sont encore collectivement classés comme descendants d'esclaves.

Training or Trafficking? Changing hierarchies and talibe educational migrations in Senegal

In Senegal a particular form of child migration aimed at pursuing religious training is often referred to as 'the talibe phenomenon'. Around 100,000 talibe children (Qur'anic students) live on the streets. This paper suggests that while the ahistorical child-trafficking narrative promoted by some policy driven actors is too simplistic and potentially misleading, it is also the case that the phenomenon is profoundly influenced by the legacies of historical slavery. I examine the cultural and historical context of certain well established talibe trajectories in Futanke regions of Senegal and analyse how the rigid hierarchical social structure of Fouta Tooro affects how talibe of different social status move. My findings suggest that understanding the educational trajectories of the talibe requires taking regional hierarchies into account. The trajectories of maccube talibe (of slave descent) in Fouta Tooro are more precarious than those of both jiyaa6e (liberated

slaves) and free groups. Not only are certain trajectories (and training arrangements) only accessible to higher-ranking talibe, but talibe recruitment can influence the reputation of Qur'ānic teachers and, vice-versa, the hierarchical placement of one's teacher can influence the intellectual and social advancement of the talibe. Thus although, in general, the talibe's travels are not best understood as forms of child-trafficking, the hierarchical logics that shape them reproduce patterns of marginalisation of groups that are still collectively classified as slave descendants.

Albert Jiotsa, Université de Yaoundé I, Cameroun

La traite des enfants dans la région de l'Est-Cameroun : formes, représentations et solutions alternatives

De nos jours, le phénomène de la traite des enfants ne se pose plus en termes de controverse autour de son existence ou non, mais en termes d'amélioration des connaissances et de renforcement des réponses académiques, institutionnelles et communautaires à y apporter. La traite des enfants renvoie, sans oublier l'élément moral, à un certain nombre d'éléments matériels, notamment le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'une personne mineure, à des fins d'exploitation multiforme. Sur la base d'une démarche méthodologique essentiellement qualitative et des entretiens semi-directifs, cette étude dégage quelques pistes permettant de comprendre concrètement le processus par lequel la plupart des enfants sont victimes du trafic et de la traite multiforme. De plus, elle propose une approche critique du discours global sur la représentation sociale de l'enfance. Pour ce faire, les théories de la sociohistoire et l'approche synchronique des faits permettent d'aboutir à des résultats probants suivants : la traite des enfants fait appel à des auteurs ou complices les plus insoupçonnés ; le recrutement de la main-d'œuvre infantile à des fins d'exploitation servile se fait de manière parfois forcée ; les pires formes de travail des enfants demeurent une triste réalité.

Child trafficking in East-Cameroon region: Forms, representations and alternative solutions

Nowadays, the phenomenon of child smuggling and trafficking no longer arises in terms of controversy around its existence or not, but in terms of improving knowledge and strengthening academic, institutional and community responses to it. Child trafficking refers, without forgetting the mental element, to a certain number of material elements, in particular the recruitment, transportation, transfer, harbouring or reception of a minor, for the purpose of multifaceted exploitation. Based on an essentially qualitative methodological approach and semi-structured interviews, this study identifies some avenues for concretely understanding the process by which most children are victims of trafficking and multifaceted trafficking. Moreover, it offers a critical approach to the global discourse on the social representation of childhood. To do this, the theories of sociohistory and the synchronic approach to facts lead to the following conclusive results: child trafficking calls on the most unsuspected perpetrators or accomplices; the recruitment of child labor for purposes of servile exploitation is sometimes done in a forced manner ; the worst forms of child labor remain a sad reality.

Panel 16. Sites de l'esclavage / Sites of slavery

Modération / Chair : Vijaya Teelock, University of Mauritius, Mauritius

Jean-Baptiste Nzogue, Université de Douala, Cameroun

Appropriation des sites de l'esclavage : de la nécessaire prise en compte du continuum historique dans la formation de la mémoire collective. Le cas de Bimbia

La découverte du site historique de Bimbia au début des années 2000 est venue raviver chez des Camerounais la mémoire de la traite négrière qui jusque-là était à peine injectée dans l'esprit des jeunes écoliers. Cette résurgence de la mémoire de l'esclavage a surtout été boostée par l'implication d'Afro-américains dans la recherche de leurs terres de départ. Le site de Bimbia, important point de contact entre des Européens et des populations de la côte camerounaise a été déserté, dit-on, à cause de la grippe espagnole qui en avait décimé les populations. Sa découverte près d'un siècle plus tard, se fait surtout dans un contexte où sont en train de se négocier de nouvelles relations interculturelles entre les peuples jadis impliqués dans ce trafic. Cependant, les vestiges de Bimbia qu'on a tendance à attribuer intégralement à la traite négrière traduisent plutôt une superposition d'histoires dont une prise en compte holistique peut contribuer à l'enrichissement de la mémoire nationale de l'esclavage, surtout si l'on y intègre son articulation aux évolutions historiques ultérieures. La présente contribution suggère donc d'appréhender Bimbia dans le continuum des rencontres entre les Européens et les Camerounais. Cette approche « d'histoire continue » dans la patrimonialisation des sites historiques densifiera sans doute le socle théorique du dialogue sur l'héritage et la mémoire de l'esclavage aujourd'hui.

Appropriating the sites of slavery: The Need to take into account the historical continuum in the formation of collective memory: the case of Bimbia

The discovery of Bimbia's historic site in the early 2000s has revived among Cameroonians the memory of the slave trade which until then had barely been injected into the minds of young schoolchildren. This recurrence of the memory of slavery was particularly boosted by the involvement of African-Americans who are in search of their origins. The site of Bimbia, an important area of encounter between Europeans and the populations of the Cameroon Coast was abandoned due to the Spanish flu which had decimated the populations. Its discovery almost a century later is taking place in a context where new intercultural relations are being negotiated between the people formerly involved in the slave trade. The remains of Bimbia that we tend to ascribe entirely to the slave trade rather reflect a superposition of layers of stories that can contribute to enriching the national memory of slavery, overall if we can articulate it to subsequent historical developments. This contribution suggests grasping Bimbia in the continuum of encounters between Europeans and Cameroonians. This approach of "continuous history" in the patrimonialization of historic sites will undoubtedly provide a broader theoretical base to the dialogue on the legacy and memory of slavery today.

Clovis Rodrigue Foutsop, Université de Dschang, Cameroun

Le Musée Communautaire de Bamendjinda ou la remémoration de l'esclavage dans une société traditionnelle africaine

Situé dans les hautes terres de l'Ouest du Cameroun, le Musée Communautaire de Bamendjinda a été construit dans le cadre du programme dénommé « La Route des Chefferies » qui vise le développement culturel, touristique et économique portant sur la préservation et la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel des chefferies traditionnelles bamiléké. Ce musée s'inscrit dans les politiques mémorielles qui visent à briser le silence autour des traites négrières et de l'esclavage telles que recommandées à Accra en 1995. Autrement dit, il s'agit de mettre toutes les stratégies en œuvre pour se remémorer la pratique esclavagiste afin de favoriser la cohésion sociale.

La réalisation d'un musée dont le thème est centré sur l'esclavage à Bamendjinda n'est pas anodine. Il s'agit d'une société dans laquelle l'esclavage coutumier a été pratiqué depuis sa fondation vers le XVI^{ème} siècle. Dès lors, cette communication examine la place de ce Musée Communautaire, notamment l'exposition sur « Arts, traditions, esclavage » dans la remémoration de la pratique de l'esclavage à Bamendjinda et ses contrées. Elle est faite à travers l'analyse des panneaux d'exposition au musée et des entretiens avec des visiteurs et auprès des populations locales. Elle aboutit à la conclusion selon laquelle Bamendjinda a été l'un des pôles de l'esclavage dans les Grassfields. Les objets et les sites liés à l'esclavage inventoriés ou recensés, documentés, préservés et revalorisés en vue de reconstituer les itinéraires de mémoire y participent au dialogue entre anciens maîtres et les esclaves ou leurs descendants. Etant donné que le tourisme et le patrimoine sont intimement liés, ce musée, à l'exemple de celui de Gorée, est et reste un véritable outil pédagogique pour informer les nouvelles générations sur ce passé douloureux.

The Bamendjinda Community Museum or the remembrance of slavery in a traditional African society

Located in the highlands of western Cameroon, the Bamendjinda Community Museum was built as part of the program called "La Route des Chefferies" which aims at cultural, tourist and economic development focusing on the preservation and enhancement of heritage, tangible and intangible culture of traditional Bamileke chiefdoms. This museum is part of the memorial policies which aim to break the silence around the slave trade and slavery as recommended in Accra in 1995. In other words, it is a matter of implementing all the strategies to remember the practice of slavery in order to promote social cohesion.

The creation of a museum with a theme centered on slavery in Bamendjinda is not trivial. This is a society in which customary slavery has been practiced since its founding in the 16th century. Therefore, this communication examines the place of this Community Museum, in particular the exhibition on "Arts, traditions, slavery" in the remembrance of the practice of slavery in Bamendjinda and its neighbouring regions. It is done through the analysis of the exhibition panels at the museum and interviews with visitors and local populations. It comes to the conclusion that Bamendjinda was one of the poles of slavery in the Grassfields. The objects and sites linked to slavery inventoried or counted, documented, preserved and upgraded with a view to reconstructing the routes of memory participate in the dialogue between former masters and slaves or their descendants. Since tourism and heritage are closely linked, this museum, like that of Goree, is and remains a real educational tool to inform new generations about this painful past.

Donald Betegne et Raphaël Batenguene Assil, Université de Douala, Cameroun

De la restauration et de la valorisation des sites esclavagistes au Cameroun : un devoir pour les générations futures

La présente étude s'inscrit dans l'axe thématique n° 3 (Enjeux patrimoniaux, musées et restitutions). Elle ambitionne d'analyser les politiques publiques mémorielles au Cameroun en général, celle concernant la

traite négrière et l'esclavage en particulier. Elle soulève le problème de la politique de restauration et de valorisation des sites esclavagistes au Cameroun et par conséquent, s'interroge sur les réelles motivations de l'Etat camerounais à restaurer et à valoriser les sites esclavagistes. Ainsi, elle formule comme hypothèse principale, que l'effectivité de la restauration et la valorisation des sites esclavagistes au Cameroun participe du devoir de mémoire de l'Etat envers les générations futures. Cette étude mobilise comme cadre théorique, la théorie institutionnaliste du choix rationnel. Celle-ci analyse l'existence des institutions et de leurs actions sous le prisme de la vision stratégique des acteurs qui interagissent en leur sein. Faisant recours à une abondante littérature et à une approche synchronique, cette étude s'articule autour de trois principaux axes. Le premier tente de faire ressortir les principaux enjeux liés à la restauration et à la valorisation, tandis que le second se focalise sur le cadre juridique et les acteurs du secteur. Enfin, le dernier tente de mettre en exergue les limites de cette politique de restauration et de valorisation des sites esclavagistes au Cameroun.

The restoration and enhancement of slave sites in Cameroon: a duty to remember for generations

This study falls within the scope of thematic area 3 (Heritage issues, museums and restitutions). It aims to analyse public policies on memory in Cameroon in general, and on the slave trade and slavery in particular. It raises the problem of the policy of restoration and enhancement of slave sites in Cameroon and consequently questions the real motivations of the Cameroonian State to restore and enhance slave sites. Thus, it formulates the main hypothesis that the effectiveness of the restoration and enhancement of slave sites in Cameroon is part of the State's duty of memory towards future generations. This study uses the institutionalist theory of rational choice as a theoretical framework. This theory analyses the existence of institutions and their actions through the prism of the strategic vision of the actors who interact within them. Drawing on an extensive literature and a synchronic approach, this study is structured around three main axes. The first attempts to highlight the main issues related to restoration and valorisation, while the second focuses on the legal framework and the actors in the sector. Finally, the last section attempts to highlight the limitations of this policy of restoration and enhancement of slave sites in Cameroon.

Jerry Michel, Université d'Etat d'Haïti, Haïti

Les habitations coloniales à l'épreuve des pratiques patrimoniales

Les habitations coloniales, lieux de mémoire matériels et symboliques, incarnent des conditions historiques originales, des héritages culturels divers ou encore des mémoires consensuelles et conflictuelles. Ces vestiges historiques du passé colonial, objets de l'industrie, cases d'habitations, espaces de production, lieux de travail, centres de tortures, connaissent différentes formes et logiques de patrimonialisation dans la société postcoloniale haïtienne. À partir d'une enquête de terrain, mobilisant des données historiques, ethnographiques et visuelles, autour d'une dizaine d'anciennes habitations coloniales patrimonialisées en lieux de mémoire de l'esclavage en Haïti, nous tenterons d'analyser les mémoires et les histoires que portent les productions patrimoniales de ces espaces coloniaux. Il s'agira d'étudier comment la muséification de ces « véritables réseaux de traces et d'empreintes de l'esclavage » et les discours généralement associés mettent en valeur ou invisibilisent les interrogations et les revendications quant aux relations sociales que ces espaces prétendent démontrer dans le sillage du postcolonialisme.

Colonial dwellings under the test of heritage practices

Colonial dwellings are material and symbolic sites of memory that embody original historical conditions, diverse cultural heritages or consensual and conflictual memories. These historical vestiges of the colonial

past, objects of industry, housing, production spaces, workplaces, torture centres, are experiencing different forms and logics of patrimonialization in Haitian postcolonial society. On the basis of a field survey, mobilising historical, ethnographic and visual data, around a dozen former colonial dwellings patrimonialised as sites of memory of slavery in Haiti, we will attempt to analyse the memories and histories conveyed by heritage in these colonial spaces. The aim will be to study how the museification of these "veritable networks of traces and imprints of slavery" and the discourses generally associated with them highlight or invisibilise the questions and claims concerning social relations that these spaces claim to demonstrate, in the wake of postcolonialism.

V. Index des participants / Index of Participants

Index alphabétique / Alphabetical Index

Les intervenants sont classés par leur dernier nom / Presenters are ordered by their final name

Mohamadou Abba	Panel 12
Alain Abondo	Panel 15
Olutayo C. Adesina	Panel 7
Abdelkader Al Ghouz	Table ronde / Round table 3
Raichatou Walet Altanata	Table ronde / Round table 2
Yonas Ashine	Panel 1
Raphaël Batenguene Assil	Panel 16
Marie-Pierre Ballarin	Panel 5, Table ronde / Round table 1, 2, 3
Djiguate Bassene	Panel 5
Donald Betegne	Panel 16
Edouard Bokagné-Betobo	Panel 5
René Bidias	Panel 11
Dah Abeid Biram	Table ronde 2
Giulia Bonacci	Panel 3, Panel 6, Table ronde / Round table 1
Ali Bouzou	Table Ronde / Round table 2
Mamadou Sène Cissé	Panel 11
Stephan Conermann	Table ronde / Round table 3
Myriam Cottias	Panel 9, Table ronde / Round table 1, 3
Mariam Coulibaly	Panel 11
Astbarka Dadda	Panel 2
Fousseini Diabate	Panel 13
Amadou Diemdiouda Dicko	Table ronde / Round table 2
Anita M. Diop	Panel 6
Armand Leka Essomba	Panel 2, Panel 9
Marlyse Eteme	Table ronde / Round table 2
Alban Fournier	Accueil / Registration
Clovis Rodrigue Foutsop	Panel 16
Balkissou Halbo	Panel 13
Ahmed Hassen	Panel 10, Table ronde / Round table 1
Roukayatou Hamadou Hayatou	Panel 13
Melanie Horstead	Panel 15
Bertrand Iguigui	Panel 11
Albert Jiotsa	Panel 15
Brahima Kaba	Panel 10
Alexis Tague Kakeu	Panel 5
Salufu Kamara	Table ronde / Round table 2
Diagly Kanouté	Table ronde / Round table 2
Herman Kiriama	Panel 9
Martin Klein	Panel 12
Willy Didié Foga Konefon	Panel 15
Ernest Effim Lalah	Panel 9
Michelle Liebst	Panel 4
Julio Machele	Panel 14
Adam Mahamat	Panel 12

Darice Malabon	Panel 5
Miraille-Clémence Mawa	Panel 11
Samson Mengolo Mbel	Panel 6
Sylvain Mbohou	Panel 14
Alexander Meckelburg	Panel 4, Table ronde / Round table 1
Protais Pamphile P. Medjo	Panel 8
Antonio de Almeida Mendes	Panel 12
Takele Merid	Panel 4
Ismael Mfossi	Panel 6
Jerry Michel	Panel 16
Ismael M. Montana	Panel 4
Oumarou Moussa	Panel 10
Nkwiyir Marina Mungfub	Panel 14
Monsuru Muritala	Panel 7
Alvine Henriette Assembe Ndi	Panel 8
Alkoa Madjiyera Ngar	Table ronde / Round table 2
Elvis Nkome Ngome	Panel 3
Willybroad Dze Ngwa	Panel 14
Adèle Nivière	Panel 2
Uzoamaka Nwachukwu	Panel 10
Samuel A. Nyanhoga	Panel 1
Salvatory S. Nyanto	Panel 7
Simon Pierre Bela Nyebe	Panel 8
Jean-Baptiste Nzogue	Panel 16
Michael Odijie	Panel 7
Michel Zoah Ottou	Panel 13
Adjara A. Manounma Pefoura	Panel 3
Valérie Piétri	Panel 8
Ruth Abeduwah Quansah	Panel 4
Bosha Bombe Reta	Panel 12
Marie Rodet	Panel 11
Benedetta Rossi	Panel 1, Panel 13, Table ronde / Round table 1, 3
Klara Boyer-Rossol	Panel 3, Panel 6, Table ronde / Round table 1
Emmanuel Saboro	Panel 1
Zacharie Saha	Panel 8
Ahmadou Sehou	Conférence / Keynote 2, Table ronde / Round table 2
Cheikh Sene	Panel 7
Joseph Jules Sinang	Panel 12, Table ronde / Round table 3
Sothérie Rolande Tassi	Panel 2
Guidang Tchinabi	Panel 13
Cassimir Tchudjing	Panel 9
Vijaya Teelock	Panel 16, Table ronde / Round table 3
Rafaël Thiébaud	Panel 14
Ibrahima Thioub	Panel 11, Table ronde / Round table 3
Catherine Coquery-Vidrovitch	Conférence / Keynote 1
Virginie Wanyaka	Panel 15

Notes

